

JULIEN ARBOIS

Petits et Grands
MENSONGES
de
l'Histoire de France



Petits et Grands
Mensonges
de l'Histoire de France

JULIEN ARBOIS

City

Sommaire

L'Histoire maquillée

Les Celtes n'ont pas construit dolmens et menhirs

Vercingétorix était ami avec... Jules César !

Nos « ancêtres » les Gaulois

Où a réellement eu lieu la bataille d'Alésia ?

Le vase de Soissons ne fut jamais brisé (et venait de Reims !)

Le roi Dagobert n'était pas maladroit, et ses successeurs n'étaient pas fainéants

Charles Martel n'a pas arrêté l'invasion arabe

Roland n'a pas été tué par les Sarrasins

Charlemagne n'a pas eu cette idée folle d'inventer l'école

La papesse Jeanne a-t-elle réellement existé ?

L'an mil n'a pas terrifié grand monde

Les mensonges des croisades

Abélard, le faux hérétique

La légende noire des Cathares et l'intérêt de l'Église

Templiers : faux trésor et vraies mensonges

Le bal des ardents : un complot contre Charles VI ?

Vérités et mensonges sur Jeanne d'Arc

La légende noire de Louis XI

1515 et les mensonges de Marignan

François Ier, « roi des chimères »

Henri III était-il homosexuel ?

Gabrielle d'Estrées a-t-elle été empoisonnée ?

La vérité sur l'assassinat d'Henri IV

Le « bon » roi Henri IV n'est aimé qu'une fois mort

Nos ancêtres n'ont pas attendu Galilée pour savoir que la Terre est ronde

La vraie-fausse affaire des « possédées de Loudun » ?

Descartes a-t-il été empoisonné ?

Vatel n'était pas cuisinier du roi (et n'a pas inventé la crème Chantilly !)

La fête de Vaux-le-Vicomte a-t-elle causée la perte de Fouquet ?
Psychose autour de « l'affaire des Poisons »
Qui est l'homme au masque de fer ?
Corneille a-t-il écrit les pièces de théâtre de Molière ?
Molière n'est pas mort sur scène
L'enfant noire de Louis XIV
Parmentier n'a pas « importé » la pomme de terre
La légende trop noire de Robespierre
Joseph Bara, le faux martyr de la République
Valmy : du « miracle » à la corruption
Le scandale de l'armoire de fer
Charlotte Corday n'était pas une royaliste illuminée
Marie-Antoinette n'était pas si frivole (et n'a jamais parlé de brioche !)
Quand et où est mort Louis XVII ?
La bataille du pont d'Arcole : un camouflet transformé en légende
Quand Napoléon fabrique des fausses preuves contre ses ennemis
Quel mot Cambronne a-t-il prononcé à Waterloo ?
Napoléon a-t-il été assassiné ?
Victor Hugo et la pose de l'exilé politique
Les manigances de Clemenceau
Le mythe patriotique des taxis de la Marne
Deschanel, le président tombé du train n'était pas fou
Vérités et légendes sur la mort de Saint-Exupéry ?
De Gaulle a-t-il réellement libéré Paris ?
Charles de Gaulle n'a jamais été confirmé au grade de général
La Cinquième République, un coup d'État de de Gaulle ?
Les secrets de François Mitterrand sur son passé vichyste

L'Histoire maquillée

Tout au long des siècles, le roman national de notre pays s'est bâti moins à partir des faits qu'au gré des différentes menées politiques et des variations idéologiques de l'Histoire. De la bataille gagnée par Charles Martel contre les Maures à Poitiers à l'épisode où Roland trouva la mort à Roncevaux, du procès de l'ordre du Temple à l'exil de Victor Hugo, nombreux sont les épisodes de notre Histoire à avoir été enjolivés, mis en scène ou maquillés, parfois immédiatement, parfois bien plus tard, afin de servir de symboles à même de favoriser les intérêts des puissants ou de fédérer le peuple autour d'une idée commune de la nation.

Au fil de cet ouvrage, vous découvrirez comment des personnages de premier plan comme Napoléon ou le général de Gaulle ont toujours su utiliser à leur profit les éléments de leurs biographies ; la manière dont les luttes de pouvoir menées par l'Église et les grandes puissances européennes depuis le Moyen Âge ont pu rejaillir sur la vie de tous, justifiant de terribles massacres par de pieux mensonges, ou entourant de brouillard les circonstances de la mort d'hommes aussi célèbres que Molière ou Descartes. Ce parcours à travers les strates de notre conscience collective permettra au lecteur de mesurer à quel point l'Histoire est souvent plus un discours qu'une science, un instrument puissant entre les mains de ceux qui en dictent la teneur.



Les Celtes n'ont pas construit dolmens et menhirs

Il est presque impossible, pour un lecteur de bandes dessinées, de dissocier le Gaulois Obélix de son cher menhir, qui lui sert à la fois d'arme contre les Romains et de cadeau qu'il offre à ceux qu'il apprécie. Cette image, montrant des Celtes experts dans la taille de ces longues pierres, totalement anachronique, n'est pourtant pas du seul fait des créateurs des aventures d'Astérix, Uderzo et Goscinny. En effet, elle trouve son origine au XVIII^e siècle, période pendant laquelle l'archéologie connaît ses balbutiements, et devient un passe-temps apprécié par certains nobles savants.



Tel est le cas de Théophile-Malo de La Tour d'Auvergne (1743-1800), capitaine de grenadiers pendant la Révolution, qui mène en parallèle à sa carrière militaire des recherches sur les antiquités gauloises et des études sur les langues celtiques. Aussi, c'est à lui qu'on doit les mots de « dolmen » et « menhir », tels qu'il les décrit dans son ouvrage *Origines gauloises* : « Celles des plus anciens peuples de l'Europe puisées dans leur vraie source ou recherche sur la langue, l'origine et les antiquités des Celto-Bretons de l'Armorique, pour servir à l'histoire ancienne et moderne de ce peuple et à celle des Français », réalisé entre 1792 et 1796. Signifiant « table de pierre », le dolmen est pour La Tour d'Auvergne un autel ou une table de sacrifice, utilisée par les druides gaulois lors de cérémonies religieuses.



Le mot menhir désigne quant à lui « une pierre longue », le plus souvent isolée, mais aussi parfois alignée avec des milliers d'autres, comme à Carnac, dans le Morbihan (on les appelle alors des cromlechs).

Pour La Tour d'Auvergne, leur origine est sans aucun doute celte, et cette affirmation restera longtemps perçue comme une vérité absolue, et ce malgré les travaux d'autres historiens, tels que Pierre Jean-Baptiste Legrand d'Aussy (1737-1800), qui y voient plutôt des nécropoles, construites selon lui bien avant les Gaulois.

Mais les premières fouilles archéologiques réalisées sous les dolmens dans le courant du XIX^e siècle, qui vont mettre au jour des restes humains, alimentent la thèse des sacrifices humains réalisés par les druides gaulois pour apaiser la colère des dieux. Il faut attendre alors la fin du siècle, et les travaux de l'archéologue écossais James Miln et du préhistorien français Zacharie Le Rouzic, qui sont notamment à l'origine du musée de Préhistoire de Carnac, pour que leur fonction de sépultures soit avérée, sans pour autant pouvoir certifier que leur origine remonte à une période antérieure aux Celtes.

C'est à Carnac, le site français le plus célèbre d'alignements mégalithiques, que les recherches sont les plus poussées pendant tout le XX^e siècle. Lors de la Seconde Guerre mondiale, une unité de recherche archéologique nazie y mène d'ailleurs une mission entre 1940 et 1942, réalisant d'abord un relevé topographique, puis commençant à fouiller le site de Kerlescan. Cette étude, menée par Alfred Rosenberg, devait servir à démontrer la présence très ancienne de la civilisation « indo-germanique » dans la région. Mais c'est après la guerre que les avancées technologiques permettent de faire un énorme pas dans la connaissance des constructions mégalithiques et des hommes qui les ont établies.

En 1955, grâce au procédé de datation au carbone 14 mis au point par le chimiste américain Willard Libby, on parvient à savoir à quelle période ils ont été bâtis : à partir du Ve millénaire avant notre ère pour les plus anciens, soit au début du Néolithique, et vers 2 000 ans av. J.-C. pour les plus récents.

Pendant cette période, la civilisation mégalithique se diffuse sur tout le littoral Atlantique de l'Europe, partant de la péninsule Ibérique jusqu'en Angleterre et en Irlande, et l'on retrouve même ces constructions en Scandinavie, en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et en Asie, soit quasiment sur tous les continents à l'exception de l'Amérique et de l'Océanie.

S'il est depuis avéré que les dolmens servaient de sépultures, et donc de lieu de culte lié aux ancêtres, le rôle des menhirs a longtemps été délicat à définir. Monuments votifs ou commémoratifs, ou éléments servant à indiquer les limites d'un territoire, les menhirs auraient surtout des fonctions astronomiques, permettant, grâce à leur alignement particulier, de calculer les différentes phases du cycle agricole en observant le Soleil et la Lune. Ainsi, en ce qui concerne Carnac, l'alignement de Kerlescan servait à calculer la date de l'équinoxe et celui de Kermario la date du solstice d'été.

Une autre question se pose : celle de leur construction. Comment des hommes, aux techniques prétendument peu développées, ont pu établir des ensembles aussi importants, avec des pierres aussi lourdes ? Ces établissements étant constitutifs des premières communautés, ils demandaient l'effort de tous, et des centaines de personnes bien organisées ont très bien pu déplacer et monter ces pierres les unes sur les autres à l'aide de rondins de bois, de cordes et de leviers, comme l'ont démontré les expériences menées par l'archéologue Jean-Pierre Mohen et réalisées avec l'aide de deux cents volontaires sur le site de Bougon, dans les Deux-Sèvres, où gisent certains des plus anciens tumulus d'Europe.

À leur arrivée, les Celtes et les Gaulois ont certes utilisé ces édifices pour des cérémonies religieuses, mais ils ne les ont pas construits. Représentants du paganisme tardif, que les chrétiens du

ive siècle appellent « le culte des pierres levées », les dolmens et les menhirs restent pendant de longs siècles des lieux de relations avec les dieux, où l'on vient demander santé, fécondité, mariage, ou pluie pour les récoltes. Et malgré la christianisation de ces édifices, qui sont parfois transformés en chapelles ou surmontés d'une croix, ils serviront encore longtemps de sites mystiques, comme l'évoque d'ailleurs Rabelais dans son *Gargantua*.



Vercingétorix était ami avec... Jules César !

Aujourd'hui considéré comme le premier héros français, résistant à l'envahisseur romain au péril de sa vie, Vercingétorix n'est réellement étudié par les historiens français qu'à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle. À une époque où le péril prussien occupe tous les esprits, les historiens le présentent comme le chef indiscuté de la résistance gauloise, qui unit sous son commandement les peuples de la Gaule pour affronter Jules César, leur ennemi commun. Pourtant, cette représentation est loin de la réalité, et a profité du manque de sources concernant le jeune chef gaulois pour construire un mythe fondateur du nationalisme français. Nous ne connaissons que très peu de choses sur la vie de Vercingétorix. Né entre 80 et 72 av. J.-C. (Jules César évoque en 52 av. J.-C. un « adulescens », c'est-à-dire, selon la terminologie romaine, un homme de moins de 30 ans), il est le fils de Celtill (aussi appelé Celtillos), un noble arverne condamné à mort par ses pairs alors qu'il tentait de rétablir la royauté gauloise.



Celle-ci avait été abolie par Rome, qui avait emprisonné le dernier roi gaulois, Bituitos, après les premières défaites gauloises de 121 av. J.-C, et remplacée par un gouvernement aristocratique. Le nom même de « Vercingétorix » reste pendant longtemps sujet à débat : est-ce un nom propre ou un titre honorifique ? Signifiant « le roi des très grands guerriers » ou « le très grand roi des guerriers », ce nom serait plus probablement un titre porté par le chef, comme le rappelle César dans ses *Commentaires* (où deux Cingétorix sont évoqués), ou comme le propose Jules Michelet dans son *Histoire de France*, où il le nomme « le » Vercingétorix.

Mais la question principale qui entoure le récit de la vie du chef gaulois est celle concernant sa domination « indiscutée » des peuples de la région, comme toute l'historiographie française le proclame à partir du XIX^e siècle (notamment Camille Jullian, qui écrit en 1900 dans son *Vercingétorix*, que le jeune chef est à la tête de la « patrie gauloise », « supérieure aux clans, aux tribus, aux cités et aux ligues »). Vercingétorix a-t-il réellement fédéré tous les peuples gaulois dans la résistance face à César ?

L'historien Plutarque, dans la *Vie de César*, rappelle les nombreuses défections dans le camp gaulois avant les batailles décisives des années 50 av. J.-C. De plus, Pierre Cabanes, dans son ouvrage *Idées reçues sur l'Antiquité*, émet l'idée que César, dans sa *Guerre des Gaules*, aurait amplifié la prédominance de Vercingétorix sur les autres peuples de Gaule pour rendre encore plus

importante sa victoire. On peut ainsi lire dans le récit du général romain que Vercingétorix « convertit à sa cause tous ceux de ses compatriotes qu'il rencontre ; il les exhorte à prendre les armes pour la liberté de la Gaule ; il rassemble de grandes forces et chasse ses adversaires qui, peu de jours avant, l'avaient chassé lui-même.

Ses partisans le proclament roi. Il envoie des ambassades à tous les peuples : il les supplie de rester fidèles à la parole jurée. Il ne lui faut pas longtemps pour avoir à ses côtés les Sénon, les Parisii, les Pictons, les Cadurques, les Turons, les Aulerques, les Lémovices, les Andes et tous les autres peuples qui touchent à l'Océan. À l'unanimité, on lui confère le commandement suprême. » Le premier « constructeur » du mythe de Vercingétorix pourrait être ainsi son principal ennemi : César ne bat pas une simple coalition de tribus, mais *tous* les peuples de Gaule.

Un autre point sur la relation entre Vercingétorix et César est aussi intéressant. Contrairement au mythe développé d'un Vercingétorix représentant d'une civilisation gauloise complètement opposée, dans ses mœurs et dans sa conception du monde, à la civilisation de l'envahisseur romain, le jeune aristocrate est formé comme soldat par l'armée romaine elle-même, et César le place, avant la guerre, à la tête d'un corps de chevaliers arvernes en signe d'amitié entre Rome et les tribus gauloises.



Cette « amitié » entre Vercingétorix et César est décrite par Dion Cassius dans son *Histoire romaine*, dans un passage qui égratigne quelque peu le mythe du Gaulois valeureux et héroïque après la reddition d'Alésia : « Vercingétorix, qui n'avait été ni pris ni blessé, pouvait fuir. Mais, espérant que l'amitié qui l'avait uni autrefois à César lui ferait obtenir grâce, il se rendit auprès de lui, sans avoir fait demander la paix par un héraut, et parut soudainement en sa présence, au moment où il siégeait dans son tribunal. Son apparition inspira quelque effroi, car il était d'une haute stature, et il avait un aspect fort imposant sous les armes.

» Il se fit un profond silence : le chef gaulois tomba aux genoux de César, en lui pressant les mains, sans proférer une parole. Cette scène excita la pitié des assistants, par le souvenir de l'ancienne fortune de Vercingétorix, comparée à son malheur présent.

» César, au contraire, lui fit un crime des souvenirs sur lesquels il avait compté pour son salut. Il mit sa lutte récente en opposition avec l'amitié qu'il rappelait, et par là fit ressortir plus vivement l'odieux de sa conduite. Ainsi, loin d'être touché de son infortune en ce moment, il le jeta sur-le-champ dans les fers et le fit mettre plus tard à mort, après en avoir orné son triomphe. »

L'image d'un chef gaulois charismatique et résistant, par essence, à l'invasion romaine est d'ailleurs mise à mal par de nombreux historiens de la fin du *xxe* siècle, dont Michel Rambaud, qui

émet l'hypothèse que César aurait conféré un prestige disproportionné à Vercingétorix pour camoufler l'importance de la résistance gauloise, ainsi que Jacques Harmand, qui affirme quant à lui que Vercingétorix aurait pu être un complice secret de César, et qu'il aurait aidé à monter de toutes pièces la défaite d'Alésia.

Le manque de sources fiables concernant celui qui reste comme l'un des plus grands personnages du roman national français permet d'orienter et d'instrumentaliser à sa guise le récit de sa vie. Après la défaite de 1870, la Troisième République le montre comme le père de la Patrie, le premier héros nationaliste français, qui a perdu à cause des divisions, comme la France face aux Prussiens.

Cette image d'un chef arverne courageux dans l'adversité accompagne ainsi les Poilus dans les tranchées de la Grande Guerre. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le régime de Vichy propose l'image d'un chef gaulois qui a accepté la défaite avec dignité et dont « le sacrifice salvateur » a pu faire profiter à son peuple des bienfaits de la civilisation de l'envahisseur. Dans le même temps, Vercingétorix représente la résistance française contre les nazis, et le général de Gaulle le reconnaît officiellement comme « premier résistant de l'histoire de France » lors de la cérémonie du bimillénaire d'Alésia, en 1948.



Nos « ancêtres » les Gaulois

Les mensonges et les raccourcis historiques au sujet des Gaulois sont très nombreux, et alimentent encore profondément notre imaginaire collectif, construit pendant des générations par l'historiographie républicaine. Le premier de ces mensonges est de considérer les Gaulois comme nos ancêtres. Cette affirmation est bien entendu fausse, et il convient pour le rappeler d'évoquer rapidement l'histoire de la Gaule, qui est avant tout... une invention romaine !



En effet, le terme de Gaule, *Gallia* en latin, vient du nom des tribus qui s'approchent du nord de l'Italie à partir du ive siècle av. J.-C, et que les Romains appellent les *Galli*. D'ailleurs, comme le rappelle l'historienne Suzanne Citron, dans son ouvrage *Le Mythe national, l'histoire de la France revisitée*, la première « Gaule » se trouve en Italie, et son territoire sera, au fur et à mesure que les Romains conquièrent le nord de la péninsule, divisé en *Gallia cisalpina*, et en *Gallia transalpina*, qu'il soit d'un côté ou de l'autre des Alpes. Lors de la conquête de César, celui-ci délimite le territoire de la Gaule au Rhin, qui la sépare de la Germania, mais il est en réalité occupé par une multitude de peuples qui ne se considèrent pas eux-mêmes comme Gaulois, et qui ne sont ainsi pas constitués dans une « nation gauloise », comme de nombreux récits historiques veulent le faire croire.



De plus, ces peuples « des Gaules », comme les appelle César, sont peu à peu conquis par d'autres peuples venus d'un peu partout en Europe, dont les Francs, qui dominent à partir du vie siècle l'ensemble des royaumes de l'ancien territoire gaulois.

Avec l'avènement des Capétiens, les Gaulois disparaissent complètement de l'historiographie officielle : les successeurs des Francs se considèrent comme les descendants des Troyens, et il faut attendre les xve et xvie siècles, avec le retour des études des textes antiques, pour que la figure du Gaulois refasse son apparition.

Ce n'est ensuite qu'avant la Révolution qu'il sera considéré comme l'ancêtre du peuple français,

que l'on oppose alors aux Francs, qui sont vus comme les ancêtres des aristocrates du pays.

Après la Révolution, alors que la construction de la nation demande de mettre en avant l'existence d'un peuple primitif, les Gaulois prennent la place que nous leur connaissons dans l'historiographie officielle, et c'est à partir du Second Empire qu'on en fait alors le peuple originel du pays.

Autre mensonge sur les Gaulois, celui-ci démocratisé par les célèbres bandes dessinées d'Astérix et Obélix, mais qui est en réalité très ancien : l'idée qu'ils auraient peur que le ciel leur tombe sur la tête. À travers ce raccourci, les Gaulois sont présentés comme un peuple naïf et superstitieux, mais l'origine de cette idée va permettre de prouver que c'est tout le contraire.

Ce mensonge est né de la peur qu'inspiraient aux Grecs et aux Romains les Gaulois pendant les siècles qui précèdent la conquête de César. Cette peur des Gaulois, appelée *metus gallicus* en latin, est relayée par de nombreux auteurs de l'Antiquité, notamment l'historien grec Polybe, qui décrit dans ses *Histoires*, au III^e siècle av. J.-C., le sentiment inspiré par ces Gaulois aux soldats romains : « Ils étaient terrifiés par l'ordre parfait des troupes celtiques et l'effroyable tintamarre, car les sonneurs de cors et de trompettes étaient en nombre illimité, et l'armée tout entière poussait en chœur son cri de guerre ; cela faisait un tel vacarme que tout le pays alentour semblait disposer d'une voix pour répéter ce cri. L'aspect et les mouvements des guerriers nus qui les affrontaient les remplissaient de terreur. »

Aussi, l'idée qui veut que les Gaulois aient peur que le ciel leur tombe sur la tête est utilisée par les Romains pour tenter de couvrir de ridicule ceux qui les terrorisent pendant de nombreux siècles. Pourtant, la seule trace que nous ayons d'une telle idée vient en réalité d'une crânerie gauloise à l'encontre de l'un des plus grands princes de l'Antiquité, Alexandre le Grand.

En effet, selon les mots du géographe et historien grec Strabon, dans sa *Géographie*, une ambassade gauloise rencontre le roi de Macédoine en 335 av. J.-C. dans le but d'établir un traité d'amitié : « Ptolémée, fils de Lagos, rapporte qu'au cours de cette campagne, des Celtes [...] rencontrèrent Alexandre afin d'établir avec lui des rapports d'amitié et d'hospitalité.



Le roi, qui les avait accueillis avec cordialité, raconte Strabon, leur demanda, dans les fumées du vin, ce qu'ils craignaient le plus, persuadé qu'ils allaient le désigner lui-même ; mais ils répondirent qu'ils n'avaient peur de personne, qu'ils craignaient seulement la chute du ciel sur leur tête, mais qu'ils plaçaient plus haut que tout l'amitié d'un homme comme lui. »[1]. Cette citation, récupérée par les Romains, sera alors détournée pour ridiculiser leurs ennemis, alors qu'elle est à l'origine une déclaration de courage et de fierté.

Enfin, autre élément souvent utilisé par les Romains, et qui a traversé les siècles pour nourrir notre imaginaire collectif sur les Gaulois : ceux-ci seraient de vils barbares, qui ne connaissent les

bienfaits de la civilisation qu'à partir de la conquête de César.

Cette image, très présente encore de nos jours, a été popularisée pendant des décennies par les travaux d'Ernest Lavisse, dont les manuels scolaires, utilisés par des générations d'écoliers entre 1860 et 1940, ne font que transmettre les textes d'auteurs anciens, notamment Plin l'Ancien et Polybe, empreints de subjectivité et de clichés à l'égard de ceux qui comptent à l'époque parmi leurs plus terribles ennemis.

On les présente comme des êtres rustres, des sauvages sales et désordonnés, un portrait qui est encore très prégnant parmi nos contemporains. Mais si ces clichés sont en partie issus d'observations directes, notamment lors de l'épisode du sac de Rome en 390 av. J.-C. par les Sénon dirigés par Brennus (où, selon Tite-Live dans son *Histoire romaine*, « Après le meurtre des hauts personnages, on n'épargna plus personne, les maisons furent pillées et incendiées »), ils sont loin de la réalité. En effet, comme le résume Olivier Tosseri dans *150 idées reçues sur l'Histoire*, grâce aux découvertes archéologiques de ces dernières décennies, les historiens affirment qu'une « civilisation gauloise » existe bel et bien avant la conquête romaine. Les tribus gauloises répondent à une organisation institutionnelle avérée, avec à leur tête un roi élu, entouré d'une aristocratie de guerriers, qui dirigent un peuple composé de paysans, d'artisans et d'esclaves, à l'instar de ce qui peut exister à Rome.

Contrairement à l'idée d'un peuple sous-développé et replié sur lui-même, les Gaulois mènent des échanges commerciaux avec le reste de la Méditerranée. Ils moissonnent leurs terres avec des machines bien avant que les Romains n'abandonnent leurs simples faucilles, et se montrent experts en artisanats, mettant notamment au point le tonneau, qui se montre bien plus résistant que l'amphore romaine.

Lors des fouilles archéologiques, les bijoux découverts dans les sépultures gauloises montrent à quel point ils sont doués pour le travail du fer et l'orfèvrerie. Et contrairement à l'image donnée d'un peuple sale et répugnant, les historiens affirment que les Gaulois, déjà avant la conquête romaine, portent un intérêt à l'hygiène, mettant même au point un savon fait à base de suif et de cendres.

Ensuite, en matière de connaissance anatomique et médicinale, les archéologues ont découvert des scalpels et des lancettes dans des tombes de druides, ce qui semblerait indiquer qu'ils pouvaient pratiquer la chirurgie. Enfin, contrairement à l'idée qui veut que les villes n'aient existé qu'après l'arrivée de César, les archéologues ont mis au jour des *oppida*, prémisses de villes, dotées de fortifications et d'un système d'écoulement des eaux usées dont l'existence précède la guerre des Gaules.

L'image du Gaulois vivant comme un sauvage et découvrant la civilisation grâce aux Romains est donc bien loin de la réalité.



Où a réellement eu lieu la bataille d'Alésia ?

La bataille d'Alésia a déterminé pour des siècles l'avenir de la France et avec elle plus largement celui de l'Europe entière – qui sait ce que Rome serait devenue si César n'avait pas conquis contre les tribus gauloises le statut d'homme d'État incontournable ?

Si la date de cet affrontement entre les légions romaines et la coalition gauloise est bien connue, le XIX^e siècle a vu l'émergence d'un débat pour le moins étonnant qui n'a trouvé sa conclusion que récemment – l'existence même de cette controverse souligne à quel point l'histoire officielle peut sembler tissée d'imprécisions et d'approximations et comment le contrôle du roman national affecte nos existences jusqu'à aujourd'hui, même si l'on a tendance à croire que les détails qui le constituent ne sont qu'anecdotiques. Les progrès de l'archéologie survenus au XIX^e siècle poussent les chercheurs à résoudre une question qui avait été laissée sans réponse jusque-là : où exactement la bataille d'Alésia a-t-elle pu prendre place ? Jusque-là, les historiens s'étaient principalement référés aux écrits de Jules César retraçant son épopée couronnée de succès (*Commentarii de Bello Gallico*, Commentaires sur la guerre des Gaules), qui retraçaient les mouvements de troupes et les manœuvres ayant préludé à la défaite des Gaulois. Mais d'emplacement précis, il n'était nullement question, du fait de l'absence de critères scientifiques pour décrire des lieux géographiques du temps des Romains.



Une découverte faite en 1861 semble cependant offrir la possibilité de localiser le champ de bataille : près d'Alise, en Côte d'Or, sont mises au jour des centaines d'armes de l'âge de bronze, ce qui tendrait à prouver que d'importants affrontements ont pu avoir lieu dans cette zone.

Impossible, rétorque Jules Quicherat, un important archéologue et historien de l'époque, qui en revient aux écrits datant de cette période, parmi lesquels ceux de César lui-même.

Dion Cassius, historien grec tardif, situe en effet l'affrontement décisif du sort de la Gaule sur le territoire des Séquanes, importante tribu de l'époque qui occupe la région qui est devenue la Franche-Comté depuis lors.

Le problème est qu'Alise n'appartient pas à la Franche-Comté. Quicherat n'hésite pas à affirmer que le site de la bataille doit se trouver quelque part dans le Jura. Le problème est qu'il ne parvient pas à le situer précisément.

Les choses se compliquent encore quand le débat devient une affaire d'État : Napoléon III prend lui-même parti pour authentifier le site d'Alise, qui devient ainsi l'emplacement officiel de la bataille

d'Alésia. Les travaux scientifiques plus récents ont plutôt ajouté à la confusion que permis de trancher définitivement la question.

Ainsi, dans le courant des années 1960, le chercheur André Berthier revient lui aussi aux écrits de l'époque pour situer Alésia à Chaux-des-Crotenay, dans le Jura. Des vestiges sont retrouvés sur place : « un cimetière religieux celtique », des « objets romains » et un « mur cyclopéen ».

Des enjeux régionaux, économiques et touristiques sont venus se greffer à ceux qui ne concernaient que les ambitions de véracité historique : un musée ayant coûté plusieurs millions d'euros a été construit à Alise pour commémorer cet épisode important.

Si la version officielle soutenue depuis le XIX^e siècle venait à être battue en brèche, l'intérêt historique du musée serait très largement remis en question, ce qui serait inacceptable d'un point de vue strictement comptable. Au point que des fouilles plus poussées sur le site de Chaux n'ont pas été autorisées, laissant un doute important subsister quant à un lieu chargé de tout un pan de l'histoire de la France.

L'absence de volonté avérée d'établir une fois pour toutes la vérité de la part des pouvoirs publics montre à quel point la communication étatique prend surtout en compte la dimension symbolique de ce qui est transmis au public ; cela doit bien sûr nous encourager à aiguiser une saine méfiance quant à ce qui nous est dit sur notre Histoire.



Le vase de Soissons ne fut jamais brisé (et venait de Reims !)

Parmi les images les plus largement répandues de l'Histoire de France, l'épisode du vase de Soissons, où un soldat brise un vase demandé par Clovis, et de sa vengeance royale, quand Clovis brise en retour le crâne du même soldat quelques mois plus tard, est certainement l'événement le plus emblématique du passage de la royauté franque du paganisme au christianisme, et ce près de dix ans avant le baptême du roi mérovingien.



Pourtant, cette histoire constamment représentée dans les manuels d'histoire depuis la Troisième République ne s'est pas déroulée exactement comme on nous l'apprend à l'école. Lorsqu'il accède au pouvoir, en 482 à la mort de son père Childéric, Clovis n'a que 15 ans. Il est à la tête d'une des tribus franques qui peuplent le nord de l'Europe – les Saliens, qui sont installés dans le territoire qui correspond à la Belgique actuelle. Sa tribu n'est pas tellement puissante, comparée aux autres groupes de Francs qui peuplent la région, ou face à l'Empire romain qui, même s'il s'est nettement affaibli durant les derniers siècles écoulés, représente encore une force importante sur le continent.



Mais Clovis ne manque nullement d'ambition et avec la poignée d'hommes qu'il a sous son commandement, il commence par faire assassiner ses rivaux, ou même certains membres de sa propre famille, pour éviter de se faire renverser, et étend le territoire de son royaume en s'emparant d'autres tribus franques. Quant à ses voisins trop puissants pour espérer les absorber d'un seul coup, il crée des alliances avec eux.

Dans la plupart des cas, il arrive en pays conquis, son image de force et sa popularité jouant en sa faveur face à des chefs barbares qui ont trop souvent recours à la violence.

Le chemin de Clovis n'est cependant pas dénué de durs affrontements, notamment lorsqu'il fait face

à un adversaire d'envergure, Syagrius, qui règne sur l'un des derniers vestiges de l'Empire romain d'Occident qui s'est écroulé en 476. Ayant perdu ses appuis en Italie, et auprès de l'Empire romain d'Orient, Syagrius se retrouve fragilisé mais, maître de la Gaule du Nord, il n'entend pas se rendre sans combattre. En 486, prend place la bataille déterminante entre les forces de Syagrius et celles de Clovis.

Ce dernier est accompagné d'un autre roi franc, Ragnacaire, contre lequel il provoquera par la suite un soulèvement populaire avant de le faire assassiner.

Mais à Soissons, lieu choisi pour l'affrontement, les deux hommes arrivent soudés. Les combats font rage, les pertes sont nombreuses des deux côtés, mais la discipline et la détermination des armées franques finissent par faire pencher la balance en leur faveur.

Voyant la victoire lui échapper, Syagrius prend la fuite et se réfugie auprès d'Alaric II, roi des Wisigoths, dans sa capitale de Toulouse ; mais sous la pression de Clovis, Alaric remet Syagrius dans les mains des Francs. Clovis peut ainsi unifier son royaume et, afin que Syagrius cesse de constituer une menace, il le fait « égorger secrètement », comme le raconte Grégoire de Tours dans son *Histoire des Francs*, écrite à partir de 574, soit près d'un siècle après les faits.

À Soissons, où Clovis réunit ses troupes pour le partage du butin après la victoire, se déroule un événement primordial dans l'affirmation du pouvoir royal. Toujours selon Grégoire de Tours, lors de la campagne militaire qui a précédé la bataille décisive, « beaucoup d'églises furent pillées par l'armée de Clovis, parce qu'il était encore enfoncé dans les erreurs du fanatisme » (ce n'est qu'après son baptême qu'il interdira le pillage des lieux sacrés). Ainsi, certaines églises du diocèse de Reims, situé à une soixantaine de kilomètres de Soissons, sont mises à sac, ce qui n'est pas du goût de Remi, alors évêque de Reims.

S'il sait qu'il ne pourra pas récupérer la totalité des biens volés, Remi demande à Clovis de lui restituer un grand vase liturgique, probablement en argent, « d'une beauté merveilleuse » selon Grégoire de Tours, qui servait à recevoir les offrandes des fidèles.

Mais Clovis, bien que roi, ne peut se permettre de prélever autoritairement ce vase du butin pour le rendre à Remi. Celui-ci est en effet divisé en parts, distribuées à chaque soldat en fonction d'un tirage au sort, et même s'il dispose du cinquième du butin, Clovis ne reçoit pas le vase une fois le tirage effectué.

Il demande alors aux soldats de lui céder le vase en plus de sa part. Selon Grégoire de Tours, ceux-ci lui répondent : « Tout ce que nous voyons ici est à toi, glorieux roi, et nous sommes nous-mêmes soumis à ton autorité. Agis maintenant comme il te plaira, personne ne peut résister. » Néanmoins, un soldat sort du rang, et frappe le vase de sa francisque en criant : « Tu ne recevras que ce que le sort t'attribuera vraiment ! » Mais contrairement aux représentations qui se sont succédé au fil des siècles, le vase, en argent, résiste au choc. Clovis peut le récupérer, et le fait remettre à Remi. Ainsi, le vase de Soissons (en réalité de Reims), ne fut jamais brisé ou cassé, mais seulement cabossé, ou tout au plus fendu. Pour preuve, le testament de Remi, dans lequel il écrit : « Quant à l'autre vase d'argent qu'a daigné me donner le seigneur roi Clovis d'illustre mémoire que j'ai reçu dans la fontaine sacrée du baptême pour que j'en fasse ce que je voulais, toi, mon héritière l'église susdite, j'ordonne qu'on en fabrique un encensoir et un calice gravé de représentations, ce que j'en aurais fait d'ailleurs si j'en avais eu le temps durant ma vie... » Pour ajouter à la confusion, c'est son neveu, l'évêque Loup de Soissons, qui se charge d'accomplir sa volonté.

Ainsi, ce n'est pas pour « venger » le vase de Remi que Clovis exécute quelques mois plus tard le

soldat coupable d'avoir mis l'accent sur son entorse au protocole, mais bien pour affirmer son autorité royale. Ayant pendant plusieurs mois gardé « sa blessure cachée dans son cœur », il reconnaît le soldat anonyme lors d'une revue d'armes sur le champ de Mars, en 487. Au moment où il se présente devant l'impudent, il réalise que l'équipement de celui-ci est négligé. Clovis s'en empare et le jette à ses pieds. Alors que le soldat se penche pour le ramasser, Clovis saisit sa francisque et lui brise le crâne d'un coup violent en s'écriant : « Ainsi as-tu fait du vase de Soissons ! », alimentant par cet acte la légende d'un vase brisé dans ce qui devint la capitale du royaume des Francs.



Le roi Dagobert n'était pas maladroit, et ses successeurs n'étaient pas fainéants

Sans la célèbre chanson *Le Bon Roi Dagobert*, composée au milieu du XVIII^e siècle et popularisée avant la Révolution française, celui qui fut pendant dix ans roi des Francs (de 629, jusqu'à sa mort, en janvier 638 ou 639), serait peut-être complètement tombé dans l'oubli.



Pourtant, contrairement au portrait dressé dans la chanson, celui d'un roi étourdi, maladroit, ridicule, lâche, peureux, cocu, vénal et ivrogne (moqueries qui visaient en réalité le roi Louis XVI et Marie-Antoinette et tenaient à ridiculiser la monarchie française dans son ensemble), le successeur de Clotaire II était loin d'être un souverain grotesque et dépassé, prompt à accepter sans mot dire les critiques et les affronts. Né en 602 ou en 605, il reçoit une éducation latine par des clercs, est formé à l'art de la guerre et pratique des activités manuelles comme la menuiserie et l'ébénisterie, avant de rejoindre la Cour de son père.



Celui-ci l'envoie rapidement à travers le royaume en tant que délégué de la couronne, notamment en Bourgondie, en Neustrie et en Austrasie. Il devint d'ailleurs quelques années plus tard, en 623, vice-roi de cette région.

Il y améliore le fonctionnement de la justice en augmentant les compétences du roi et instaure toute une série de mesures qui visent à réduire les inégalités entre les catégories sociales et les injustices.

Il s'intéresse aussi à la fiscalité du royaume, et veille à ce que l'autorité du roi soit respectée.

Ainsi, lorsque Chrodoald, un aristocrate qui se livre à un trafic de marchandises, refuse de payer l'impôt et commence à constituer un État indépendant en Austrasie, Dagobert souhaite le faire juger. Chrodoald demande alors la protection de Clotaire, qui lui promet de pouvoir regagner ses terres sans encombre s'il ne commet aucun trouble, mais lorsqu'il revient dans son palais, à Metz, il est assassiné sur ordre de Dagobert. À la même époque, une altercation dégénère entre le roi d'Austrasie et Sadragésile, le duc d'Aquitaine, nommé par Clotaire. Le duc n'apprécie guère Dagobert et, lors d'un repas diplomatique, il refuse par trois fois de boire avec le dauphin et se montre impoli envers lui.

Dagobert se venge en lui faisant couper la barbe (comble du ridicule à l'époque), et en le faisant battre avec des verges. Ces deux événements nuisent aux rapports entre Dagobert et son père, mais celui-ci finit à chaque fois par prendre la défense de son fils.

Devenu roi des Francs à la mort de Clotaire en 629, il réalise une série de mesures particulièrement importantes pour l'époque. Quittant l'Austrasie et faisant de Paris la capitale de son royaume, il s'entoure de conseillers prestigieux, comme le chancelier Didier, le référendaire Dadon (le gardien du sceau royal qui sera canonisé sous le nom de saint Ouen) ainsi que l'orfèvre Eligius (plus connu sous le nom de saint Éloi, qui donne la réplique à Dagobert dans la chanson). Avec eux, il limite les requêtes d'autonomie de certains nobles, reprend la main sur le royaume en réorganisant son administration et sa justice, et lutte contre le fléau de la fausse monnaie en faisant frapper la monnaie officielle dans son palais. De plus, il aide les arts et l'éducation, et fonde l'abbaye de Saint-Denis, à qui il accorde un droit de foire. La nécropole royale accueillera plus tard son tombeau, ainsi que ceux des principaux souverains français.

Avec la mort de Dagobert, en 638-639, commence ce que les historiens appellent le règne des Rois fainéants, soit une période de plus d'un siècle, qui sépare la fin du règne de Dagobert du début de la dynastie carolingienne, en 751, avec l'avènement de Pépin le Bref, ancien maire du palais. Que signifie ce qualificatif de « fainéants », et pourquoi est-il utilisé à ce moment-là ? Ce terme est utilisé pour la première fois par Éginhard, membre de l'académie palatine et ancien ami de Charlemagne, qui écrit, entre 829 et 836, la biographie de l'empereur carolingien, commandée par son fils Louis le Pieux.

Intitulée *Vita Karoli Magni*, (Vie de Charlemagne), ce texte hagiographique vise tout autant à présenter la vie de l'empereur sous le meilleur jour qu'à légitimer aussi fortement que possible la dynastie carolingienne. Pour l'auteur, les derniers Mérovingiens « n'avaient plus de roi que le nom » : « La famille des Mérovingiens, dans laquelle les Francs avaient coutume de choisir leurs rois, [...] avait depuis longtemps déjà perdu toute vigueur et ne se distinguait plus que par ce vain titre de roi. »[2]. Pour donner une image de cette prétendue fainéantise, il évoque le souvenir de Clovis II (635-657) et de Childéric III (714-755), respectivement premier et dernier rois fainéants, abandonnant le cheval et préférant se déplacer « dans une voiture attelée de bœufs, qu'un bouvier conduisait à la mode rustique ».

Ainsi naissait la légende de rois débonnaires et inactifs, confortablement allongés sur de moelleuses literies. L'usage de ces chariots n'est pas inventé par Éginhard, il s'agirait d'un ancien rite païen de fécondité mérovingien, dont l'auteur, près de deux siècles plus tard, ne connaissait pas l'existence et le sens. De plus, si les derniers Mérovingiens sont présentés comme des rois impuissants, cela n'est en aucun cas de leur fait.

Dès la mort de Dagobert, le royaume franc connaît en effet des divisions que ses successeurs ne

réussiront pas à contrôler. Les troubles politiques sont incessants, et les rois sont obligés de donner domaines, bénéfices et dotations à des princes séditieux pour éviter la guerre. On les montre alors comme des rois qui gouvernent en dilapidant les richesses du royaume. Celui-ci perd de son ampleur et s'appauvrit, les victoires extérieures sont quasiment inexistantes, et les butins et tributs qu'elles auraient permis de récolter font ainsi défaut.

Mais surtout, les rois fainéants sont, notamment après le règne de Childéric II (assassiné en 675, à 20 ans, par un conseiller qu'il avait fait flageller en public), soumis à des intrigues familiales incessantes qui voient peu à peu la montée en puissance de la dynastie des Pépinides, ancêtre de la dynastie carolingienne.

Exerçant pendant toute cette période le rôle de maire du palais, qui occupe dans les faits le pouvoir à la place du roi, ceux-ci montent officiellement sur le trône avec Pépin le Bref, le père de l'empereur Charlemagne, qui fait tondre Childéric III en guise de destitution (la chevelure longue étant alors le symbole de la royauté). Le dernier « roi fainéant » termine sa vie emprisonné dans un monastère.



Charles Martel n'a pas arrêté l'invasion arabe

Parmi les événements-phares du grand roman national français, la victoire de Charles Martel sur les troupes arabes, à Poitiers, occupe une place de choix. Pourtant, la façon dont cet épisode est narré, encore aujourd'hui, par l'historiographie officielle, prête à confusion et mérite d'être quelque peu nuancée.



Car celui qui n'est pas roi des Francs, et qui profitera de cette bataille pour légitimer son pouvoir et asseoir ce qui deviendra la dynastie pépinide, n'a pas arrêté « l'invasion arabe », mais seulement mis un terme à une simple razzia. De plus, la bataille de Poitiers ne met pas du tout fin à la présence musulmane sur cette partie de l'Europe. Retour sur les événements qui se déroulent avant l'année 732 : depuis plus d'une vingtaine d'années, les troupes musulmanes, composées d'Arabes venus de Syrie et d'Arabie ainsi que de Berbères récemment islamisés, se répandent à travers le bassin méditerranéen. En 711, elles commencent à investir le royaume wisigoth, qui s'étend de l'Espagne à la Septimanie, territoire que les fils de Clovis n'avaient pas réussi à conquérir.



En 719, les musulmans traversent les Pyrénées et prennent Narbonne, ville d'où ils lancent par la suite une série de raids visant avant tout à piller des richesses. Ils louchent alors sur l'Aquitaine, région qui est dominée par le duc Eudes. Celui-ci parvient à les empêcher de mener le siège de Toulouse, en 721, au cours duquel meurt le gouverneur arabe al-Samh, mais en 725, les musulmans prennent Nîmes et Arles, et lancent même une série de razzias le long de la vallée du Rhône, les menant jusqu'à l'abbaye d'Autun, en Bourgogne.

De son côté, Eudes tente de s'allier avec le gouverneur omeyyade de Septimanie, Munuza, lui

proposant sa fille en mariage et une principauté indépendante en échange de l'arrêt des raids.

Mais l'émir de Cordoue, Abd al-Rahman, lance une expédition punitive contre le séditieux, et le fait tuer en 731. La même année, pour punir Eudes, il lance une campagne en Aquitaine, et parvient à prendre Bordeaux : Eudes est impuissant face à ses ennemis, et doit se résoudre à la fuite.

Il n'a d'autre choix, pour préserver son duché, que de demander l'aide de son rival du Nord, le Franc Charles, maire du palais du roi mérovingien Thierry IV. Charles, chef de guerre redoutable (ce qui lui vaut son surnom de « Martel »), lorgne déjà depuis longtemps sur les possessions d'Eudes, et il voit là l'occasion d'affirmer son autorité sur le territoire ; aussi, il accepte de lui venir en aide en échange de sa soumission à la domination franque.

Après avoir marché sur Poitiers, qui est pillé, Abd al-Rahman poursuit sa route, avec comme prochain objectif la basilique Saint-Martin de Tours, le sanctuaire national des Francs. C'est là, entre Poitiers et Tours (les sources ne permettront pas de donner la localisation exacte de la bataille, et on dénombre pas moins de trente-huit lieux revendiqués comme tels), que les armées de Charles et d'Eudes affrontent les troupes musulmanes.

Après plusieurs jours d'escarmouches (la date du 25 octobre 732 est généralement avancée, mais plusieurs historiens situent la bataille à un autre jour du mois d'octobre 732, voire en octobre 733), l'affrontement décisif a enfin lieu : les cavaliers arabo-berbères s'effondrent sur les lignes des fantassins francs, et Abd al-Rahman est tué.

Les Francs investissent le camp musulman le lendemain, mais celui-ci est vide, les survivants ont quitté les lieux pour sauver le butin amassé précédemment. Charles Martel poursuit alors son avancée vers le sud et prend Bordeaux, occupant de fait l'Aquitaine, mais sans pour autant abolir l'autorité d'Eudes (il fait en sorte que ses fils succèdent au duc d'Aquitaine).

Mais contrairement à ce que l'on affirme généralement, la bataille de Poitiers ne met pas un terme définitif à la présence musulmane. En effet, ceux-ci se replient dans la vallée du Rhône et en Provence, prenant au passage Avignon en 735.

Charles Martel doit lutter encore plusieurs années pour limiter l'influence musulmane dans le Sud. S'il parvient à soumettre certains alliés des Sarrasins, notamment lors de la bataille de la Berre, en 737, il ne réussit pas à prendre Narbonne, toujours entre les mains des musulmans. Il faut attendre vingt ans, et les efforts de son fils Pépin le Bref pour que la ville finisse par tomber.

Néanmoins, ce n'est que sous le règne de son petit-fils, Charlemagne, que les Francs parviennent à repousser les Sarrasins de leur territoire, notamment lors de la bataille du bois des Héros en 800, puis lors de la prise de Barcelone en 801 (même si des poches musulmanes persistent en Provence jusqu'à la bataille de Tourtour, en 973).

Aussi, la bataille de Poitiers n'occupe pas une place très particulière dans les sources carolingiennes : les chroniqueurs du temps de Charlemagne y font bien évidemment référence, mais surtout pour établir les faits d'armes de l'ancêtre de l'empereur, et légitimer d'autant plus la nouvelle dynastie régnante.

De plus, pour l'Église des VIII^e et IX^e siècles, la bataille de Poitiers est considérée comme le vol de ses terres et de ses biens par le maire du palais, et elle ne fait pas plus de publicité que cela à cet épisode. Ce n'est que quelques siècles plus tard que la bataille de Poitiers entre dans la légende, et commence à devenir un symbole, servant à défendre des intérêts politiques.

En effet, avec les croisades, l'événement est repris et mis en lumière comme un acte de défense de la chrétienté contre les infidèles, et est également rappelé après la défaite de Jean II contre les

Anglais lors de la bataille de Poitiers en 1356. Au ^{xv}^e siècle, l'événement est remis sur le devant de la scène lorsque la grandeur de l'Empire ottoman commence à inquiéter l'Europe, mais c'est surtout à partir du ^{xix}^e siècle que le thème de la bataille de Poitiers devient instrumentalisé, et déformé, à outrance.

Servant à exalter le patriotisme et à légitimer la colonisation de l'Afrique du Nord sous Louis-Philippe, la bataille de Poitiers est à la fois un événement fondateur de la nation française, et la marque de la supériorité de l'Occident sur le monde musulman.

Après la défaite de 1870, et l'occupation de l'Alsace-Lorraine, la date de 732 est rappelée pour montrer aux Français qu'ils ont été capables dans leur Histoire de repousser des envahisseurs. L'école de la Troisième République se fait l'écho de cette thèse, tout en lui retirant le caractère chrétien dont elle était jusque-là auréolée.

Le ^{xx}^e siècle accorde aussi une place importante à cet épisode fondateur et à la figure de l'ancien maire du palais : un réseau de résistants de la Seconde Guerre mondiale prend ainsi le nom de Charles Martel, idée reprise pendant la guerre d'Algérie, où les commandos de l'organisation secrète armée se font également reconnaître sous ce nom. Présentée comme le symbole du choc des civilisations, la bataille de Poitiers est célébrée depuis la fin du ^{xx}^e siècle par de nombreux mouvements d'extrême droite, notamment le Cercle Charles-Martel, qui commet une série d'attentats entre 1973 et 1983.

En 2002, l'affiche de campagne de Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle affirme : « Martel 732, Le Pen 2002 », et dix ans plus tard, le groupuscule Génération identitaire occupe le chantier de la mosquée de Poitiers, un samedi d'octobre, et mobilise également la symbolique de Charles Martel. Cette situation fait ainsi dire aux historiens Françoise Micheau et Philippe Sénac dans leur article « La bataille de Poitiers, de la réalité au mythe » [3] : « Bien des voix se sont élevées pour tenter de ramener la bataille à sa juste place. En vain, car, érigé en symbole, l'événement est passé à la postérité et avec lui son héros Charles Martel. Il appartient à ce fonds idéologique commun qui fonde la nation française, la civilisation chrétienne, l'identité européenne sur la mise en scène du choc des civilisations et l'exclusion de l'Autre. »



Roland n'a pas été tué par les Sarrasins

La *Chanson de Roland* fournit une version épique de ce qui est arrivé au neveu de Charlemagne au pied des Pyrénées. Pour résumer, Charlemagne a reçu en visite l'ambassadeur du gouverneur de Barcelone, Suleiman ben Yaqzan ibn al-Arabi, qui lui demande de l'aide pour repousser les assauts contre Saragosse de l'émir de Cordoue, Abd al-Rahman Ier, qui entend le mater.



L'empereur Charlemagne y voit son intérêt : s'il se fait un allié de Suleiman, il aura ainsi un territoire qui fera tampon entre lui et la présence maure en Espagne, lui permettant ainsi de se débarrasser d'une menace qui pèse en permanence sur le sud de son empire gigantesque – il n'est ainsi pas rare que cette région soit victime de razzias menées par les forces sarrasines pour emporter d'énormes butins sans risquer de rétorsions, trop lentes à s'organiser.

Il hésite malgré tout : les Francs ont déjà subi des déconvenues en voulant s'allier aux gouverneurs de Saragosse, du fait de leur attitude ambiguë, leur préférence allant aux chrétiens ou aux Maures selon que les uns ou les autres leur soient utiles pour assurer leur survie – cette petite puissance étant coincée entre deux forces bien plus importantes.

Cette hésitation est malheureusement à l'origine des déboires futurs de l'empereur pendant sa campagne en Espagne : le temps qu'il arrive, les rapports de force ont changé dans la région et Suleiman n'est plus en mesure de faire ouvrir à l'empereur les portes de Saragosse.

Dans la chanson, le seigneur maure qui tient ainsi ses portes fermées s'appelle Marsile, et souhaite épargner sa ville face à l'avancée victorieuse de Charlemagne au-delà des Pyrénées. Il demande à Charlemagne de lui envoyer un émissaire pour négocier un traité de paix. Celui-ci, peu désireux de risquer la vie de ses chevaliers, envoie Ganelon, qui ne fait pas partie de ses favoris. Mais ce dernier a accumulé beaucoup de haine envers l'empereur et plus encore envers Roland, son neveu bien-aimé. Une fois dans Saragosse, il trahit les siens et propose une alliance à Marsile.

La paix sera apparemment conclue mais quand l'armée de Charlemagne se retirera en repassant les Pyrénées vers le nord, Marsile attaquera avec ses troupes sarrasines l'arrière-garde franque, justement menée par Roland. Tout se passe comme prévu, et Ganelon, qui chevauche auprès de l'empereur, savoure à l'avance son succès.

L'arrière-garde est attaquée par une troupe vingt fois supérieure en nombre, et est exterminée. Alors qu'il ne lui reste plus qu'une poignée d'hommes, Roland accepte d'appeler à l'aide, chose qu'il se refusait à faire jusque-là. Il sonne de son olifant (son cor) à s'en faire « exploser » les veines

mais Charlemagne, que ce son interpelle, se laisse convaincre par Ganelon, que cette alarme sonnée n'a rien d'un appel à l'aide. Charlemagne nourrit cependant des soupçons et finit par faire le chemin inverse.

Il trouve l'armée de Roland décimée, l'épée légendaire de son neveu, Durandal, plantée dans un roc dans lequel elle a pratiqué une formidable brèche, près du corps sans vie de celui-ci. En face de lui, les forces sarrasines de toute l'Espagne réunies face à sa propre armée.

Après un combat titanesque, il finit par vaincre ses ennemis et retourne à Aix-la-Chapelle, siège de son gouvernement. Il annonce alors à Aude, la fiancée de Roland, la fin héroïque de celui-ci, et celle-ci s'effondre à cette annonce, morte sur le coup. Ganelon est jugé et finit écartelé.



Ainsi se déroule la *Chanson de Roland*, qui a laissé germer dans l'imaginaire collectif l'idée que Roland avait été tué par les Sarrasins. Les analyses modernes ont montré qu'il n'en était rien. Il faut dire que la *Chanson de Roland* est écrite largement après ces batailles en Espagne, près de trois siècles plus tard.

Difficile à cette époque, en raison du manque de sources et de la difficile circulation de l'information, de faire un compte rendu exact des événements. Selon toute vraisemblance, les tergiversations de Charlemagne avant d'arriver au sud des Pyrénées ont bien causé un changement total de circonstances sur place. Quand l'empereur arrive sur place avec son armée, les portes de Saragosse lui restent fermées.

Voilà pour les détails réalistes de la chanson. Charlemagne est fou de rage : il n'a pas amené d'armes de siège et doit faire demi-tour. En remontant vers la France, il souhaite repasser par Pampelune, qui lui a été ouverte à l'aller par Loup II, seigneur d'Aquitaine. Celui-ci voit en Charlemagne un ennemi plutôt qu'un allié, mais craint la puissance de son armée. Loup II est à la tête des Vascons – les ancêtres des Basques d'aujourd'hui.

Craignant les agissements d'une armée franque frustrée de combats et de butins, et désireux d'affaiblir l'empereur pour négocier avec lui en position de force, Loup II fait fermer par son vassal gouvernant Pampelune les portes de la ville. Charlemagne, poussé par la frustration comme par le désir de démontrer sa puissance à son rival, décide de passer outre : il pille la ville et rase ses fortifications.

Sûr de sa puissance, il ne craint pas les représailles éventuelles que Loup II pourrait lui faire subir. Mais il a oublié un point dans son calcul. Les Vascons sont soumis depuis longtemps à la pression des Sarrasins au sud et ont dû s'organiser pour pouvoir se défendre contre leurs assauts. S'ils n'ont pas d'armée propre, ils peuvent néanmoins lever des milices en un temps record pour assurer leur

protection. Face aux dégâts causés à Pampelune, les Vascons s'organisent et partent à la chasse des troupes de Charlemagne.

S'ils ne peuvent s'opposer au gros du corps d'armée, dont le volume est trop important pour eux, ils sont en nombre suffisant pour s'en prendre à l'arrière-garde de l'empereur, effectivement menée par Roland. La configuration de l'espace à Roncevaux a été expressément choisie par les Vascons pour l'avantage qu'elle leur donne : plus légers parce que sans armures, les Vascons n'auraient pas une chance en terrain plat et découvert.

Mais à flanc de montagne, avec des ravins escarpés sur un côté, ils sont nettement avantagés. Le combat est très inégal et les soldats de Charlemagne tombent à un rythme élevé.

L'empereur ne pense pas une seconde à porter secours à Roland mais bien plutôt à sauver sa peau en franchissant les Pyrénées aussi vite que possible pour ne pas servir de cible à son tour à la fureur vascone.

Charlemagne est ensuite obligé de retraverser l'Aquitaine de Loup II, prenant là un gros risque, mais ce dernier ne peut profiter de la situation : au nord, les armées de réserve de Charlemagne ont été averties du danger couru par leur chef, et ce qui reste de l'armée franque est suffisant pour tenir en respect un adversaire qui n'a pas levé de troupes pour lancer une campagne.



Loup II est finalement arrêté et pendu, en tant que responsable du massacre qui a coûté la vie à Roland, le neveu de l'empereur.

Les libertés prises par la légende avec la réalité ne s'expliquent pas seulement par un souci de souffle épique, donnant le beau rôle à des figures majeures de l'histoire de France. Dès après cette bataille, la propagande impériale est mise en place pour minimiser la portée de cette défaite majeure, la première du règne de Charlemagne, qui a été très coûteuse en hommes tout en ne rapportant aucun butin – la fuite éperdue à travers les Pyrénées a obligé les troupes à tout abandonner derrière elles.

Il faut aussi, concernant la *Chanson de Roland*, prendre en compte la période à laquelle elle a été écrite. Au début du XII^e siècle, l'heure est à la reconquête de Jérusalem, et tous les moyens sont bons pour présenter les Sarrasins sous un visage diabolique, pour gonfler un passif qui galvanise les esprits afin de lancer le plus grand nombre dans un périple certainement sans retour : les croisades. Et d'un épisode honteux du royaume de France, faire une action d'éclat, digne de tous les codes de chevalerie.

Charlemagne n'a pas eu cette idée folle d'inventer l'école

« Qui a eu cette idée folle, un jour d'inventer l'école ? », demande France Gall, en 1964, dans sa célèbre chanson *Sacré Charlemagne*. Tous les élèves français, qui ont fréquenté les bancs de l'école républicaine, donneront en réponse, par réflexe, le nom de l'empereur médiéval, mais pourtant, tout ceci est faux.

En effet, les écoles existaient déjà bien avant 789, année où Charlemagne fait rédiger un capitulaire, intitulé *Admonitio generalis* (« exhortation générale ») dans lequel il demande aux évêques d'organiser des écoles dans les monastères et les églises cathédrales qui pourront accueillir les garçons de tous les ordres, afin de leur apprendre à lire, compter et chanter.



Mais si l'Histoire garde en mémoire cette date comme année fondatrice de l'école, Charlemagne ne fait en réalité que renforcer et élargir un système éducatif qui s'est développé dès l'Antiquité romaine et qui a ensuite été poursuivi, après la chute de l'Empire romain, par les écoles chrétiennes du haut Moyen Âge.

Alors, d'où vient cette idée folle de faire de Charlemagne l'inventeur de l'école ? C'est avant tout lors de la construction de l'école publique, au début de la Troisième République, que se répand l'image d'un souverain soucieux de l'éducation des enfants de son empire, construite dans le but de montrer aux enfants du nouveau régime républicain le lien très ancien qui unit l'institution scolaire au pouvoir. L'idée est également de développer l'esprit méritocratique, où les hommes sont promus en fonction de leurs résultats, et non en raison de leurs origines sociales.



Et quelle histoire peut-elle mieux illustrer ce point de vue que l'anecdote, très souvent citée dans les manuels d'histoire, d'un empereur inspectant le travail des élèves de maître Clément dans l'école de son palais d'Aix-la-Chapelle ? Cet épisode est raconté par le moine Notker le Bègue, dans ses *Gesta Karola Magni*, soixante-dix ans après la mort de l'empereur en 814 : « Et quand le très victorieux Charles revint en Gaule après une longue absence, il ordonna aux jeunes gens qu'il avait confiés à Clément de paraître devant lui, et de lui présenter leurs textes et leurs chants. Or les textes des garçons d'origine pauvre ou modeste étaient relevés des douceurs de la sagesse, au-delà de toute attente ; tandis que ceux des plus nobles ne révélaient que de banales sottises. Alors le très sage Charles, imitant le verdict du Juge éternel, réunit les plus travailleurs à sa droite et leur tint ce discours : “Soyez félicités, mes enfants, car vous vous êtes efforcés de suivre au mieux mes prescriptions et votre intérêt. Travaillez donc désormais pour atteindre la perfection, et je vous donnerai des évêchés et de magnifiques monastères, et vous serez toujours honorables à mes yeux.” Puis il se tourna vers ceux de gauche avec un air de réprimande et, ébranlant leurs consciences de son regard enflammé, leur lança ces terribles sarcasmes, tempêtant plutôt que parlant : “Vous, nobles, vous, fils de l'élite, vous, délicats et beaux, vous vous reposez sur votre naissance et vos biens, sacrifiant à mes ordres et à votre propre gloire, négligeant l'étude des lettres, cédant à l'attrait du luxe et de l'oisiveté ou aux occupations frivoles.” Et il les foudroya encore, levant au ciel son auguste tête et sa dextre invincible comme pour prêter serment : “Par le Seigneur des cieux ! Je n'ai que faire de votre naissance et de votre beauté, d'autres que moi peuvent vous admirer ; et tenez pour sûr qu'à moins que vous ne rattrapiez votre négligence au plus vite par une étude attentive, vous ne gagnerez jamais rien d'agréable auprès de Charles.” »

Ce sermon royal aurait de quoi impressionner n'importe quel écolier, mais l'authenticité de cette anecdote est remise en cause par de très nombreux historiens.

En effet, il est très peu probable que l'empereur en personne inspecte les travaux des élèves de la *schola* du Palais, qui est alors plus un regroupement de moines copistes plus ou moins expérimentés qu'une école telle nous la concevons de nos jours.

Écrite bien longtemps après la mort de l'empereur et extraite d'un ouvrage hagiographique commandé par Charles III le Gros, arrière-petit-fils de Charlemagne, elle est très certainement fictive, et tend, pour les contemporains, à faire un parallèle entre la parole de Charlemagne et le récit des Évangiles. Elle traverse néanmoins les siècles, diffusant sous diverses illustrations l'image d'un pouvoir souverain contrôlant la bonne formation des esprits.

Mais si Charlemagne n'a pas « inventé » l'école et n'a certainement pas joué en personne le rôle d'inspecteur de l'Éducation nationale, son influence dans le renouveau du développement de l'enseignement public, mis à mal par des siècles d'invasions barbares, est indéniable.

Sous l'impulsion de l'empereur, qui s'entoure d'esprits brillants tels que Théodulf, Paul Diacre, Pierre de Pise et Alcuin, une grande série de réformes voit le jour, posant les bases de ce qu'on appellera par la suite la renaissance carolingienne.

La création d'écoles paroissiales n'est qu'une partie de ce vaste programme concernant l'éducation, puisqu'il s'intéresse également aux disciplines étudiées, préconisant d'enseigner « les Psaumes, les notes, le chant, le comput, la grammaire », et de s'intéresser à la fois aux livres religieux et aux textes antiques. Les efforts concernent également l'écriture, avec une purification du latin et un développement des écrits en langue vernaculaire, accompagné de la diffusion d'une nouvelle calligraphie, avec l'apparition de la minuscule caroline, plus lisible et plus simple à écrire.



Mais tous les efforts de Charlemagne, considéré depuis le ^{xv}^e siècle comme le saint patron de l'enseignement (dont la fête, le 28 janvier, donnait lieu jusqu'à la fin du siècle dernier à une cérémonie de récompenses dans les lycées) ne concerneront qu'une toute petite partie de son royaume, comme l'affirme Jacques Le Goff dans un article intitulé « Y a-t-il eu une renaissance carolingienne ? » : « Renaissance pour une élite close – numériquement très faible – destinée à donner à la monarchie cléricale carolingienne une petite pépinière d'administrateurs et de politiques. Les manuels d'histoire républicains français se sont bien trompés en popularisant un Charlemagne, illettré d'ailleurs, protecteur de la jeunesse des écoles, et précurseur de Jules Ferry. »



La papesse Jeanne a-t-elle réellement existé ?

L'histoire de la papesse Jeanne représente l'exemple parfait d'une invention grossière dont la transmission systématique au fil des siècles a fait une légende tenace, au point qu'elle en vienne à participer aux grands troubles qui vont toucher l'Église aux ^{xiv}e et ^{xv}e siècles, ouvrant la voie à la Réforme qui va suivre.

Jeanne – dont le prénom varie beaucoup en fonction des sources – viendrait de Mayence en Allemagne, mais posséderait des origines anglaises. C'est pourquoi elle part en Angleterre puis en Grèce étudier la science et les textes sacrés – afin d'accéder à ces enseignements, elle se déguise en homme et se fait appeler Johannes Anglicus.

Selon les versions, c'est la soif de connaissance qui l'a poussée à entreprendre ce qui s'avère à l'époque un périple incertain ; pour d'autres, c'est la simple ambition de suivre son amant, qui se destine comme elle à un avenir d'érudit. Mais la mort de cet amour resté secret – pour d'autres, la touche finale apportée à son éducation – amène Jeanne à chercher de nouveaux défis : en l'occurrence, elle se rend à Rome pour étudier les textes saints et s'approcher de ce qui est alors la capitale mondiale de la culture.

Son érudition lui permet rapidement d'atteindre de hautes fonctions dans l'Église, où elle est finalement nommée cardinal. À la mort du pape, elle est élue par acclamation du fait de sa piété sans faille.

C'est alors que la légende prend un tour plus hypothétique : le nouveau pape d'un genre particulier est démasqué par un de ses cardinaux plus clairvoyant que les autres, qui le séduirait, et Jeanne tombe alors enceinte. Mais loin d'essayer de trouver un moyen de dissimuler cette catastrophe ou d'essayer de miser sur une retraite discrète au moment fatidique de l'accouchement, le faux pape Jeanne vit sa grossesse à la vue de tous, la masquant sans doute sous des vêtements amples, jusqu'au jour où sa délivrance a lieu de manière inattendue, en public, devant le peuple de Rome révolté.



Selon les dires, elle est alors lapidée ou simplement déposée, du fait de son incapacité avérée à assumer ses fonctions. La légende va plus loin puisqu'il est dit que depuis cette mésaventure, l'Église ferait procéder à chaque désignation d'un nouveau pape à un « examen » d'un genre particulier, puisqu'il s'agit de charger un ecclésiastique de tâter les testicules du pape au moyen d'une chaise percée, afin de s'assurer que l'heureux élu est bien un homme.

L'homme chargé de cette inspection doit s'exclamer : « *Duos habet et bene pendentes* » (Il en a deux et bien pendantes) si celle-ci s'avère fructueuse, et l'assemblée de répondre, soulagée : « *Deo*

gratias » (Rendons grâce à Dieu). Cette légende, si elle est représentative de quelque chose, traduit le peu de place que l'Église veut laisser à la femme dans l'exercice de ses rites en raison de sa capacité à enfanter, qui est ici présentée symboliquement comme un changement d'état impossible à anticiper ou à contrôler.

Dans les faits, et en dehors de l'invraisemblance manifeste d'un accouchement imprévu survenu devant le peuple romain, les historiens s'accordent à dire qu'il n'existe pas dans la chronologie de l'enchaînement des papes de hiatus suffisamment important pour donner place à l'existence d'une éventuelle Jeanne.

Cela ne l'empêche pas d'avoir une grande popularité dans tout le courant du Moyen Âge, de nombreux érudits consignaient cet épisode par écrit.

Tant et si bien que ce pieux mensonge finit par avoir des conséquences inattendues, dans le contexte de disputes à propos du dogme religieux romain : les réformistes y virent un signe de plus de la corruption de l'Église catholique, et un moyen de contester le pouvoir absolu qu'elle s'arrogeait sur le dogme religieux.

Si cette légende relève intégralement du mensonge pur et simple, elle se fonde certainement sur un ou des personnages historiques ayant réellement existé : ainsi le pape Jean VIII dont la virilité était raillée au IX^e siècle, du fait de son incapacité à réagir face aux exigences de l'Église d'Orient.



L'an mil n'a pas terrifié grand monde

Encore de nos jours, il est courant de lire dans certains livres d'histoire des récits faisant état d'une grande terreur qui se serait abattue sur la population de France et d'Europe à l'approche de l'an mil, du fait d'une crainte partagée de voir survenir la fin du monde et l'arrivée de l'Antéchrist.



Elle serait née d'une lecture au pied de la lettre d'un verset de l'Apocalypse selon Jean, écrit au I^{er} siècle apr. J.-C., et qui dit : « Puis je vis un Ange descendre du ciel ayant en main la clé de l'Abîme ainsi qu'une énorme chaîne. Il maîtrisa le Dragon et l'antique Serpent [Satan] et l'enchaîna pour mille années. Il le jeta dans l'Abîme, tira sur lui les verrous, apposa les scellés afin qu'il cessât de fourvoyer les nations jusqu'à l'achèvement de mille années. Après quoi il doit être relâché pour un peu de temps. »

Pourtant, tous ces récits sont passablement erronés, et ce pour de nombreuses raisons. Déjà au début du ve siècle, saint Augustin propose une interprétation « spirituelle » du millénarisme, déclarant que cette période de mille ans ne doit pas être considérée comme une période précise, mais plutôt comme une longue période, à la durée indéterminable pour le commun des mortels. Et une trentaine d'années plus tard, c'est le concile d'Éphèse qui condamne à son tour la compréhension littérale du millenium évoquée dans l'Apocalypse.

Mais ces précisions du ve siècle sont-elles encore gardées en mémoire cinq siècles plus tard, à l'approche de l'an mil ? Pour cela, il faudrait déjà que les contemporains puissent savoir à quel moment du calendrier ils vivent, ce qui n'est en réalité le cas que d'une infime partie de la population.

En effet, même si le calcul du temps selon l'ère chrétienne, c'est-à-dire depuis la naissance de Jésus-Christ, est avéré depuis le moine Denys le Petit (qui meurt vers 540 et qui est considéré comme le premier lettré à avoir appliqué cette méthode), cette façon de se repérer dans le temps n'est réservée qu'à l'élite ecclésiastique, qui s'en sert notamment pour dater les textes juridiques importants.

Pour le reste de la population, cette idée de siècles et de millénaire ne reste qu'une notion abstraite, et l'évolution du temps est plutôt consignée en fonction des prières quotidiennes, des fêtes liturgiques, du passage des saisons, ou des règnes des rois.

D'ailleurs, comme le rappelle Jacques Berlioz dans son article « Les terreurs de l'an mil ont-elles vraiment existé ? »[4], à cette époque, l'année ne commence pas le même jour en fonction des pays

où l'on réside, débutant à Noël si l'on habite en Angleterre, ou à Pâques si l'on est sur le continent, et l'on imagine ainsi mal nos ancêtres attendant le Jugement dernier derrière leur calendrier.

L'emploi du calendrier basé sur la naissance du Christ ne se généralise d'ailleurs qu'après le passage du nouveau millénaire, dans la deuxième moitié du XI^e siècle, mais là encore principalement dans le milieu ecclésiastique. De plus, pour ceux qui, au X^e siècle, s'interrogent sur l'éventualité de la fin du monde, apparaît une question fondamentale : à quelle date doit correspondre le millénaire ?

À la naissance de Jésus-Christ ou à sa mort ? Aussi, deux dates sont avancées, ce que les historiens appelleront le « millénaire dédoublé » : 1000 pour l'Incarnation du Christ, 1033 pour sa Passion.

Mais rares sont en réalité les traces écrites faisant état d'une terreur face à l'an mil. L'un des textes s'intéressant à la question, *De la venue de l'époque de l'Antéchrist*, rédigé vers 960 par Adson de Montier-en-Der sur demande de Gerberge de Saxe, ne donne d'ailleurs aucune date précise, et affirme que la fin du monde ne surviendrait que lorsque les royaumes du monde se sépareront de l'Empire.

Certains des esprits les plus instruits de l'époque se montrent d'ailleurs sceptiques et critiques face au millénarisme, comme le prouve ce passage du *Plaidoyer aux rois Hugues et Robert*, écrit en 998 par Abbon de Fleury, abbé de Saint-Benoît et ami d'Hugues Capet : « On m'a appris que dans l'année 994, des prêtres dans Paris annonçaient la fin du monde. Ce sont des fous. Il n'y a qu'à ouvrir le texte sacré, la Bible, pour savoir qu'on ne saura ni le jour ni l'heure. »



Ce sont en réalité des textes postérieurs à 1033 qui vont induire les historiens en erreur sur la prétendue peur de la population face à l'an mil.

Dans ses *Histoires*, rédigées à la fin de sa vie vers 1048, le moine et chroniqueur Raoul Glaber donne une dimension eschatologique aux différents phénomènes naturels et événements historiques qui se déroulent avant et après le millénaire, notamment l'éclipse solaire de 1033 : « Les hommes, en se regardant entre eux, se voyaient pâles comme des morts », écrit-il. « Ce spectacle, ils le comprenaient bien, présageait que quelque lamentable plaie allait s'abattre sur le genre humain. »

À la fin du XI^e et au début du XII^e siècle, Sigebert de Gembloux se charge d'énumérer tous les signes annonciateurs de la fin des temps dans un tableau des plus inquiétants : tremblements de terre, comètes, sécheresses, famines, incendies, invasions diverses et même apparitions d'animaux maléfiques dans le ciel.

Ce sont ces chroniques qui seront ensuite reprises plus tard, à partir de la Renaissance, et qui mettront en place ce mythe de la peur de l'an mil.

Le cardinal Baronius écrit en 1602 dans le XI^e tome de ses *Annales ecclésiastiques* : « Le nouveau siècle commence. Débute la première année après le millenium. On devait arriver selon les

affirmations vaines à la fin du monde... Ces affirmations furent professées en Gaule et premièrement prêchées à Paris et de là accréditées par beaucoup ; acceptées par les hommes simples avec peur, par les doctes comme improbables. »

Chez les humanistes, qui veulent présenter le Moyen Âge comme une période d'obscurantisme, et les philosophes des Lumières, qui souhaitent rappeler le ridicule du christianisme, se développe l'idée que le passage à l'an mil aurait dû forcément provoquer des vagues de terreur parmi la population.

Cette théorie de la terreur est ensuite largement diffusée au XIX^e siècle, par les historiens dits romantiques, tels que le célèbre Jules Michelet, qui écrit au début du livre IV de son *Histoire de France* : « Au milieu de tant d'apparitions, de visions, de voix étranges, parmi les miracles de Dieu et les prestiges du démon, qui pouvait dire si la terre n'allait pas un matin se résoudre en fumée, au son de la fatale trompette ? [...] Voyez ces vieilles statues dans les cathédrales du Xe et du XI^e siècle, maigres, muettes et grimaçantes dans leur roideur contractée, l'air souffrant comme la vie et laides comme la mort. »

L'école de la Troisième République continuera de diffuser ce message, qui devient alors un enjeu politique et religieux, utilisé notamment par les anticléricaux pour critiquer l'influence néfaste de l'Église sur une population non instruite, qui aurait alimenté la peur des gens pour en tirer plus de bénéfices financiers.



Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que des historiens comme Edmond Pognon, Ferdinand Lot et Georges Duby s'accordent à qualifier cette peur de « mirage historique », complètement inventée, même si ce dernier médiéviste, accompagné de Jacques Le Goff, préfère ensuite nuancer cette vision, et évoque plutôt une « inquiétude diffuse ».

Ainsi, tout persuadés que nous sommes d'être plus « savants » et moins superstitieux que nos ancêtres, nous avons certainement connu une peur bien plus grande lors du passage à l'an 2000 (accompagné de son célèbre, mais irréel, « bug » informatique mondial), que celle qu'ont pu nourrir nos aïeux un millénaire plus tôt...

Les mensonges des croisades

Les grands mouvements de troupes et de populations qui ont marqué l'histoire des croisades ont certainement été motivés en partie par de véritables actes de foi et une inquiétude sincère de la part d'une bonne partie des croyants face à la perspective de perdre l'accès à Jérusalem comme lieu de pèlerinage.



Les motivations sont d'ailleurs d'autant plus fortes au tournant du I^{er} millénaire que sont nombreuses les prévisions d'apocalypse et les injonctions pour un retour à la vraie foi. Il est certain que les armées de gueux qui se lancent alors sur les routes d'Europe à la suite du premier prêche d'Urbain II en 1095 sont réellement entraînées par des motifs religieux – en ce qui les concerne, on peut cependant affirmer que ce dangereux périple offre la perspective de pouvoir changer de vie et de se libérer d'un destin d'esclave des seigneurs régnants ; promesse leur a été faite que leurs péchés seraient entièrement rachetés et que les serfs seraient libérés de leurs obligations.

Mais le fameux prêche d'Urbain II n'est pas centré, en réalité, sur la libération de la terre sainte de Jérusalem, qui vient d'être conquise par les Turcs. Dernier sujet abordé par le pape parmi d'autres affaires urgentes, il est le signe d'une bataille menée pour défendre la zone d'influence de l'Église catholique.

C'est aussi une manière pour lui d'affirmer son pouvoir sur l'Occident, d'autant que la question se pose, à la suite des différents conflits avec le Saint Empire germanique, de la *nature* du pouvoir du pape : celui-ci est-il simplement spirituel, ou s'exerce-t-il aussi de manière temporelle – c'est-à-dire sur le monde matériel ?

Le pape veut également ramener sous la coupe de l'Église catholique l'Église d'Orient, séparées depuis le schisme de 1054, qui trahit autant des divergences religieuses que des ambitions politiques contradictoires – la mise à sac de Constantinople par les croisés sera l'illustration de ce motif omis par la papauté.

D'autre part, les cités italiennes comme Venise, Florence ou Milan sont déjà en train de développer leur commerce à un rythme effréné et ne veulent pas être gênées en cela par la concurrence des comptoirs orientaux : il s'agit également de régler la question de la suprématie des échanges sur tout le bassin méditerranéen.



L'enthousiasme provoqué par la première croisade lancée par Urbain II est très important. Les promesses papales ont mis sur les routes dès après son discours des milliers de chrétiens pauvres qui partent sans attendre, soulevés par la foi – à la différence des armées levées par les grands seigneurs comme Godefroy de Bouillon, soigneusement organisées et financées.

On a beaucoup dit que la responsabilité des massacres et pogroms qui avaient suivi, émaillant la route des croisés dans toute l'Europe, était à attribuer principalement de cette première vague de « gueux », laissés à eux-mêmes et dénués de vivres, qui se retournent contre les populations des pays traversés, alors même que celles-ci représentent des nations alliées.

Cette affirmation représente un arrangement significatif avec la réalité. Les bandes comme celles de Pierre l'Ermite ou de Gautier Sans Avoir, entièrement de composition populaire, se livrent assez peu à ces sacs ou à ces massacres visant souvent les populations juives locales. Lorsqu'elles reçoivent de quoi continuer leur chemin, elles s'abstiennent de toutes exactions.

Celles-ci sont plutôt le fait des troupes organisées qui vont les suivre et qui poursuivent un but précis en s'y livrant : il s'agit de se livrer au pillage méthodique des avoirs détenus par des Juifs. Une partie de la propagande utilisée pour motiver les seigneurs à la croisade a consisté à insister sur la responsabilité des Juifs dans le conflit en cours avec les Turcs. On va jusqu'à les accuser d'empoisonner les puits sur le passage des troupes.

Des seigneurs comme le comte Emich de Leiningen ou Godefroy de Bouillon entendent ainsi faire d'une pierre deux coups : se « venger » du peuple déicide et financer ces coûteuses expéditions sans puiser inconsidérément sur leurs fonds propres. Les « débordements » qui ont cours alors s'apparentent aussi bien à des crimes intéressés qu'à une haine visant le peuple juif, profondément enracinée jusque dans les plus hautes strates de la société, que l'on a cherché à gommer par la suite.



Abélard, le faux hérétique

Autre mensonge et manipulation de l'Église, qui en fut prolix en son temps, celui qui frappe Abélard, génie du XII^e siècle qui entend mettre son don pour la logique au service de l'Église. Individu brillant, qui reprend la philosophie à son compte pour l'appliquer dans le domaine de la foi, Abélard réforme également l'usage du langage, revient à Aristote et arrive à redonner de la valeur à la dialectique et au concept – il est considéré comme le père de la scolastique.

En raison de cette pratique à risque face à des instances épiscopales peu soucieuses de créer la confusion dans l'esprit des croyants, Abélard navigue toujours à la limite de ce qu'il peut se permettre. Au point parfois de se brûler les ailes : ainsi de sa romance connue avec Héloïse, la nièce de Fulbert, chanoine de Notre-Dame de Paris.

Cette liaison romantique (qui donne lieu à une correspondance amoureuse qui n'a rien perdu de son charme mille ans plus tard) est découverte par Fulbert qui s'arrange alors pour faire émasculer Abélard. Mais ce dernier est puissamment protégé par des seigneurs admiratifs de son œuvre, notamment le comte Thibaud de Champagne. Il sera vengé et ses castrateurs émasculés à leur tour (on leur arrachera même les yeux).



Cet épisode ne nuit cependant pas à la carrière d'Abélard : les liaisons secrètes des ecclésiastiques sont monnaie courante à l'époque, il est même couramment admis qu'ils s'unissent, à condition de rester discrets. De plus, Abélard n'éprouve vraiment de passion que pour le langage, en ce qu'il peut traduire la pensée, et non pour les passions terrestres comme le pouvoir ou les honneurs ; aussi le laisse-t-on tranquille.

Prudent dans son jeune âge, Abélard devient cependant plus polémique en vieillissant. Il affirme que « l'intelligence doit s'imposer pour comprendre et soutenir la foi ».

C'est cette volonté de mettre la foi à nu et de pouvoir l'interroger qui finit par terrifier les autorités de l'Église, prévenues de ses prétentions par des concurrents qu'Abélard a pu par ailleurs humilier, comme Guillaume de Saint-Thierry.

Des sentences issues de son enseignement – qu'il dispense largement notamment aux enfants de la noblesse en raison de sa grande popularité et des ouvrages qu'il a pu écrire pour ouvrir sa pensée au public – sont isolées de leur contexte et de la démarche dialectique qui permet à Abélard de prouver la nécessité de la foi ; « revenir sur le dogme, même dans une bonne intention, est d'entrée de jeu suspect ».

Face à lui, Bernard de Clairvaux, important représentant de l'Église, est un farouche défenseur de

la ligne dure du dogme – il joue d’ailleurs un rôle important dans la lutte contre les cathares.

Il ne peut accepter qu’un homme puisse bafouer le mystère de la foi, en ramenant celle-ci à des concepts philosophiques grecs qui ne font que la rendre banale.

Bernard pense que les chrétiens n’ont pas le discernement nécessaire pour faire bon usage de leur intelligence et faire grandir leur foi – il faut faire respecter celle-ci strictement, sans l’interroger.

Se sentant menacé, Abélard essaye cependant de déplacer la lutte sur son terrain favori : la *disputatio*, la polémique, où les armes de la raison peuvent l’emporter.

Il défie son contradicteur, Guillaume de Saint-Thierry, qui accepte de le rencontrer lors du concile de Sens, le 26 mai 1140.

En privé, Abélard est prêt à reconnaître que son amour de la sagesse le mène loin – « Je ne veux pas être Aristote s’il faut que la porte du Christ me soit fermée » – mais il ne veut pas plier l’échine face à des « pervers qui pervertissent ». Il se rend donc à Sens.



Le combat ne sera évidemment pas égal. Bernard de Clairvaux est passé par là : voulant éviter qu’Abélard puisse s’en sortir grâce à son talent, ou que ses puissants appuis lui viennent en aide, il réunit les évêques conviés au concile la veille au soir, le 25, pour les convaincre à grand renfort d’alcool de voter la condamnation d’Abélard avant que la confrontation n’ait eu lieu.

Il n’a cependant pas grand mal à les convaincre, tant le cénacle rassemblé est composé de prélats hostiles à toute menée hérétique – en ces temps où les menaces de schisme sont une réalité.

La condamnation à l’hérésie représente une vraie menace pour Abélard, au premier titre de laquelle il risque clairement sa vie : les évêques n’auront aucun mal à soulever le petit peuple contre lui en agitant le chiffon rouge de sa déviance supposée.

Abélard s’est donc déplacé avec ses étudiants pour le protéger. Le procès, puisque de procès il s’agit, commence sous des auspices brutaux : Abélard est sommé de se rétracter et n’a pas l’occasion de plaider sa cause. Les ecclésiastiques ont trop peur de ce qu’il pourrait dire – qui sait si son talent ne pourrait retourner l’assemblée ?

Qui sait ce qui se passerait s’il faisait éclater la vérité de leur peur imbécile, de leur volonté de maintenir le peuple sous l’éteignoir d’une foi débarrassée de toute pensée critique – de toute pensée tout court ? D’ailleurs, c’est simple, la plupart des présents dont le légat du pape ne connaît pas ses travaux et n’ont pas lu ses livres. Ce ne seront ni la justice ni la vérité qui triompheront à Sens. Bernard de Clairvaux profite de l’occasion pour organiser le procès public d’Abélard, devant les plus grandes personnalités du royaume qui sont venues assister à cette joute rhétorique qui fait alors l’événement. Il y a là Louis VII, le roi de France, mais aussi Thibaud de Champagne, le protecteur

d'Abélard – qui ne pourra cependant rien faire ici pour le défendre – ou encore le compte Guillaume de Nevers.

Abélard va très rapidement avoir les mains liées par Bernard qui l'attaque de but en blanc : « Nous avons en France un dénommé Pierre Abélard, moine sans règle, prélat sans responsabilité, abbé sans discipline, qui dispute avec les garçons et fraie avec les femmes. »

Le ton est donné. Bernard menace Abélard, insinue qu'il encourage la cause des hérétiques et qu'il pourrait tout aussi bien finir sur le bûcher. Le parti qu'il a pris d'anticiper la rencontre pour retourner tous les évêques présents contre Abélard interdit à celui-ci d'émettre une protestation ou un recours auprès du pape. La condamnation arrive, comme prévu : Abélard sera contraint au silence perpétuel. Plus d'enseignement, plus de prise de parole publique, plus de *disputatio*.

Le philosophe est coupé du langage qui était jusqu'alors sa raison de vivre. S'il échappe à toute sanction physique, il est brisé, démuné de ce qui lui donnait vie.

Cloîtré dans le prieuré de Saint-Marcel, en Bourgogne, sous la protection d'un de ses admirateurs dans l'Église, Pierre le Vénérable, il ne se remettra jamais de cette condamnation et mourra frappé de sénilité un an plus tard. Un homme venait d'être brisé mais le dogme était sauf, au prix d'un renoncement à la soif de lumière et de vérité.



La légende noire des Cathares et l'intérêt de l'Église

Le destin réservé aux hérétiques cathares fournit la démonstration, s'il en était besoin, que les institutions au pouvoir avaient parfaitement compris l'intérêt d'une campagne de propagande menée à grands frais pour impressionner les masses et couper court à tout questionnement légitime concernant leurs propres agissements.



À l'origine du mouvement des cathares, on retrouve un vent de révolte contre les menées des prélats de l'Église au tournant du II^e millénaire : ces derniers sont connus pour s'adonner au vice, accumuler les richesses au moyen de dîmes souvent démesurées s'abattant sur le petit peuple.

La religion qui devrait apporter le réconfort de la foi au plus grand nombre se fait un poids grandissant pour des populations que les croisades vont rendre encore plus exsangues. Les contestations face à cet état de fait viennent tout d'abord d'Orient, des moines du mont Athos, adeptes de Bogomil.

Cette résistance se pérennise, tant et si bien que le mouvement prend de l'ampleur, gagnant l'Occident par Constantinople puis traversant les communautés slaves de Bosnie pour finir par arriver en France au moment de la première croisade.

Les cas isolés de révolte contre la corruption de l'Église reçoivent alors un traitement précurseur de ce que réserve le futur : Leuthard, qui brise la croix et appelle au refus de la dîme « comparaît aussitôt devant l'évêque de Châlons-sur-Marne qui le fait passer pour fou et le traite d'hérétique. »[5]. Mais cela n'empêche pas certaines contestations de prendre de l'ampleur, notamment dans les environs de Toulouse. Ces tenants d'un retour à la vraie foi sont non violents, végétariens, prônent l'égalité entre les sexes et refusent les sacrements délivrés par des hommes d'Église qui vendent leurs « services sacerdotaux contre de l'argent ».

Les croisades offrent alors à l'Église des soupapes bienvenues pour faire baisser la tension qui monte un peu partout en Europe concernant ces pratiques – d'autant qu'elle peut ainsi offrir à ses fidèles la rémission de leurs péchés comme la remise de leurs dettes.

Après un premier mouvement orchestré par le pape Grégoire VII tendant à excuser les revendications populaires et à accepter les critiques dirigées contre l'Église, le pontificat d'Innocent III change radicalement la donne et marque un durcissement qui trahit la terreur qui saisit alors les responsables de l'Église, devant le risque d'une remise en cause drastique de leur pouvoir.

Il s'agit maintenant de lutter en revenant au dogme le plus autoritaire et en punissant les fautifs. Pour cela, il faut mettre en accusation leurs pratiques : ainsi « en repoussant les sacrements de la

religion », ils « ne reconnaissent pas le sacrifice du Christ ».

Hérésie intolérable. Dans le Midi, les cathares commencent à s'organiser en église indépendante tandis que les vaudois se réunissent autour de Pierre Valdès dans le Dauphiné. Les cathares ne cherchent pas le conflit avec l'Église catholique : leur culte s'organise indépendamment et c'est simplement du fait de leur succès que les offices traditionnels sont désertés.



Rome est menacée, d'autant que les régions gagnées à la parole cathare refusent de s'acquitter de l'impôt prélevé par l'Église. La propagande papale se met alors en place : il faut justifier une répression dans le sang d'un élan qui commence à échapper à tout contrôle.



Pour convaincre les autorités, l'argument du dogme est celui de la non-reconnaissance du rituel catholique ; celle-ci renvoie à une non-reconnaissance du Christ, qui lui est associé, et fait des cathares des « démons ».

L'autre argument qui est présenté aux grands seigneurs du Nord, c'est de pouvoir mettre la main sur les riches terres du Sud après la « reconquête chrétienne » ; cette manière de présenter les choses porte ses fruits : la croisade proclamée par le pape en 1208 est suivie par plusieurs grands du royaume et par une armée de marauds avides de butins faciles.

Si le droit canonique est du côté des assaillants, il ne les pousse pas à retenir leurs forces. Les massacres, pillages, incendies et violences vont bon train, au point de dégoûter le duc de Bourgogne ou le comte de Nevers. Mais l'Église trouvera toujours des gens pour accomplir sa basse besogne : le baron Simon de Montfort accepte de mener les troupes pour reprendre des régions qui n'opposent pour la plupart qu'une résistance passive dans un premier temps. Si les seigneurs locaux comme le comte de Foix ou celui de Toulouse finissent par prendre la défense des cathares, c'est devant l'indignation de la population locale face aux massacres – les bûchers de cathares deviennent

collectifs à partir de 1210, menant des centaines de personnes en même temps dans les flammes.

Le problème pour l'Église est que les seigneurs qui prennent la défense des cathares sont eux-mêmes d'ardents croyants de la foi catholique : qu'à cela ne tienne, ils seront excommuniés pour les besoins de la cause, même s'il faut pour cela fouler au pied les restes d'une justification qui n'a toujours valu que par son potentiel de tromperie auprès des masses : les termes d'hérétiques et de démons ont fait leur office, et l'Église peut faire main basse sur le sud de la France avec la complicité passive du roi qui comprend bien son intérêt en la matière, puisqu'il pourra un jour récupérer ces terres.

Après une belle résistance, Toulouse cède et avec elle, une terre d'accueil et de tolérance, face à une institution religieuse uniquement avide de pouvoir.



Templiers : faux trésor et vraies mensonges

Cette affaire est représentative de ce que le mensonge peut représenter comme arme pour un pouvoir cynique, ne se souciant que de se maintenir pour prospérer – et de prospérer pour se maintenir en place. Pour comprendre comment l'ordre de chevalerie le plus puissant du Moyen Âge a pu connaître une disgrâce totale et sans rémission, il est nécessaire de poser le décor des circonstances historiques qui ont mené à son éradication.



Lorsque Philippe IV le Bel arrive au pouvoir, les Capétiens sont installés depuis longtemps à la tête du pays et récoltent les fruits de leur politique expansionniste : la France est le pays le plus peuplé d'Europe, avec treize millions d'habitants, et son rayonnement est à son sommet. Mais Philippe se retrouve face à un obstacle de taille, qui met en jeu directement son autorité : le pape Clément V n'entend pas se contenter d'exercer un pouvoir spirituel sur les nations d'Europe, il veut aussi affirmer son autorité temporelle sur elles, c'est-à-dire affirmer sa préséance sur les souverains nationaux.

La papauté vient de venir à bout du long conflit qui l'a opposée au Saint Empire germanique, et entend veiller à calmer les velléités d'affirmation des puissances que l'espace laissé vacant encourage à se développer. Philippe a d'ailleurs provoqué un conflit frontal avec l'un des prédécesseurs de Clément, Boniface VIII, en 1303. Menacé d'excommunication par ce dernier, le roi de France a lui-même intenté une procédure pour destituer le pape.

Le ton monte entre les deux hommes, au point que Philippe organise un coup de main contre le prélat en investissant sa villa d'été d'Anagni. Le pape est humilié, doit renoncer à excommunier le roi, et meurt un mois après à 68 ans, certainement des suites de cette confrontation houleuse. Motif premier de la dispute entre les deux hommes : leur ambition partagée de s'approprier un impôt collecté sur les Français, duquel tous deux s'estiment les bénéficiaires légitimes.



L'argent est bien le nerf de la guerre, dans cette lutte d'influence pour s'assurer du pouvoir – et

l'argent manque dans les caisses du roi, qui se retrouve exsangue. C'est à lui aussi qu'on doit le déplacement du conflit latent entre les deux puissances dans le cas qui nous occupe, celui des Templiers. Au tournant du xive siècle, les croisades ont déjà été nombreuses vers Jérusalem et l'Orient. Si elles ont connu des succès divers, elles ont été pour certains l'occasion de s'enrichir considérablement.

C'est le cas notamment de l'ordre du Temple, créé en 1129 pour donner un statut à la milice des « Pauvres Chevaliers du Christ et du Temple de Salomon ». Constitué de chevaliers ne disposant en général pas de biens personnels et prêts à prendre tous les risques pour changer le cours de leur destin, il est chargé d'assurer la sécurité des pèlerins voulant se rendre à Jérusalem et participe aux nombreuses batailles qui émaillent le parcours des chrétiens en ces terres lointaines.

Qui dit batailles dit butin, et l'Ordre est réputé avoir accumulé un trésor de guerre inimaginable au cours de ses différentes campagnes. Il a même commencé de fait à jouer le rôle de banque auprès des différents souverains d'Europe. Au point d'attirer les convoitises, notamment de la couronne royale, qui souhaite asseoir son pouvoir et mettre la main sur une fortune qui lui permettrait de se sortir d'une situation assez délicate – les caisses du royaume sont vides, du fait des ambitions démesurées affichées par Philippe le Bel ; le roi voit depuis longtemps l'Ordre d'un mauvais œil du fait de l'indépendance qu'il affiche, et de sa fidélité au pape, son ennemi.



En 1307, au moment où la crise de l'ordre du Temple va éclater, les circonstances prévalant en Europe ont changé brutalement : la crise d'Anagni a eu lieu en 1303, le pape Clément V a été élu en 1305, et surtout les forces chrétiennes ont perdu Jérusalem en 1291, sans espoir de pouvoir la récupérer. L'Ordre se retrouve ainsi dénué de sa mission la plus évidente, et doit justifier de son utilité. Mais il jouit auprès de la population d'une grande popularité, du fait de la nature sacrée de sa mission, et de son caractère pieux.

Pour le détruire, Philippe le Bel va devoir user des grands moyens et construire un mensonge que l'Histoire retiendra comme une ruse politique absolument impitoyable, n'ayant sans doute rien à envier aux manœuvres des hommes d'État contemporains. Pour se défaire de l'Ordre, Philippe le Bel a très vite compris qu'il fallait casser son image auprès du peuple.

Pour ce faire, il a besoin de porter des accusations contre les Templiers de telle nature que ceux-ci ne pourront s'en défendre sans y laisser des plumes. Le roi diligente son conseiller Guillaume de Nogaret pour trouver cet angle d'attaque : celui-ci le déniche en la personne d'Esquieu de Floyran, un ancien templier qui s'est rebellé contre l'Ordre.

Ce dernier garde une rancune tenace contre ses anciens frères de l'Ordre, après avoir fini en prison sans avoir reçu le soutien des siens ; il commence à faire courir des rumeurs sur leur compte. Les

Templiers seraient des hérétiques, appelés à renier le Christ trois fois au moment de leur initiation comme saint Pierre au mont des Oliviers ; ils adoreraient des figures impies, comme cette tête de mort étrange qu'on leur présenterait lors de leurs cérémonies secrètes ; enfin ils seraient encouragés à pratiquer la sodomie s'il leur venait le besoin de céder aux péchés de la chair.

Ces accusations seraient triviales – elles ne reçoivent d'ailleurs aucun écho quand de Floyran commença à les colporter – si elles ne tombaient à point nommé pour le parti royal. Nogaret demande au renégat de les propager auprès du peuple, afin de commencer le travail de sape qui va mener à l'arrestation de tous les membres de l'Ordre.

Nogaret fait également rentrer dans l'Ordre des hommes qui lui sont dévoués, afin de rassembler des preuves contre ses membres ; il recherche d'autres anciens chevaliers, qui ont été exclus de l'Ordre à cause de pratiques considérées comme contraires à l'esprit de l'Ordre.

Beaucoup d'entre eux ne sont que trop heureux de pouvoir régler leurs comptes avec leurs anciens frères, et la liste des accusations se fait de plus en plus volumineuse alors que le temps passe.

Le commandant des Templiers, Jacques de Molay, finit par avoir vent de rumeurs concernant les agissements de la couronne et tente d'anticiper les difficultés à venir en se rendant directement auprès du pape pour demander à celui-ci de faire effectuer sa propre enquête. De cette manière, deux dossiers pourront être constitués et opposés l'un à l'autre. En août 1307, le pape accepte et informe le roi de sa volonté de creuser la question : il cherche à gagner du temps pour suspendre l'action de Philippe le Bel, mais c'est l'inverse qui se produit. Le roi connaît la fragilité de ses accusations et décide de précipiter les choses. Il fait procéder à des arrestations en masse.



Le roi n'hésite pas à jouer la comédie pour accompagner ses mensonges ; il s'exclame qu'une « chose amère, une chose lamentable, une chose assurément horrible à penser, terrible à entendre, un crime détestable, un forfait exécrationnable, un acte abominable, une infamie détestable, une chose tout à fait inhumaine, bien plus, étrangère à toute humanité [...] a retenti à nos oreilles ».

Les membres de l'Ordre adoreraient les idoles, renieraient le Christ, et pratiqueraient la sodomie. L'arrestation est préparée dans le plus grand secret : la veille de sa déchéance, Jacques de Molay assiste encore en compagnie du roi à l'enterrement de sa belle-sœur.

L'arrestation provoque la colère du pape, cependant celui-ci est impuissant à agir. Les méthodes de l'inquisition, employées par le pouvoir royal, feront le reste : la torture a raison de nombre de chevaliers, qui finissent par avouer n'importe quoi pour échapper à un traitement abominable.

On leur promet le pardon divin – et pour certains royal – s'ils reconnaissent tous les crimes qui

leur sont reprochés. Les mensonges bâtis pendant de longs mois pour discréditer l'ordre du Temple prennent un peu plus substance avec chaque aveu arraché.

Les Templiers essayent cependant de minimiser leurs prétendus actes impies : s'ils ont renié le Christ, c'est de bouche, pas de cœur ; s'ils ont pratiqué la sodomie, c'est pour éviter le commerce de prostituées en des terres non chrétiennes.

Seules les similitudes troublantes entre les différents récits permettent d'identifier la manipulation qui a cours alors. Mais le peuple ne s'arrête pas à ce genre de détails, et les Templiers sont bientôt aussi honnis qu'ils ont pu être aimés. Le pape a obtenu de reprendre la main sur la procédure engagée, garantissant ainsi aux Templiers un procès public.

Clément V est alors sur le point de récupérer la main : la procédure publique s'enlise, l'instruction n'est toujours pas terminée en mai 1310, soit deux ans et demi après l'arrestation des Templiers.

Au final, le roi force les choses, infiltrant des hommes qui lui sont favorables dans la commission d'enquête, et hâtant le passage de certains frères sur le bûcher pour éviter que la lumière soit réellement faite sur l'affaire et son traitement. L'Ordre est définitivement brisé, au prix d'une gigantesque supercherie.



Le bal des ardents : un complot contre Charles VI ?

L'Histoire n'aura retenu de cet épisode que les preuves à charge contre le roi Charles VI, monarque instable et déséquilibré, que l'événement dramatique finit de plonger dans la folie.



Le roi n'a-t-il pas organisé un charivari, coutume païenne carnavalesque que l'Église réproouve fortement ? N'a-t-il pas mérité que la colère divine s'abatte sur lui ? Peut-être, mais il est sûr que Charles VI vit entouré d'ennemis attirés par le trône de France et que les circonstances du drame survenu durant ce bal sont pour le moins troublantes.

Charles VI succède à son père en 1380, après que Charles V, sentant sa fin proche du fait de sa santé déclinante, a fixé la majorité des rois de France à 14 ans. Mais Charles VI ne les a pas encore : né en 1368, il a 12 ans quand le trône redevient vaquant. Ce sont donc ses oncles, Jean de Berry et Philippe II de Bourgogne, qui vont assurer la régence en attendant sa majorité.

Ces derniers s'illustrent bientôt par leur propension à vouloir s'enrichir sur le dos du peuple et à se quereller avec les ducs d'Anjou et de Bourbon dans des luttes d'influence intestines.

Des révoltes populaires ont lieu, qui sont impitoyablement matées dans le sang. Le roi Charles VI assiste impuissant à ces manœuvres.

À 17 ans, il est marié à Isabeau de Bavière pour renforcer les alliances du duc de Bourgogne, et peut encore concevoir le sentiment qu'il est l'instrument de ses oncles. C'est d'ailleurs encore le cas trois ans plus tard quand Philippe, dit « le Hardi », le convainc de mener l'assaut contre le duc de Gueldre qui le menace aux frontières de son duché. Cette expédition mal organisée se révèle désastreuse, coûteuse autant en biens qu'en vies humaines. À son retour, Charles profite de l'appui des anciens conseillers de son père et des plus importants prélats de l'Église pour récupérer le pouvoir qui lui revient, alors qu'il est encore à la tête de son armée et que ses oncles ne peuvent rien faire pour l'en empêcher. Ils vont cependant en concevoir un violent ressentiment contre le roi qu'ils vont devoir taire durant les quatre années suivantes, du fait de l'immense popularité du roi, qui leur lie les mains.

Mais leur haine va pouvoir trouver à s'exprimer par la suite du fait d'un épisode malheureux survenant durant une campagne militaire contre le duc de Bretagne, en 1392. En raison sans doute de la chaleur excessive qui règne dans la forêt du Mans que les troupes royales sont en train de traverser, Charles VI est très agité.

D'autant qu'un illuminé lui a lancé en le voyant passer : « Ne chevauche pas plus loin, noble roi, tu es trahi. » Lorsque les troupes marquent une pause quelques kilomètres plus loin, l'inattention d'un page provoque un chambardement qui réveille le roi en sursaut : celui-ci est pris d'un accès de

paranoïa meurtrière durant lequel il tue quatre hommes avant d'être maîtrisé.

Pour le pauvre roi, ce ne sera plus alors qu'alternance de phases lucides et d'accès de démence – que les membres de sa famille vont mettre à profit pour le dessaisir du pouvoir. Pour ses sujets, le roi reste cependant l'objet d'une affection sans faille – preuve en est que de multiples processions sont organisées spontanément pour prier pour sa santé – et ses accès en eux-mêmes ne sont pas une raison suffisante pour l'écarter.

L'épisode du bal des ardents va constituer l'occasion idéale pour faire sombrer Charles VI un peu plus dans ses délires et le détrôner. Tout commence par le mariage – ou plutôt le remariage – d'une des suivantes de la reine Isabeau de Bavière : à cette occasion, il est de coutume d'organiser un charivari.



Ce dernier est une sorte de carnaval en miniature, durant lequel les invités qui y participent peuvent se déguiser et utiliser des ustensiles divers pour provoquer une agitation joyeuse, souvent synonyme de débordements à venir.

Le roi décide de se déguiser en « sauvageon » en compagnie de quatre membres de sa suite : les cinq hommes se recouvrent de poix, qui servira de base collante afin d'y faire tenir plumes et poils de toutes sortes.

La poix n'a qu'un seul inconvénient : elle est extrêmement inflammable. Pour se prémunir de tout incident, le roi a demandé que les torches soient éloignées de l'endroit où se tiendra le gros de l'action.

La compagnie hirsute débarque au milieu de la fête et se livre à des pantomimes qui amusent les convives. Pour renforcer l'effet obtenu, les « sauvageons » sont attachés les uns aux autres par des chaînes.

Entrent alors en scène le duc Louis d'Orléans et le duc de Berry, son oncle, qui s'approchent pour mieux voir, des torches à la main. « L'accident » qui s'ensuit est tout à fait prévisible : les torches enflamment l'un des danseurs, qui communique rapidement le feu à ses camarades.

Le roi ne doit la vie sauve qu'aux réflexes de sa tante Jeanne de Boulogne, duchesse du Berry, qui le couvre avec sa traîne. Si le roi est le seul à survivre des cinq comparses, il est gravement brûlé ; pire encore, son état psychologique se détériore encore, le rendant totalement inapte à gouverner.

Aucun des proches du roi n'est inquiet, mais Louis d'Orléans, qui hérite mécaniquement du trône, devient la bête noire du peuple quand l'information est divulguée que c'est le frère du roi lui-même qui a organisé cette soirée malheureuse.

Louis n'obtient cependant pas directement le pouvoir : trop jeune, il est à son tour mis sous tutelle par ses oncles – de là à penser qu'une alliance s'est mise en place entre grands du royaume pour écarter le roi « fou » qui avait les faveurs du peuple, il n'y a qu'un pas ; l'organisation d'un charivari fortement condamné par l'Église permet de porter l'attention sur les circonstances impies liées à l'incident plutôt que sur sa composante proprement criminelle. Au final, cet épisode ne portera chance à personne.

La vacance du pouvoir et l'impopularité des seigneurs régnants qui ne cessent de se quereller vont mener le pays dans une nouvelle crise qui va relancer la guerre de Cent Ans avec les Anglais. Les ducs se disputant le pouvoir finiront par s'entre-tuer par l'intermédiaire d'assassins qu'ils s'enverront les uns aux autres.



Vérités et mensonges sur Jeanne d'Arc

S'il est un personnage de l'histoire de France au sujet duquel tout et son contraire a été écrit, il s'agit bien de Jeanne d'Arc.

Sa figure et sa mission ont ainsi été instrumentalisées pendant les six siècles qui nous séparent de sa naissance, et il serait bien trop long de donner dans le détail toutes les approximations et les contrevérités diffusées sur « la Pucelle d'Orléans », mais nous pouvons en donner ici les points principaux, résumés dans le très intéressant ouvrage de l'historienne Marie-Véronique Clin, *Jeanne d'Arc, idées reçues*.



L'auteur présente en effet une synthèse précise de ce que l'on sait, ou non, au sujet de Jeanne, et répond à une série d'affirmations qui ont été développées par certains historiens pendant plusieurs siècles. La première de ces affirmations, mensongères, est de dire que Jeanne est un « personnage de légende inventé de toutes pièces », notamment par les tenants de la monarchie sous la Restauration.

Or, comme le rappelle l'historienne, de très nombreux documents d'époque attestent de son existence, notamment les textes des deux procès de Jeanne, celui de sa condamnation, puis celui de sa réhabilitation, dont le dernier recense les témoignages de cent seize personnes l'ayant côtoyée. De nombreuses chroniques officielles du xve siècle retracent également son parcours, tout comme des traités rédigés par ses contemporains, ainsi que des correspondances écrites à son sujet, dont des lettres dictées en personne par Jeanne, ou encore des registres de comptes tenus lors de son emprisonnement. Les documents le prouvent, Jeanne a bel et bien existé.

Autre affirmation erronée : celle qui présente Jeanne comme « une bergère inculte ». Souvent représentée seule dans un champ en train de garder les troupeaux de son père, Jeanne est en réalité élevée comme n'importe quelle autre petite paysanne, réalisant le plus souvent des tâches ménagères, et n'a jamais été « isolée », comme on l'estime la plupart du temps.

Elle réalise tous les travaux réservés aux filles de son temps, et n'est pas cantonnée à la seule tâche pastorale. Quant à son éducation, tout porte à croire que Jeanne ne sait ni lire ni écrire, et qu'elle est simplement capable de signer de son nom. Puis vient la question des voix, entendues par Jeanne, et ainsi de sa santé mentale.

Si celle-ci reste un mystère, la plupart des explications avancées à ce sujet (Jeanne ment, ou a été manipulée par des hommes et des femmes d'Église, comme l'affirment Voltaire et Anatole France) sont fausses.

Jeanne est considérée comme saine d'esprit lors de son procès en condamnation, loin de l'image d'hystérique que certains lui donneront ensuite, et tous les témoignages donnés lors de son procès en réhabilitation décrivent une enfant tout à fait normale, et intégrée à la communauté.

La thèse que Jeanne est en réalité un homme, ou se considère comme tel, a également souvent fait débat. Or Marie-Véronique Clin déconstruit formellement ce mythe, rappelant les deux examens de virginité qu'elle doit passer, la première fois à Poitiers lorsqu'elle rencontre Charles, et la deuxième fois lors de son procès. De plus, des témoignages de ceux qui l'ont côtoyée lors de ses faits d'armes évoquent une « belle jeune fille bien formée », qui avait de « beaux seins ».



L'anecdote du dauphin Charles se cachant derrière ses sujets à l'arrivée de Jeanne à Chinon, qui l'aurait reconnu directement, est également battue en brèche par l'historienne : « Comment croire que le roi puisse se déguiser et mettre un coussin à sa place sur le trône ? Comment croire qu'il puisse se prêter à un tel stratagème ? » demande l'auteur.

Si Jeanne le reconnaît en entrant dans sa chambre, grâce à ses voix comme elle l'affirme, le futur roi n'était certainement pas en train de se cacher. Une autre affirmation erronée est de dire que Jeanne est en réalité une « bâtarde royale », thèse développée à partir du XIX^e siècle, et souvent reprise au XX^e, et qui émet l'idée que Jeanne serait la fille d'Isabeau de Bavière et de Louis d'Orléans, et donc la demi-sœur du dauphin Charles.

Or, la chronologie ne correspond pas (Louis d'Orléans décède bien avant la date supposée de la procréation de Jeanne), la relation entre Isabeau et Louis est difficilement prouvable, et si cette filiation avait été connue des contemporains de Jeanne, il est fort à parier que des textes en auraient fait état. De plus, après la mort de sa fille Jeanne, et de son mari Jacques d'Arc, la ville d'Orléans, en signe de reconnaissance, accueille Isabelle Romée, la véritable mère de Jeanne, et lui confie une pension annuelle, privilège auquel n'aurait pas eu droit une simple « nourrice ».

Une autre idée farfelue est celle qui affirme que Jeanne n'a pas été brûlée, et a donc survécu. Elle aurait été exfiltrée de sa geôle avant son exécution, et remplacée par une autre femme.

Jeanne se serait ensuite mariée à un certain Robert des Armoises, et aurait été vue par certains de ses proches. Or, il s'agit d'une usurpatrice, dénommée Jeanne-Claude, qui se fait passer pour elle et est démasquée en 1440 par l'université de Paris. Les témoins de l'exécution sont formels : Jeanne a bien été brûlée vive à Rouen.

Puis viennent les questions au sujet des capacités militaires de Jeanne. On dit souvent que Jeanne ne sait pas monter à cheval, et qu'elle est donc incapable de mener des charges.

Or, dès sa plus tendre enfance, elle est en contact avec les chevaux de son père, et c'est bien à cheval qu'elle se rend à Chinon. De plus, elle possède, comme les autres capitaines de guerre, une

écurie personnelle, composée de plus d'une dizaine de chevaux. Elle possède également plusieurs armures, ainsi que des épées, un casque, et son célèbre étendard. On la cantonne ainsi souvent à ce simple rôle de porte-étendard, dont la mission est seulement de motiver les troupes.

Or, comme l'affirme l'historienne, Jeanne est bel et bien considérée comme une capitaine de guerre, et elle-même se fait appeler « chef de guerre » dans plusieurs écrits. Elle gagne aussi le respect des autres capitaines, comme Thibaud d'Armagnac, qui écrit à son sujet : « Elle se conduisait comme si elle avait été le capitaine le plus avisé du monde, qui eut été toute sa vie instruit dans la guerre », ou encore Jean d'Alençon, qui déclare : « On l'admirait surtout pour l'emploi de l'artillerie où elle avait une habileté consommée dans cet art. »

À un autre extrême, certains historiens la considèrent comme une « sanguinaire ». Or, les sources ne relatent en rien un tel caractère, bien au contraire : elle se montre prévenante envers ses soldats, et même envers ses ennemis, dont le capitaine anglais Classidas, qui la traite de « putain » mais pour lequel elle verse quelques larmes lorsqu'elle est témoin de sa noyade.

Durant son procès, elle déclare même : « Jamais n'avait vu le sang de Français sans que les cheveux ne se levassent sur la tête », ou encore : « Je n'ai jamais tué personne. »



De plus, elle se montrerait intransigente envers les hommes qui blasphèment en sa présence, comme le dit Jean d'Alençon : « Quand je la voyais, je refrénais mes jurons. »

Mais contrairement aux raccourcis généralement énoncés à son sujet, elle n'a jamais bouté les Anglais hors de France, puisqu'il faudra attendre 1453 pour que les dernières poches de résistance anglaises soient définitivement éradiquées.

Enfin, Marie-Véronique Clin rétablit quelques vérités sur les relations de Jeanne avec l'Église : contrairement à ce qu'on laisse souvent entendre, ce n'est pas l'Église qui l'a jugée, mais « des théologiens et des universitaires dévoués à la cause anglaise ».

De plus, elle a été condamnée pour hérésie, et non pour sorcellerie, même si les Anglais, qui estimaient que seule une sorcière aurait pu leur causer autant de tort, tentèrent d'instruire le procès dans ce sens.

En conclusion, l'historienne revient sur l'évolution de la vision de Jeanne et de son histoire en France, montrant à quel point le récit de sa vie est instrumentalisé à des fins politiques et idéologiques pendant des siècles.

Avec Voltaire, Jeanne est montrée comme une figure ridicule, avant d'être présentée par les romantiques comme une héroïne de guerre. Sous la plume de Charles Péguy, elle incarne une certaine humanité et l'esprit chevaleresque, tandis que Bernard Shaw dresse le portrait d'une sainte qui

s'oppose à l'ordre imposé à la fois par l'État et l'Église. Au xxe siècle, la droite nationaliste la présente d'abord comme celle qui combat « l'ennemi intérieur », avant d'insister plutôt sur son caractère innocent. Pendant la Première Guerre mondiale, elle incarne la lutte contre l'envahisseur, et pendant le conflit suivant, elle est à la fois récupérée par Vichy, qui la montre comme la première à s'être battue contre les Anglais, et par la Résistance, pour qui elle est aussi un modèle à suivre.

De nos jours, la figure de Jeanne est surtout évoquée par le Front national, toujours comme cette même incarnation de la sainte ayant repoussé l'ennemi hors de France...



La légende noire de Louis XI

On a pendant bien longtemps raconté la légende noire de ce roi réputé pour sa fourberie, sa cruauté, sa ruse et son intransigeance, auxquelles il aurait dû la plupart de ses succès. Qui n'a pas entendu parler de ses « fillettes », des cages en fer étroites dans lesquelles il est censé enfermer ses ennemis pour les punir et les rendre fous à cause du manque d'espace ? Qui ne connaît pas ses fameux déguisements, empruntés pour parcourir le royaume afin de découvrir ce que l'on dit de lui – et de châtier ceux qui osent l'accabler – ou bien encore son dévouement borné et sans imagination à Dieu ? Ne l'a-t-on pas appelé pendant des siècles « l'Universelle Araignée » ?



De très nombreux auteurs célèbres ont décrit de leur plume cet horrible personnage, enlaidissant encore son portrait impitoyablement, que ce soit Hugo ou Montesquieu, Montaigne ou Stendhal.



Une large partie de cette légende est cependant due à un personnage de son époque, l'évêque Thomas Basin, qui voit son destin contrarié par le roi, condamné une bonne partie de sa vie à l'exil – mais le monarque a une bonne raison de lui en vouloir : Basin a pris part à la Ligue du Bien public, une coalition menée par le frère du roi, Charles de France, duc de Berry, au début du règne de Louis ; le roi avait également fait l'erreur d'ôter le soin de rédiger sa biographie aux moines de Saint-Denis, historiographes attitrés d'ordinaire, qui lui en tiendront rancune par la suite.

Pendant longtemps, Louis XI est donc considéré comme un personnage abominable, et il faut attendre les travaux de l'historien Paul Murray Kendall, dans la deuxième moitié du xxe siècle, pour rétablir l'image d'un « des fondateurs de l'unité et de l'indépendance du royaume, qui, moyennant un demi-million d'écus et économisant ainsi bien du sang, des guerres et des larmes, mit fin à la guerre

de Cent Ans pour léguer à son fils Charles VIII un pays pacifié, vidé de ses querelles féodales, tenant, en gros, dans nos frontières actuelles ».

Il semble que l'image noire du roi a largement été construite après sa mort. Ainsi, comme le souligne un autre historien important à avoir voulu reprendre son mythe, Jean Favier, le roi ne porte pas de médailles pieuses comme on veut le faire croire ; il semble au contraire avoir un rapport très libre à la religion, et écrit des textes que l'on pourrait qualifier de blasphématoires : ainsi de *Le Mari maquereau de sa femme* ou *Le Cornard débonnaire*, fables libertines. Les « fillettes » qu'on lui a tant reprochées ne semblent avoir concerné que trois personnes en tout et pour tout pendant tout son règne. Louis XI a bien œuvré sans pitié pour unir la nation à tout prix, mais c'est après avoir hérité d'un royaume complètement morcelé à la mort de son père Charles VII, en proie aux luttes d'influence entre le roi et les grands seigneurs qui lui contestent son autorité.

C'est guidé par cette mission qu'il n'hésite pas à ourdir des plans brillant par leur ruse. Il dépossède ainsi son oncle René d'Anjou pour annexer cette région sans combat, en mimant une visite de courtoisie.

Il n'hésite pas à défendre les paysans en révolte contre leurs seigneurs, à encourager les soulèvements dans les villes tenues par ses rivaux. Il se dédit du traité de Péronne, qui devait le voir rendre à Charles le Téméraire, son ennemi de toujours, des terres qu'il lui a promises.

Mais cette promesse avait été effectuée sous la contrainte, alors que le roi était prisonnier dans le château de son ennemi ; et pour se dégager de sa parole, Louis XI fait réunir une assemblée de princes et de juristes qui lui donne raison en vertu de cet argument.

Mais on ne doit pas oublier l'importance de la mission d'unification et de modernisation du royaume menée par Louis XI. C'est ainsi lui qui parvient à mettre un terme à la présence anglaise sur le territoire français sans combattre : se contentant de couper le ravitaillement par voie de terre des troupes anglaises, il mène une tactique d'usure qui finit par porter ses fruits.



Les représentants ennemis acceptent de rembarquer leur armée à condition que leur soient versés 75 000 écus d'or, plus une pension annuelle de 50 000 écus à verser sur sept ans. Comme le souligne Jean Favier : « On n'a pas fait assez attention au calcul : pour lourde qu'elle soit, l'indemnité ainsi versée au Trésor anglais est à peu près ce que coûterait une année de guerre si la guerre de Cent Ans reprenait pour cent ans. »

C'est également lui qui crée le premier relais de poste du royaume, afin d'améliorer les communications et la circulation des informations entre ses différentes régions ; si cette amélioration a avant tout pour lui des visées tactiques, elle permettra de largement faciliter les échanges économiques et administratifs dans le pays.

Il modernise également l'armée en mettant en place une infanterie permanente permettant d'assurer l'ordre et la sécurité du royaume en tout temps. Enfin c'est lui qui encourage le développement de l'imprimerie sur le sol français, en protégeant notamment ceux qui désirent s'installer en tant qu'imprimeurs d'abord à Paris puis à Lyon et Albi.

Au final, Louis XI a certainement été un fin tacticien, se révélant surprenant pour ses puissants ennemis, refusant souvent le combat frontal et son panache supposé – mais économisant ainsi de nombreuses vies humaines, notamment parmi les pauvres et les petites gens, premiers concernés par ces combats ; ceux-ci lui en savent d'ailleurs gré puisque le roi est aimé du peuple.

Pour le reste, si on le débarrasse de ce voile de légende qui a obscurci ses traits jusqu'à maintenant, Louis XI n'a été ni plus ni moins cruel que la plupart des souverains de France qui l'ont précédé ou suivi : il a dû composer avec des ennemis étrangers comme parmi ses vassaux, et résister aux nombreuses intrigues de Cour qui ont cherché à le mettre à bas. Comme le souligne Favier : « Son principal défaut aura été de ne pas savoir se faire aimer, mais était-ce bien nécessaire ? »



1515 et les mensonges de Marignan

Épisode incontournable de l'histoire de France, dont la date de 1515 a été chérie par des générations d'écoliers pour la facilité avec laquelle on peut la retenir, la bataille de Marignan est restée dans les mémoires comme le premier fait d'armes du jeune roi François Ier, un progrès indéniable dans les guerres d'Italie, et le moment de son adoubement comme chevalier par le célèbre Pierre Terrail de Bayard.

Pourtant, contrairement à ce que narre la légende construite dès après la victoire, le poids de cette bataille se doit d'être relativisé, et son récit, ancré pendant des siècles dans l'histoire nationale, se doit d'être lu en regard du terrible désastre de Pavie, en 1525, qui voit François fait prisonnier pendant presque une année.



Quand il est sacré roi le 25 janvier 1515 dans la cathédrale de Reims, le jeune François Ier, tout juste âgé de 19 ans, hérite d'une lourde mission : faire valoir les droits de la couronne de France sur le duché de Milan.

Ses prédécesseurs, Charles VIII et Louis XII, attirés par la Renaissance des arts et des idées qui fleurit dans toutes les cités de la péninsule italienne et conscients de la faiblesse politique de ces micro-États ouverts aux influences étrangères, s'étaient déjà aventurés au-delà des Alpes, menant pendant près de vingt ans une série de guerres, notamment en Italie du Nord contre Lodovico Sforza, dit Ludovic le More, maître du duché de Milan.

Une première alliance de dix ans avec les mercenaires suisses permet aux rois français de remporter des premières batailles : en 1495, Charles VIII prend Naples, et en 1499, Louis XII conquiert Milan et capture son ennemi Ludovic, qui meurt en France en 1508. Mais à la fin de leur alliance décennale avec la couronne, les soldats suisses décident de s'associer au pape Jules II, fervent opposant à la présence française en Italie.

Il est vrai que les soldats français pillent allègrement les richesses du pays, et que les Italiens, qui les considéraient au départ comme des libérateurs, ne les voient plus que comme « un incendie et une peste ».

Aussi, les Suisses reprennent l'Italie ville après ville avec une grande facilité, sans véritable résistance des troupes royales. En 1513, Louis XII perd l'Italie, et il meurt le 1er janvier 1515 alors qu'il prépare sa reconquête.

Il faut environ huit mois de plus à François Ier pour préparer le combat. Le jeune roi entame d'abord des négociations avec les autres grands souverains européens de son temps, le roi

d'Angleterre Henri VIII et le prince des Pays-Bas bourguignons Charles, le futur empereur Charles Quint, ainsi qu'avec la République de Venise, l'une des plus puissantes cités italiennes, et il s'assure de leur neutralité dans la campagne qui se prépare contre de fortes sommes d'argent.

Il rassemble également une importante armée de 50 000 hommes, qui coûte extrêmement cher : pour la payer, le roi est même obligé de faire fondre la vaisselle en or de son prédécesseur.

Parmi ces dizaines de milliers d'hommes, les lansquenets allemands forment le gros des troupes, aux côtés des nobles français, navarrais, basques et gascons, et de mercenaires venus des Pays-Bas, et toutes ces troupes se retrouvent rassemblées à Grenoble au printemps, placée sous le contrôle de lieutenant général du Dauphiné, le très respecté chevalier Bayard, « sans peur et sans reproche », qui mène les guerres en Italie depuis leur début, s'illustrant à chaque bataille par sa bravoure dans le combat.

Les Suisses placent plus de 32 000 hommes dans les Alpes pour bloquer la progression des soldats du roi, mais en mai les troupes de François Ier prennent Gênes, avant de réussir à contourner les barrages suisses en franchissant le sinueux col de l'Argentière en août, au terme de cinq jours de marche à plus de deux mille mètres d'altitude, poussant les Suisses à se replier autour de Milan. En septembre, François Ier s'établit près de Marignan, au sud-est de Milan, prêt à déclencher l'une des plus célèbres batailles de l'histoire militaire française.



Une vaste plaine marécageuse sert de champ de bataille. Là, François Ier dispose ses 10 000 soldats français, ses 20 000 mercenaires allemands et ses 3 000 cavaliers, ainsi qu'une lourde artillerie. Face à lui, 45 000 cavaliers italiens et 20 000 soldats suisses, armés de leurs longues piques permettant de désagréger les charges de cavalerie, sont réunis par la coalition du pape et du duc de Milan.

Le combat s'engage le 13 septembre. L'artillerie française fait feu sur les troupes des Suisses confédérés, mais le premier choc de cavalerie tourne à l'avantage des Italiens, jusqu'à ce que le roi ordonne la charge générale, qui dure pendant près de six heures.

Bayard, harcelé par les piques suisses, combat avec une témérité inouïe, perdant par deux fois sa monture mais retournant à chaque fois à la lutte, jusqu'à être obligé de ramper à travers les combattants ennemis pour rejoindre son camp. Le corps à corps dure jusqu'à la tombée de la nuit. Les forces en présence campent sur leurs positions, et le roi, déterminé à reprendre la guerre au jour levé, passe toute la nuit appuyé contre une pièce de canon, à quelques dizaines de mètres d'un bataillon suisse.

Le 14 au petit matin, « le cul sur la selle, la lance au poing », François Ier relance l'assaut, tentant de ralentir la progression suisse avec des tirs d'artillerie, alors que l'aile gauche française est attaquée, et que les mercenaires allemands sont en difficulté. La victoire semble à portée de main

pour les Suisses, jusqu'à ce que n'arrivent les 3 000 cavaliers menés par le Vénitien Bartolomeo d'Alviano, allié de François Ier, qui donnent un élan salvateur aux soldats du roi. Les Suisses sont écrasés et, au soir de cette deuxième journée de bataille, 14 000 soldats suisses gisent sur la plaine de Marignan. Victorieux, François Ier est fait chevalier le lendemain par Bayard, et entame son règne de la plus belle des façons en prenant le Milanais, puis la Lombardie, et en signant la paix perpétuelle avec les Suisses (qui resteront au service des rois de France jusqu'à la Révolution française) et le concordat de Bologne avec le pape Léon X.

Voilà comment la bataille de Marignan est généralement racontée, pourtant, plusieurs points de cette histoire font partie de la propagande royale, qui se met en place dès après la victoire, notamment dans la chanson de Clément Janequin, *La Bataille des Géants*.

Ainsi, le jeune François est présenté comme un chef de guerre digne d'Hannibal et de César, pour avoir traversé les Alpes et vaincu les Helvètes, mais les conséquences de cette victoire sont en réalité très rapidement contrecarrées par les ambitions de Charles Quint, qui défait les armées de François Ier en 1522 lors de la bataille de la Bicoque, non loin de Milan. Pire, trois ans plus tard, le roi est humilié à Pavie, et est fait prisonnier. C'est alors à ce moment-là que le mensonge sur l'adoubement du roi par le chevalier Bayard (mort un an plus tôt) fait son apparition, sous la plume de Symphorien Champier, dans son livre *La Vie du preux chevalier Bayard*.

Cette scène est en réalité inventée pour rallier la noblesse chevaleresque à la monarchie, alors mise en difficulté après l'arrestation du roi, et ses conséquences désastreuses (perte de la Bourgogne et du Charolais), et ainsi effacer des mémoires la défaite de 1525.

Cette image sera ainsi reprise pendant de nombreux siècles, notamment par les historiens et les artistes du XIX^e siècle, qui présentent le Roi-Chevalier comme le souverain qui a fait sortir la France du Moyen Âge, et la bataille de Marignan comme une étape importante de la construction de la nation française.



François Ier, « roi des chimères »

En plus de l'acte fondateur de son règne, la célèbre bataille de Marignan, au cours de laquelle le jeune François Ier aurait été fait chevalier par Bayard, la vie de François Ier, telle qu'elle est généralement racontée, est parsemée de légendes et d'approximations, dont la découverte tend à écorner quelque peu le portrait idéalisé transmis depuis maintenant cinq siècles au sujet du prince de la Renaissance.

Justement, la première de ces idées est celle qui fait de François Ier l'importateur de l'humanisme et de la Renaissance en France, après sa première campagne en Italie, le berceau de ces mouvements. Or, on sait que l'influence de la Renaissance se fait sentir en France bien avant le début de son règne, et que les échanges entre les savants et humanistes français et leurs homologues italiens sont avérés dès la première moitié du xve siècle.



La Sorbonne profite de l'introduction de l'imprimerie grâce à Guillaume Fichet et Johan Heynlein dès 1469 (avec l'autorisation de Louis XI), et dès la fin du xve siècle, les débats entre les humanistes et les représentants de l'Université y sont très vifs.

Par exemple, comme le souligne Laurent Vissière dans *150 idées reçues sur l'Histoire*, le néo-platonisme du Florentin Marsile Ficin, considéré comme l'un des plus grands humanistes de son époque, est introduit dès 1496 par une correspondance avec Robert Gaguin, puis diffusé au début du siècle suivant par Symphorien Champier (le même qui inscrira dans l'Histoire la légende du chevalier Bayard à Marignan).

De plus, les rois de France se font déjà protecteurs et mécènes d'artistes et d'érudits italiens, comme Paul Émile ou Jean Lascaris, et commandent également aux architectes de la péninsule les premiers châteaux de la Loire. Ainsi, si les guerres d'Italie, dont celles menées par François Ier, participent évidemment de la diffusion de la Renaissance en France, François n'est pas le premier instigateur de ce mouvement. Il en est plutôt l'héritier, lui qui est d'ailleurs prénommé François en hommage à l'ermite italien François de Paul, arrivé en France douze ans avant la naissance du roi, et qui est formé aux arts humanistes par François Desmoulins et Christophe de Longueil.

Devenu roi, François ne fait que poursuivre un processus enclenché bien avant lui, bien aidé en cela par sa mère, Louise de Savoie, dont le rôle dans les quinze premières années du règne de son fils est souvent minimisé.



Pourtant, selon le journaliste et historien Franck Ferrand, qui consacre un livre aux mythes entourant le souverain (*François Ier, roi des chimères*), c'est elle qui fait venir à la Cour française les plus grands artistes italiens, tels que Benvenuto Cellini, Rosso Fiorentino, Andrea del Sarto, et Léonard de Vinci.

À ce sujet, l'un des plus gros mensonges concernant la relation amicale entre François et le génie italien, que le roi appellerait « mon père », est celui qui affirme que Léonard serait mort, le 2 mai 1519, dans les bras du roi au château de Cloux, à Amboise. Cette légende, née dans les écrits de Giorgio Vasari, le premier biographe de l'artiste, vient d'une prétendue épitaphe latine (qui ne sera retrouvée sur aucun monument), qui contiendrait les mots « *Sinu Regio* », et dont la traduction peut prêter à confusion, pouvant signifier à la fois « la poitrine du roi », « l'affection du roi », ou « sous la protection royale ».

Elle sera reprise plus tard dans son sens propre, notamment par Jean-François Gigoux et François-Guillaume Ménageot, des peintres de la fin du ^{xvii}e siècle et du début du ^{xviii}e siècle qui présenteront le vieux Léonard rendant son dernier souffle sous le regard de François Ier.

Pourtant, des textes officiels démontrent que François n'a pas pu être témoin de l'agonie de Léonard : en effet, Léonard passe les derniers jours de sa vie à Amboise, alors que François Ier est à Saint-Germain-en-Laye, où la reine Claude accouche d'Henri II le 31 mars.

Les ordonnances royales datant du 1er mai, soit la veille de la mort de Léonard, indiquent avoir été signées à Saint-Germain, et le journal du roi ne fait état d'aucun voyage pendant toute cette période. De plus, dans la lettre qu'il écrit au frère de Léonard pour lui raconter le moment de sa mort, Francesco Melzi, élève du maître devenu dépositaire de son testament, ne fait aucunement référence à la présence de François dans la chambre du mort, ce qu'il n'aurait pas manqué d'évoquer si cela avait été le cas.

Dans son ouvrage, qui déconstruit les mythes de François Ier, Franck Ferrand dresse un portrait du roi qui va à l'encontre de la vision qu'on en donne depuis un demi-millénaire. Il rappelle le mot de Louis XII, qui dit à propos de son successeur au trône : « Ce gros garçon gâtera tout », et revient sur quelques images aujourd'hui indissociables du souverain, notamment le surnom de « Père et Restaurateur des lettres ».

Pour lui, le roi n'a rien à voir avec la célèbre ordonnance de Villers-Cotterêts, faisant du français la langue officielle du royaume, qui n'est en réalité due qu'à la volonté et au travail du chancelier Poyet.

De plus, Ferrand refuse à François Ier la paternité du Collège de France, et lui attribue plutôt un penchant pour la censure, en instituant les lecteurs royaux pour contrôler le doyen de l'Université et le corps professoral.

Le contrôle de l'imprimerie imposé par le roi va à l'encontre de l'image du roi humaniste, et a

ainsi contraint Rabelais, le plus grand auteur humaniste de l'époque, à s'exiler à Metz. Dans son ouvrage à charge, l'historien présente un roi irresponsable, manipulé pendant tout son règne par les femmes (que ça soit sa mère ou ses maîtresses), dépourvu de morale et dont l'extrême fascination envers son grand rival, Charles Quint, le pousse à prendre des décisions déraisonnables aux conséquences fâcheuses sur la scène internationale.

La plus infamante pour le roi est certainement de laisser ses deux enfants (le dauphin François et son cadet Henri) en otage à Madrid, en échange de sa libération après le désastre de Pavie...



Henri III était-il homosexuel ?

S'il est un roi plus connu par sa personnalité, et son prétendu penchant pour les plaisirs masculins, que par les faits politiques de son règne, il s'agit bien d'Henri III. Dernier roi de la dynastie des Valois, qui laissera après sa mort le royaume de France au roi de Navarre, son cousin Henri de Bourbon, Henri III est souvent réduit, dans les textes contemporains, à son caractère efféminé et à ses relations particulières avec ses favoris, que l'on appelle alors les mignons (alors compris dans le sens de « préférés »).



Or, il n'en est rien, et tout porte à croire que ce portrait du « roi homosexuel » soit en réalité la considération, à la lettre, des nombreuses rumeurs colportées à son sujet par ses ennemis politiques. Lorsqu'il quitte le royaume de Pologne, où il est élu roi en mai 1573, pour prendre la succession de son frère Charles IX, mort sans héritier légitime, Henri, âgé de 23 ans, jouit déjà d'une réputation de coureur de jupons, qui a goût pour les belles femmes (en Pologne, il refuse d'épouser Anna Jagellon, fille de l'ancien roi Sigismond le Vieux, parce qu'il la considère comme trop vieille et trop laide). On lui attribue de nombreuses conquêtes féminines dans ses jeunes années, si bien qu'il connaît de nombreux problèmes de santé, comme le déclare, avec délicatesse, un ambassadeur vénitien à son sujet en 1582 : « Le roi a aussi eu quelques maladies pour avoir fréquenté dans sa jeunesse trop familièrement les femmes. »

Si de nombreux historiens mettent de côté son penchant pour les femmes, et ses relations régulières avec de nombreuses maîtresses, c'est avant tout parce qu'il ne leur accordera jamais le titre de maîtresse officielle, comme c'était le cas pendant le règne de son père Henri II, ou celui de son frère Charles IX.

Pourtant, il entretient des relations avec de nombreuses maîtresses, les plus célèbres d'entre elles étant Renée de Rieux, Louise de La Béraudière, ou encore Mme d'Estrées, la mère de Gabrielle d'Estrées (qui sera maîtresse d'Henri IV), ainsi que l'une de ses sœurs. Lors de son voyage de retour en France depuis la Pologne, on lui prête aussi une relation avec l'aristocrate vénitienne Veronica Franco, réputée pour sa beauté.

Mais c'est surtout son mariage avec Louise de Lorraine, en 1575, qui défraye quelque peu la chronique : en effet, contrairement aux usages de la couronne, cette union n'est pas dictée par des raisons politiques, mais est un mariage d'amour. Henri l'apprécie pour sa beauté et son caractère, et il entretient avec elle une relation très intime, n'hésitant pas à la prendre sur ses genoux devant sa mère ou ses conseillers. Aussi, si Henri continue de fréquenter des maîtresses après son mariage, il le fait la plupart du temps en dehors de la Cour, pour ne pas porter préjudice à sa femme, et

également à sa mère Catherine de Médicis.



Alors, comment expliquer cette réputation faite à Henri III d'aimer les hommes ? Plusieurs raisons sont à porter à cette rumeur.

Tout d'abord, Henri ne laissera aucun héritier au trône à sa mort : Louise fait plusieurs fausses couches au début du règne et, malgré les cures et les pèlerinages accomplis pour remédier à la situation, aucune grossesse n'est menée à terme avant la mort d'Henri en 1589.

Mais c'est surtout l'apparence et les mœurs d'Henri qui nourrissent les nombreuses rumeurs sur ses relations homosexuelles. En effet, la personnalité du roi et la façon dont il s'entoure détonnent quelque peu des usages connus précédemment à la Cour : avec ses manières distinguées et sa détestation de la violence (il ne montre aucun goût pour la chasse et les guerres, par exemple), le roi passe pour un homme qui manque de virilité.

De plus, son goût pour les divertissements et les extravagances de la mode lui vaut d'être considéré comme un efféminé. Il porte toujours des tenues très distinguées, se change très souvent, et raffole des larges fraises et des boucles d'oreilles, ce qui lui vaut les reproches de ses contemporains (pourtant, un siècle plus tard, Louis XIV poussera à son paroxysme ces goûts vestimentaires, sans pour autant être taxé d'homosexuel).

Contrairement aux usages de la virilité chevaleresque, Henri porte un fort intérêt à l'hygiène, se lavant et se parfumant régulièrement, et imposant à ses proches de faire preuve de propreté. Mais c'est avant tout son entourage qui fait jaser : depuis son plus jeune âge, Henri s'entoure en effet de jeunes hommes avec qui il entretient une amitié très forte et sincère. Considérés comme les favoris du roi, et appelés « mignons », ils sont généralement issus de la petite noblesse, et reçoivent des charges et des faveurs que jalourent de nombreux personnages de la Cour.

Parmi ces favoris, les plus célèbres sont François d'O, Guy d'Arces et Louis de Maugiron, mais ceux qui sont le plus souvent mis en avant sont Anne de Joyeuse, que le roi fait duc, et Nogaret de La Valette, le duc d'Épernon, qui sont appelés les « archimignons » pour leur plus grande proximité avec le roi (ils sont pourtant réputés pour aimer les femmes avec passion).

Ce sont également les tensions politiques et religieuses qui rythment le règne d'Henri III qui favorisent l'apparition de telles rumeurs. En effet, les guerres de Religion sont à leur comble lors des quinze années de souveraineté d'Henri, pendant lesquelles se déroulent les quatre derniers conflits confessionnels du royaume.

Le roi est l'objet de très vives critiques de la part de la Ligue, le parti catholique, qui a à sa tête le duc de Guise, l'un des plus farouches opposants à la politique royale, critiquant notamment son rapprochement avec le huguenot Henri de Navarre, qui sera désigné comme son successeur.

On ne compte ainsi pas le nombre de pamphlets et de textes satiriques qui visent à discréditer le roi auprès de son peuple, et ce sont eux qui servent de sources à certains historiens lorsqu'ils évoquent la prétendue homosexualité d'Henri (qui est pourtant contredite par des contemporains du roi, tels que les écrivains Pierre de L'Estoile et Brantôme). Parmi tous ces textes, ceux de Ronsard sont certainement les plus équivoques. Il écrit par exemple, dans *Adieu*, en 1585 :



*« Le roi comme l'on dit, accole, baise et lèche
De ses poupins mignons le teint frais, nuit et jour ;
Eux pour avoir argent, lui prêtent tour à tour
Leurs fessiers rebondis et endurent la brèche. »*

Ou encore, après une scène de pénitence et d'expiation (dont est adepte le roi) au cours de laquelle Henri et ses mignons se fouettent le dos en public :

*« Mignons qui portent doucement
En croupe le sang de la France
Ne battez le dos seulement
Mais le cul qui a fait l'offense. »*

Ces écrits se multiplient après l'assassinat du duc de Guise, en décembre 1588, tué par les gardes du roi sur sa demande.

Sept mois plus tard, le moine dominicain et ligueur, Jacques Clément, assassine le roi pour venger Henri de Guise. Henri IV monte sur le trône, et se gardera bien, pour légitimer la nouvelle dynastie en place, de faire la lumière sur les prétendus penchants sexuels de son prédécesseur. Pendant près de quatre siècles, les historiens et les artistes se délectent de cette homosexualité royale, jusqu'à ce qu'un certain nombre d'entre eux commencent à remettre en cause, au cours du xxe siècle, ce portrait du roi, et de ses mignons.



Gabrielle d'Estrées a-t-elle été empoisonnée ?

Celle qui a fait tourner la tête du Vert Galant, du roi qui a réussi à réconcilier une France coupée en deux, celle qui a failli accéder au trône de France en partant de presque rien, Gabrielle d'Estrées, est-elle morte empoisonnée ? S'il est difficile aujourd'hui de produire une réponse formelle en raison de l'absence de constatations médicales précises au moment de son décès, la jeune Gabrielle – elle avait 28 ans au moment de sa mort – s'était fait suffisamment d'ennemis de son vivant pour que la question de son assassinat se pose tout à fait sérieusement.



Gabrielle d'Estrées est la fille de Françoise Babou de la Bourdaisière et du marquis de Coeuvres que visite Henri IV en 1591. Elle est alors âgée de 18 ans et dotée d'une grande beauté – le roi en tombe immédiatement fou amoureux. Si elle est encore très jeune, Gabrielle n'est pas naïve pour autant.



Au moment où elle fait la connaissance du monarque, elle a déjà eu de nombreux amants ; sa mère l'a même formée comme ses six sœurs au « métier » de courtisane et a servi d'entremetteuse pour la mettre entre les bras des puissants du royaume. Voyant le parti qu'elle peut tirer de l'élan qu'elle a suscité chez cet homme qui cherche d'autre part à divorcer de Marguerite de Valois, reine comploteuse et stérile, elle s'entend à obtenir de nombreux avantages avant de lui céder.

Le roi ne peut rien lui refuser : il la fait marquise de Montceaux, puis de Verneuil, avant de créer pour elle le duché de Beaufort qu'il lui attribue. La nouvelle duchesse est mariée pour la forme à Nicolas de Liancourt mais porte les enfants du roi – au moment de sa mort, elle est enceinte du quatrième.

Le roi a du mal à conserver cette liaison secrète et demande à ce que soit rompue cette union pour

la galerie. Gabrielle comprend tout ce qu'elle peut tirer de l'amour du roi : maintenant ce ne sont plus ses caprices ou sa situation qu'elle veut assurer, elle vise bien plus haut. Le roi n'a en effet pas d'héritier légitime, mais a eu un garçon, César, avec Gabrielle en 1594.

Il pense à faire d'elle son épouse. Mais pour cela, les obstacles se dressent nombreux sur la route de la duchesse de Beaufort. Marguerite de Valois n'est pas le plus petit d'entre eux : la reine qui a accepté le principe d'une séparation en bonne et due forme refuse cependant d'obtempérer dans l'alternative où le roi épouserait sa « putain » ; l'Église est formellement opposée à cette union, du fait que trois enfants sont déjà nés de cette liaison adultérine. Le pape Clément VIII donne plutôt ses faveurs à Marie de Médicis, la nièce du grand-duc de Toscane.

Enfin, même si elle se donne la peine d'assister très régulièrement à l'office pour se forger l'image d'une personne pieuse, Gabrielle est très mal vue du peuple français, qui la prend pour une manipulatrice et une catin (Gabrielle n'a en effet pas renoncé à voir nombre de ses amants réguliers en entamant sa relation avec le roi), une ambitieuse sans foi ni loi.

Henri IV lui-même hésite à réellement la faire monter sur le trône et continue de mener les négociations avec le parti des Médicis, même s'il fixe une date de mariage avec son amante, pour la Saint-Quasimodo, au deuxième dimanche de Pâques.

À mesure que le moment approche, Gabrielle est de plus en plus nerveuse. Les devins qu'elle consulte lui font de noires prédictions. Le terme de sa quatrième grossesse approche et la semaine précédant Pâques, elle se retrouve seule, le roi voulant éviter de s'afficher avec elle durant la Semaine sainte – alors qu'il vient d'abdiquer sa foi depuis peu.

Elle se rend le 7 avril au domicile de Sébastien Zamet, un banquier italien qui est son amant de longue date et un intime du roi.

Le lendemain, elle mange un citron à son réveil et ressent très vite de violentes brûlures d'estomac ; juste après, le travail commence et elle se prépare à accoucher. Elle fait mander ses proches et le roi à son chevet, sentant que les violentes douleurs qui la traversent ne lui laissent que peu de chances de survivre.

Elle ne cessera alors d'endurer d'abominables souffrances pendant les deux jours qui suivront, donnant naissance à un enfant mort-né avant de finalement succomber. L'hypothèse d'un accouchement difficile que les pratiques chirurgicales de l'époque auraient rendu mortel n'est pas à exclure ; Gabrielle ne serait certainement pas la seule à être morte dans ces conditions.

Certains évoqueront par la suite une éclampsie, un mal atteignant la mère comme l'enfant à naître et presque certainement mortel à cette époque. Mais la théorie d'un assassinat ne peut être facilement écartée : les commanditaires éventuels d'un empoisonnement mortel sont alors nombreux, que ce soit Marguerite de Valois, les représentants des Médicis, ayant hâte de mettre la dernière main à leur alliance avec le roi, ou encore Henri IV lui-même.

Si la chose paraît étonnante pour un être apparemment fou d'amour, la disparition de sa maîtresse arrange bien ses affaires, lui qui continuait à négocier son alliance avec Marie alors même qu'il avait promis d'épouser Gabrielle, qui était opportunément séparé d'elle au moment de sa mort, et qui avait dû subir toutes les humiliations que l'amour l'avait poussé à accepter auprès d'une femme que les sentiments ne devaient pas étouffer.

Ainsi périt une ambitieuse, qui avait voulu griller toutes les étapes menant au firmament, sans réaliser à quel point son rêve pouvait être fragile.

La vérité sur l'assassinat d'Henri IV

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les circonstances entourant la mort d'Henri IV sont pour le moins troublantes. Ravaillac est censé être un illuminé ayant fomenté seul et réussi un régicide, bien aidé par des circonstances anormalement favorables – présent exactement au bon endroit et au bon moment pour porter le coup fatal, dans une rue embouteillée que le roi empruntait avec son carrosse.



Si cet enchaînement de circonstances favorables mettant un homme que tout le monde s'accorde alors à décrire comme un déséquilibré sur la route du roi de France ne suffisait pas à soulever le doute, les conditions régnant alors dans le pays, le climat politique comme la multiplication des intrigues de Cour pourraient amener à se poser la question de ce qui a pu se produire en ce mois de mai 1610.

Après tout, Henri IV fait face ce jour-là à sa dix-septième tentative d'assassinat, et doit vivre à la Cour entouré d'ennemis, avec pour tare ineffaçable son appartenance passée à la religion protestante, que les puissants seigneurs catholiques du royaume ne lui pardonnent pas.

Il n'est pas jusqu'à son fils Louis XIII qui n'ait douté de la version officielle – il ordonnera bien plus tard une enquête en raison du faisceau de présomptions qu'on lui présentera, sans que celle-ci ne soit à même d'établir des faits de manière certaine.

En plus des querelles proprement religieuses qui secouent un pays resté très divisé, un autre facteur est à prendre en compte pour dresser le tableau de la situation d'Henri IV au moment de sa mort : la passion du roi pour le « sexe faible » l'a encore mis – comme dans le cas de Gabrielle d'Estrées – dans une situation très délicate.



La nouvelle élue s'appelle Catherine Henriette de Balzac d'Entragues, c'est la fille d'un des favoris du roi ; ce dernier a entamé une liaison avec elle dès après son mariage avec Marie de Médicis.

Pire encore, il a eu un enfant mâle d'elle en même temps que Marie, son épouse légitime, lui donnait un héritier. Ce faisant, il s'est aliéné les deux femmes : Marie accepte mal cette humiliation et représente auprès de son mari le parti des catholiques contrariés, de par son ascendance et ses liens avec l'Italie. Catherine s'est vu promettre, sous le coup de l'amour, une union légitime et la reconnaissance de l'enfant qu'elle a porté comme héritier du trône de France.

Si Henri accepte de ne pas faire de l'enfant qui porte le même prénom que lui un bâtard, il revient sur sa parole ; à cette occasion, son ministre Sully déchire la promesse de mariage qu'Henri lui dévoile avoir signée. La famille d'Enragues est forcée de se contenter d'un lot de consolation sans doute insuffisant : l'enfant illégitime est nommé évêque de Metz alors qu'il a tout juste 7 ans.

Le roi Henri est isolé au milieu de ses ennemis, qu'ils soient de l'intérieur, comme les jésuites et les catholiques ultras dont le chef de file est le duc d'Épernon, par ailleurs proche de la famille d'Enragues, ou de l'extérieur, comme les puissances européennes voyant d'un mauvais œil la tolérance dont le roi fait preuve en matière religieuse – ainsi de l'Italie, de l'Espagne, de l'Autriche.

Les intrigues sont très nombreuses pour s'attirer les faveurs du souverain comme pour préparer sa chute et sa succession avec en ligne de mire un rapprochement avec l'Église.

Si Ravaillac s'est obstiné à affirmer qu'il avait agi seul, sans l'aide de personne, certaines coïncidences entourant les circonstances de la mort du roi restent troublantes, et agitent l'opinion dès cette époque : un prévôt de Pluviers, père de deux enfants scolarisés chez les jésuites (ennemis particulièrement virulents du roi), affirme la mort du roi au moment où celle-ci prend place à des centaines de kilomètres de là.

Il est arrêté, interné à la Conciergerie où on le retrouve « étranglé par les cordons de son caleçon » (Miquel) quelques jours plus tard. Il semblerait que certains n'aient pas intérêt à le voir raconter ce qu'il sait.

Quelque temps plus tard, la Cour est agitée par d'autres révélations : « une demoiselle de compagnie, d'Escoman, avait réussi à approcher la vieille reine Margot, Marguerite de Bourgogne, épouse répudiée d'Henri IV. Elle l'avait assurée que d'Épernon et la marquise de Verneuil (la d'Enragues) avaient inspiré Ravaillac et armé son bras. » L'accusation est d'autant plus grave que le duc était présent aux côtés d'Henri IV dans le carrosse le jour de son assassinat – c'est même lui qui a fait protéger le régicide et empêché que la foule ne le lynche. Il s'arrange ensuite pour le faire mettre au secret, afin qu'il ne puisse discuter avec personne de l'acte qu'il vient de commettre et de ses éventuels complices.

Un procès a lieu où la demoiselle est condamnée pour ses propos, qu'elle ne peut pas prouver mais le duc incriminé a tout fait auparavant pour étouffer l'affaire et empêcher que ces éléments soient discutés en public.



Il est d'ailleurs établi que le duc d'Épernon connaît Ravaillac, il a eu recours à lui par le passé à

Angoulême dont il est le gouverneur. Il s'est rapproché des d'Entragues, qui comptent mettre le petit Henri sur le trône et ourdissent des alliances en ce sens avec le trône espagnol, soucieux de neutraliser une éventuelle menace française à ses frontières. Cette conjonction pourrait même se voir augmentée de la participation de Marie de Médicis, qui représente les mêmes intérêts et se trouve proche elle aussi de la couronne d'Espagne.

Mais si l'implication de la reine reste plus hypothétique, il est raisonnable de penser que mise au courant des menées de comploteurs ayant eu raison de son époux – ou suspectant fortement celles-ci – Marie n'aurait pas eu intérêt à dénoncer ces agissements, d'abord parce qu'ils allaient dans le sens de ses intérêts et la dotaient d'un pouvoir conséquent sur le royaume, et d'autre part parce que l'existence d'un complot des catholiques pour tuer un roi qui avait œuvré pour la paix religieuse dans le pays aurait pu relancer les hostilités entre les deux factions ou mener à de nouveaux massacres.

Dans ce genre de circonstances, la raison d'État l'emporte sur tout le reste, et Henri IV est mort de la main d'un déséquilibré isolé, un fou de Dieu qui entretenait par coïncidence des relations avec certains grands du royaume. Une nouvelle preuve de l'écart entre la soif de vérité et l'exercice réel du pouvoir.



Le « bon » roi Henri IV n'est aimé qu'une fois mort

Si un sondage était réalisé auprès des Français pour savoir quel est leur roi préféré, il est fort à parier qu'Henri IV bénéficierait d'une incroyable cote de popularité. Présenté encore de nos jours comme un roi rassembleur et pacificateur, mettant en sommeil les querelles entre catholiques et protestants par sa conversion, bienveillant envers son peuple (avec la célèbre antienne de la poule au pot), galant envers les dames et jouant à quatre pattes avec ses enfants, le bon roi Henri est en réalité l'un des souverains les plus détestés de ses contemporains, visé par pas moins de dix-sept tentatives d'assassinat pendant son règne.

Et c'est après la dernière, celle réussie de Ravaillac, que le mythe du roi bien aimé, mort en martyr et pleuré par tous fait son apparition, repris et alimenté pendant des siècles pour servir à diverses entreprises politiques.

D'ailleurs, Henri IV lui-même sait qu'il ne sera apprécié à sa juste valeur qu'après sa mort, lorsqu'il dit, de façon prémonitoire, peu avant la fin de son règne : « Vous ne me connaissez pas maintenant, vous autres, mais je mourrai un de ces jours, et quand vous m'aurez perdu, vous connaîtrez lors ce que je valais. »



Il faut dire que la liste des reproches envers le roi de Navarre est très longue, et touche toutes les classes de la société. Ayant changé par six fois de religion, pour abjurer définitivement le protestantisme à Saint-Denis en 1593, il est vu par les catholiques comme un usurpateur et il est pendant tout son règne l'objet de la colère et de la haine des membres de la Ligue, notamment Jean Boucher, qui n'hésite pas à le comparer à l'Antéchrist dans ses sermons.

Son effigie se retrouve brûlée lors de manifestations catholiques, et il est au début de son règne visé par plusieurs tentatives d'assassinat, notamment celle commise par l'ancien jésuite Jean Châtel. La promulgation de l'édit de Nantes en 1599 n'arrange bien entendu pas les choses, tandis que du côté protestant, Henri est considéré par certains comme un traître et un arriviste.

Dans leur ensemble, ses sujets lui reprochent d'être écrasés d'impôts, contrairement à l'image que l'on donne d'un roi souhaitant permettre à chaque laboureur de manger une poule au pot chaque dimanche. Georges Duby, dans son *Histoire de France*, se veut catégorique sur le sujet : « Non, malheureusement, le règne du premier roi bourbon ne fut pas, pour les paysans français, un bucolique âge d'or. Ils payèrent moins pour les taxes, mais plus pour les gabelles. Sans doute on tenta de remédier un peu aux empiétements commis par les seigneurs et les notables aux dépens des communautés paysannes, mais aucun remède ne fut apporté à l'élimination d'un grand nombre de

petits propriétaires paysans, ruinés par l'usure ou par les ravages des soldats, et contraints de laisser adjuger à vil prix leurs parcelles. [...] Par ailleurs, le rétablissement de l'ordre intérieur s'accompagne partout d'une reprise plus rigoureuse de la perception des dîmes, un moment contestées par le déroulement des troubles. »

On l'accuse ainsi d'être trop dispendieux avec les deniers de l'État, et d'acheter à grands frais la paix avec les princes. Les membres du Parlement critiquent sa vision absolutiste du pouvoir, et les membres de sa Cour, qui le surnomment le « Vert Galant », lui reprochent de multiplier les maîtresses plus que de raison. Aussi, pour une bonne partie de ses sujets, le régicide du 14 mai 1610 est synonyme de délivrance.

Et comme il déclarait plus haut, c'est dès après son trépas que la vision positive du roi Henri et de son règne devient manifeste. Celle-ci est diffusée à travers de nombreuses oraisons funèbres, prononcées dans les différentes régions du royaume. Intitulées *Déplorations*, *Larmes et sanglots de la désolée France*, ou encore *La Chemise sanglante*, elles transmettent le souvenir d'un roi sincère dans sa dévotion, clément envers chacun, et mort en martyr.

Les mémoires de certains contemporains d'Henri, notamment ceux de son ancien ministre Sully, rédigés dans les années 1630, souhaitent également présenter l'ancien roi sous un bon jour. Mais c'est surtout à partir du XVIII^e siècle que la figure d'Henri IV devient véritablement iconique.

Sous Louis XIV, il représente l'image de l'honnête homme et, en 1728, Voltaire lui dédie un très long poème, *La Henriade*, qui le consacre comme le chantre de la tolérance.



Les encyclopédistes des Lumières le décrivent comme un despote éclairé avant l'heure et, en 1774, pour preuve de sa grande popularité, la comédie intitulée *La Partie de chasse de Henri IV* est présentée à Paris, remettant au goût du jour la vieille chanson *Vive Henri IV !*, qui sera entonnée pendant encore des décennies.

Néanmoins, cette estime populaire s'évanouit en 1793, lorsque son tombeau, comme les autres tombes royales de la basilique Saint-Denis, est profané par les Parisiens. Encore bien conservée en raison de son exsanguination, sa dépouille est exposée aux passants pendant plusieurs jours, avant d'être jetée dans une fosse commune.

Mais c'est surtout à partir de la Restauration qu'Henri IV prendra cette place si spéciale dans le roman national français. L'idée des royalistes est alors à cette période de réhabiliter l'image de la monarchie, en cherchant à mettre en avant un souverain fédérateur.

Les figures de Clovis et Charlemagne étant considérées comme trop lointaines, et celles des Louis trop fades pour certaines ou trop connotées pour d'autres, le choix se porte sur Henri le gentilhomme,

« père dans l'esprit du peuple », dont la statue équestre, détruite pendant la Révolution, est rétablie en 1818 sur le pont Neuf.

Le siècle romantique lui donnera ensuite une dimension épique, notamment sous la plume d'Alexandre Dumas en 1856 dans *Les Grands Hommes en robe de chambre : César, Henri IV, Richelieu*, avant que l'école de la Troisième République ne diffuse auprès de nombreuses générations l'image d'un roi toujours souriant, et proche de son peuple.



Nos ancêtres n'ont pas attendu Galilée pour savoir que la Terre est ronde

La Terre est plate comme une orange. C'est ainsi que l'on pourrait qualifier sur un mode humoristique la pensée qui a cours au Moyen Âge concernant la rotondité de notre planète.

Une des légendes de cette période qui a le mieux pénétré l'imaginaire collectif concerne le savant Galilée et son combat héroïque pour soutenir, contre l'Église, une thèse tout à fait nouvelle, celle de la nature sphérique du globe terrestre. Galilée martyr de la science, figure majeure d'un renouveau ouvrant la voie à la sortie de l'âge des ténèbres que représente le Moyen Âge.

Il y aurait bien des choses à dire sur cette dernière assertion, mais pour le cas qui nous occupe, Galilée n'a pas été un martyr – et certainement pas de cette cause. S'il s'est vu censuré dans ses théories, la mesure prise par l'Église n'a pas même été de l'empêcher de les enseigner mais de l'enjoindre à les présenter comme des hypothèses.

Pour bien se convaincre que le combat de Galilée n'a rien à voir avec l'idée que la Terre est plate, il faut souligner que les Grecs de l'Antiquité eux-mêmes savaient déjà qu'elle était sphérique. Après Hésiode, qui voyait notre planète comme une déesse (Gaïa) suspendue dans l'univers, Thalès commence, dès le VIII^e siècle av. J.-C., à poser la question de sa forme. Il formule l'hypothèse qu'elle est un disque plat posé sur une immense étendue.



Cependant ses élèves ne manquent pas de remarquer que cette idée ne fait que repousser le problème plus loin : sur quoi, alors, repose cette étendue d'eau ? Anaximandre propose déjà de faire de la Terre un cylindre mais c'est avec Parménide, deux siècles plus tard (ve siècle av. J.-C.) que la Terre comme sphère fait son apparition. Platon défend aussi cette thèse peu après mais n'en apporte pas de preuves ; ces dernières viendront avec Aristote, autour de la physique qu'il met alors en place.

Si celle-ci se révèle fausse dans ses présupposés, certaines observations qu'il produit à l'époque sont encore valables aujourd'hui : ainsi les éclipses de Lune permettent de percevoir l'ombre sphérique de notre planète, observation dont l'analyse se révèle exacte ; le fait que l'ombre portée des objets par le Soleil change de forme si l'on se déplace du nord au sud ne peut s'expliquer que si la Terre est dotée d'une courbure sphérique.

Un autre argument, qui n'est pas d'Aristote mais est bien connu dans l'Antiquité, s'appuie sur une autre observation pratique : lorsqu'on voit apparaître un bateau sur la ligne d'horizon depuis la terre ferme, c'est bien son mât qui se présente en premier, avant que l'on n'aperçoive le corps du bâtiment

en lui-même, ce qui vaut également comme preuve.

Les Grecs ne se contentent pas de cette simple constatation : ils parviennent par la suite à calculer aussi bien la taille des méridiens terrestres que la distance de la Terre à la Lune.

On pourra objecter que l'obscurantisme supposé du Moyen Âge a pu être à l'origine de la perte de savoirs acquis auparavant, et que la toute-puissance de l'Église ait conduit à l'omission de ces faits bien connus pour des raisons religieuses.

Mais même dans ce cas, les dates ne coïncident pas : Galilée naît en 1564, soit quarante ans après que Magellan et ses hommes ont achevé leur tour du monde. Après, également, que Christophe Colomb a découvert l'Amérique en partant de l'hypothèse que la Terre est ronde.

Et l'argument ne tient de toute façon pas : Galilée a bien eu accès aux textes d'Aristote, qui avait été redécouvert depuis bien longtemps, et connaissait même les calculs de méridiens effectués par les Grecs.

En réalité, Galilée ne se soucie pas de soutenir que la Terre est ronde, fait relativement accepté même à cette époque et même par des gens d'Église particulièrement abscons – il est vrai cependant que la pensée chrétienne a mis un certain temps à admettre l'évidence.

Le scientifique veut après Copernic affirmer que la Terre doit tourner autour du Soleil. C'est-à-dire que la Terre pourrait ne pas être le centre d'un univers lui-même également sphérique mais une simple planète parmi d'autres.

Relativisation extrêmement troublante de notre importance dans l'univers qui a du mal à passer parmi les religieux, dans le sens où elle rend notre rapport à Dieu bien plus aléatoire – si notre planète n'est plus le centre de tout, est-elle encore le centre de son attention ? Relativisation qui passe d'autant plus difficilement qu'Aristote, s'il a bien compris que la Terre était ronde, l'a lui aussi placée au centre de l'univers et qu'il fait autorité au XVII^e siècle. Mais on ne peut enlever aux contemporains de Galilée de lui reconnaître, notamment dans le milieu scientifique, la pertinence de ses observations d'un point de vue astronomique.



Les arguments logiques qui lui sont opposés sont bien vite démontés et ce sont aux extraits de la Bible que ses adversaires ont recours pour le discréditer.

Ils s'appuient notamment sur un passage tiré de Josué (10, 12-14) : « Alors Josué parla à l'Éternel, le jour que l'Éternel livra l'Amorrhéen aux enfants d'Israël, et dit en la présence d'Israël : Soleil, arrête-toi sur Gabaon, et toi Lune, sur la vallée d'Ajalon. »

Cependant même parmi les ecclésiastiques, on en trouve de nombreux, jusque dans Rome, pour soutenir plus ou moins ouvertement la thèse soutenue par le scientifique italien. Galilée essaye de ménager ses contradicteurs, et utilise des formules subtiles pour y parvenir : « L'intention du Saint-

Esprit est de nous enseigner comment on doit aller au ciel, et non comment va le ciel. »



Le problème qu'a alors l'homme de science, c'est qu'il ne dispose pas des preuves formelles absolument concluantes qui lui permettent de clore le débat, et qu'il n'a à sa disposition que son ultime conviction – et sa certitude que la thèse géocentrique (qui fait tourner le Soleil autour de la Terre) est radicalement fausse ; ses preuves ne seront apportées que quelques siècles plus tard.

Vient donc en 1616 – après de nombreuses tractations – la condamnation officielle de sa thèse, étonnamment clément, mais qui s'explique par ses appuis discrets au sein de l'Église. La rumeur enfle cependant la portée de celle-ci, on le dit obligé d'abjurer, et soumis à un châtement exemplaire. Tant et si bien que le cardinal Bellarmine doit lui fournir un certificat officiel clarifiant que Galilée est toujours libre de ses mouvements et de la formulation de ses idées, du moment qu'il les présente comme des hypothèses. Galilée continue ses recherches, se trouvant de nombreux alliés tant dans le domaine intellectuel que religieux dans toute l'Europe ; le nouveau pape Urbain VIII est un de ses amis et soutiens.

Mais il s'acharne et publie *Dialogue sur les deux grands systèmes du monde* en 1632, proposant une étude comparative du système copernicien et du système ptoléméen (géocentrique) pour comprendre l'univers.

Présenté sous la forme d'un dialogue très ironique et vengeur ridiculisant les thèses de ses adversaires, ce livre est vécu comme une provocation insupportable par la papauté – même son ami Urbain VIII, qui l'avait plusieurs fois prévenu de présenter ses thèses avec mesure, ne peut rien faire pour empêcher la nouvelle convocation à Rome de Galilée pour juger de son hérésie.

Condamné, Galilée aurait alors proféré : « *E pur si muove !* » (Et pourtant elle tourne !), en caractérisant le mouvement de la Terre sur elle-même qui constitue une des preuves de l'héliocentrisme.

Ce détail semble également tenir de la fable, ce dernier geste de provocation n'étant certainement pas tolérable pour une Église cherchant à rétablir son honneur par ce procès.

S'il est formellement condamné à de la prison – et non au bûcher – Galilée, qui est un vieil homme (il a presque 70 ans), pourra en réalité passer la fin de sa vie assigné à résidence, dans des conditions plus qu'honorables. Ce ne sera qu'ensuite qu'il deviendra un symbole de l'avènement scientifique dont l'histoire sera dès lors enjolivée de détails à même de prouver son courage et son abnégation.

La vraie-fausse affaire des « possédées de Loudun » ?

Le 18 août 1634, alors que la France entre dans la vingt-cinquième année du règne de Louis XIII, le prêtre Urbain Grandier, curé de l'église de Saint-Pierre du Marché de Loudun, dans la Vienne, et chanoine de l'église Sainte-Croix de la même ville, est brûlé vif pour sorcellerie. Il sera la première et unique victime de l'affaire des possédées de Loudun, l'un des faits divers les plus retentissants du XVII^e siècle, qui mêle scandales libertins, possessions collectives, scènes publiques d'exorcisme attirant les foules, et intrigues politico-religieuses jusqu'au plus haut sommet de l'État.



Tout commence en 1631, lorsqu'Urbain Grandier, prêtre de Loudun depuis près de quatorze ans, reprend ses fonctions après avoir été acquitté lors de son procès pour débauche. Réputé pour son sens de la séduction, sa franchise et son penchant pour l'amour charnel, on l'accusait d'avoir mis enceinte l'une de ses élèves de 15 ans, fille d'un procureur du roi, et de vivre en concubinage avec Madeleine de Brou, une orpheline qu'il devait préparer à prendre le voile.

En pleine contre-Réforme, le prêtre, réputé proche des huguenots, se défend en publiant un *Traité contre le célibat des prêtres* et, malgré le scandale provoqué, il parvient à remporter son procès. Mais ses inimitiés avec certains personnages de la ville, notamment le chanoine Mignon, qui officie dans le couvent des Ursulines local, et le conseiller d'État proche de Richelieu, Jean Martin de Laubardemont, parent de nombreuses ursulines, vont le faire rapidement plonger dans une incroyable machination.

En septembre 1632, le couvent des Ursulines devient le théâtre de scènes curieuses : trois sœurs, dont la mère supérieure Jeanne des Anges, appartenant à la famille de Laubardemont, affirment avoir vu le fantôme du prieur Moussaut, leur ancien confesseur décédé des mois plus tôt. Les apparitions se reproduisent les jours suivants, et de plus en plus de religieuses sont sujettes à des crises de démence, certaines se retrouvant même à crier sur le toit du couvent, dénudées.

Peu de temps après, Jeanne affirme avoir entrevu la silhouette de Grandier dans le couvent : elle l'accuse d'avoir ensorcelé les religieuses, et d'avoir fait un pacte avec le diable. Les responsables religieux prennent ces affirmations très au sérieux, et mènent une enquête. Mais si les témoignages de nonnes à l'encontre de Grandier sont nombreux, et que les scènes de crises collectives se multiplient, le tribunal ecclésiastique n'a rien à reprocher au curé. Cela n'est, bien entendu, pas du goût des principaux détracteurs de Grandier, Laubardemont en tête.



En tant qu'agent de Richelieu envoyé à Loudun pour mener la destruction du château huguenot de la ville, il voit en Grandier l'un des principaux opposants à ce projet. D'ailleurs, Richelieu et Laubardemont soupçonnent Grandier d'être l'auteur d'un pamphlet anonyme contre le cardinal, intitulé *La Cordonnière de la reine mère*. Le faire juger par une cour civile, avec comme principal instigateur Laubardemont, permettrait ainsi de faire disparaître un personnage un peu trop gênant.

Le 17 décembre 1633, il est arrêté, et mis au cachot au château d'Angers. La procédure extraordinaire accordée par Richelieu lui interdit d'être jugé au Parlement de Paris, où les juristes se montrent dubitatifs quant à des accusations de sorcellerie, et les investigations durent près de sept mois. Grandier est interrogé pendant dix jours en février 1634, et soumis à la torture, mais il se déclare innocent. Lors de son procès, certaines « possédées », dont Jeanne des Anges, reviennent sur leurs accusations.

La supérieure du couvent avoue qu'elle l'a attaqué à tort, simplement parce qu'elle refusait de le voir partager sa vie avec Madeleine de Brou, morte juste après que Grandier fut arrêté. Mais les accusateurs ont tout prévu, et présentent de prétendus actes sur lesquels apparaissent les signatures de Grandier et de plusieurs démons.

Après un simulacre de délibéré, il est condamné à mort, et envoyé enduit de soufre dans un bûcher sur la place de Saint-Pierre du Marché.

Pourtant, la mise à mort de Grandier ne met pas fin aux scènes de crises collectives qui frappent les ursulines. Celles-ci dureront en effet pendant encore près de quatre ans. Et pour comprendre la raison de ce phénomène, il faut prendre en compte l'intérêt incroyable que les contemporains portent à cette affaire, ce qui ne manque pas de profiter au couvent lui-même.

Tout d'abord, pour la dédommager du préjudice subi (voir sa réputation égratignée par des cas de possessions démoniaques), le roi verse à la communauté religieuse une forte pension, et lui offre sa protection directe.

De plus, le spectacle offert par les fréquents exorcismes publics pratiqués sur les nonnes dans les églises de la ville ne manque pas d'attirer les foules, ce qui fait de Loudun une attraction éphémère pour les voyageurs, qui viennent ainsi faire marcher le commerce de la ville et remplir les caisses de l'église. Le cas de Jeanne des Anges fait également beaucoup parler.

Principale accusatrice de Grandier, elle s'était rétractée lors de son procès, mais elle continue de se dire possédée par sept démons.

En 1635, elle voit apparaître des stigmates sur le dos de sa main gauche, sous forme de lettres évoquant les noms de Jésus, Marie et Joseph, puis en 1637, elle se dit libérée de six des sept démons qui la possédaient après avoir vu saint Joseph verser de l'huile sainte sur sa chemise.



Se rendant en pèlerinage pour Annecy, où elle se libérera de son dernier démon en 1638, elle fait étape à Meaux, où elle reçoit l'honneur d'être présentée à Louis XII, à la reine Anne d'Autriche et à Richelieu (ce dernier, intéressé par les effets miraculeux de la chemise de Jeanne, tentera de s'en servir pour soigner ses hémorroïdes, mais sans succès). Il est ainsi difficile de savoir qui, de Jeanne ou des représentants du pouvoir politique, a instrumentalisé l'autre pour arriver à ses fins. Des observateurs contemporains affirment que le fin mot de l'histoire est à chercher du côté de la psychologie : Jeanne serait une érotomane, qui a pris pour cible Grandier, élément dont auraient profité Mignon et Laubardemont pour monter leur accusation.

Et en ce qui concerne les autres nonnes, les experts sont formels : il s'agit de scènes d'hystérie collective, entretenues de longues années par les multiples séances publiques d'exorcisme, et par le profil certainement très fragile des jeunes religieuses envoyées contre leur gré au couvent.

Un phénomène contagieux, comme l'atteste dès 1880 le docteur Gabriel Legué : « Du jour où les exorcismes se firent dans les principales églises, plusieurs filles séculières qui étaient venues assister à cet étrange spectacle prirent le germe de la même maladie. Ce qui montre combien la réaction des effets nerveux se fait sentir sur les êtres faibles et enclins au merveilleux. »



Descartes a-t-il été empoisonné ?

C'est un épisode méconnu de la vie du philosophe français, qui a pourtant semé le trouble parmi ses contemporains dès l'instant de sa disparition. Selon la version officielle, la mort de René Descartes en 1650 est due à une pneumonie, qu'il aurait contractée à la Cour de la reine de Suède, du fait du climat particulièrement inclément de ce pays nordique.

En réalité, des doutes existent concernant ce décès, liés à la présence trouble à cette même Cour de François Viogué, « missionnaire apostolique »[6] dans les pays scandinaves.

Pour comprendre en quoi la disparition du philosophe pourrait être due à d'autres causes que naturelles, il est nécessaire de remettre en perspective le contexte de la fin de son existence et l'implication bien involontaire du penseur dans un contexte général plutôt défavorable.

Descartes a publié le fameux *Discours de la méthode* en 1637 : il a tenu compte dans ses écrits de la condamnation formelle par l'Église des travaux de Galilée sur l'héliocentrisme. Les *Méditations métaphysiques* qui suivent terminent de consacrer un auteur respecté de ses contemporains, dont les idées sur la nature de l'âme, du corps et du divin sont beaucoup discutées.

Au point que des controverses voient bientôt le jour dont une, célèbre, l'oppose dès 1641 au prédicateur Voetius. Le problème représenté par les idées du philosophe pour de nombreux gens d'Église est lié à la nature qu'il donne à l'âme dans ses descriptions. Il s'est accentué à la suite des travaux de son élève, Henricus Regius, qui n'hésite pas à parler d'« accident » pour décrire les rapports de l'âme et du corps. Même si Descartes finit par se détacher de Regius et entame un prudent recul pour ne pas risquer l'anathème, ses rapports avec les ecclésiastiques et les religieux restent tendus, d'autant plus qu'il rencontre le succès auprès d'un public qui ne se limite pas à un cercle restreint d'érudits mais englobe également certains membres de l'aristocratie européenne.



Ainsi d'Élisabeth de Bohême, la fille du roi déchu de Frédéric V, ou encore de la reine Christine de Stockholm, qui lui propose même de devenir son tuteur. Descartes accepte et prend résidence chez l'ambassadeur de France, Pierre Chanut, en septembre 1649. L'hiver qui commence en Suède voit sa santé se dégrader et Descartes envisage de revenir sur le continent mais meurt avant d'avoir mis son projet à exécution, en février de l'année suivante.

Selon plusieurs auteurs dont l'universitaire allemand Theodor Ebert, auteur de *Der rätselhafte Tod des René Descartes* (La mort mystérieuse de René Descartes), Descartes serait en fait victime de son succès et de la peur que suscite son influence sur la reine Christine. En effet, dans l'entourage de celle-ci, on trouve le prêtre catholique français François Viogué, qui espère convertir la reine

protestante au catholicisme.

Tâche qui se complique du fait de la présence du philosophe à sa Cour et du caractère sulfureux de ses thèses : « La transsubstantiation, principe catholique selon lequel le corps du Christ se trouverait réellement dans les hosties consommées par les fidèles lors de la communion, serait incompatible avec la pensée du philosophe. ».

Pour parer à cette menace, Viogué aurait empoisonné Descartes à l'aide d'une hostie à l'arsenic, hypothèse que plusieurs éléments troublants tendraient à rendre pour le moins crédible.

Ebert a ainsi découvert que les symptômes dont souffre Descartes dans les derniers jours de sa vie – « vertiges, maux d'estomac, saignement dans les urines » – correspondent beaucoup plus à un empoisonnement à l'arsenic qu'à la pneumonie qui l'aurait fait succomber selon la version officielle.

Autre point : René Descartes s'est « fait prescrire un vomitif » durant cette période, ce qui semblerait indiquer que le philosophe lui-même aurait été conscient d'avoir été empoisonné et aurait cherché à lutter contre les effets toxiques de l'arsenic au plus vite. Comment expliquer, également, que Viogué refuse d'administrer l'extrême-onction à un Descartes qu'il voit mourant en face de lui, si ce n'est par le poids de la culpabilité qui le terrasse ?

D'autres présomptions viennent s'ajouter à ce tableau soulevant la suspicion : ainsi de la correspondance entre la reine Christine et Pierre Chanut, l'ambassadeur, qui tend à montrer que l'affaire a été étouffée, pour ne pas inquiéter l'Église.

Si Viogué a bien tué Descartes, preuve est de constater qu'il a atteint son but : la reine de Suède renonce à son trône et se convertit au catholicisme quatre ans plus tard. Si les universitaires et spécialistes français du philosophe se révèlent généralement sceptiques quant à cette thèse, on peut constater que dès le lendemain de sa mort, nombreuses ont été les voix pour dénoncer une disparition on ne peut plus suspecte. Rien cependant ne permet d'établir formellement, autrement que cette série de présomptions, la culpabilité de Viogué dans la disparition du philosophe.



Vatel n'était pas cuisinier du roi (et n'a pas inventé la crème Chantilly !)

François Vatel, né en 1631 sous le nom de Fritz Karl Watel, est certainement l'un des personnages les plus emblématiques de la gastronomie de Cour sous l'Ancien Régime, rendu célèbre par les grandes fêtes préparées en l'honneur du roi Louis XIV, et entré dans la postérité par son suicide, le 24 avril 1671, dans le château de Chantilly.

Pourtant, contrairement à l'image laissée dans les mémoires, il n'a jamais officié comme cuisinier directement au service du roi.

D'origine suisse, il aurait pu être laboureur comme son père, mais il entre à 15 ans en apprentissage auprès d'un proche de sa famille, qui est pâtissier-traiteur. Sept ans plus tard, il entre au service du surintendant des Finances, le vicomte Nicolas Fouquet, qui est en train de faire construire son château de Vaux-le-Vicomte.



D'abord écuyer de cuisine, il devient quelques années plus tard maître d'hôtel, chargé de veiller quotidiennement à la préparation des repas et à l'organisation du service de la famille de Fouquet. Le jeune homme entretient d'ailleurs avec son maître une relation de confiance : pendant les longues années que dure la construction du château, Vatel lui fait part de ses observations, notamment en ce qui concerne le prix des travaux, souvent proches de l'escroquerie. En août 1661, les travaux sont terminés, et Nicolas Fouquet tient à inaugurer son nouveau château en présence du roi Louis XIV et de la reine mère Anne d'Autriche.

C'est le premier moment de gloire du maître d'hôtel Vatel, mais aussi le début de la fin de Fouquet. La fête est parfaite et tout est prévu pour impressionner le roi : Molière donne la première représentation de sa comédie-ballet *Les Fâcheux*, des violons jouent pendant le repas des compositions de Lully, et les quatre-vingts tables sont ornées de vaisselle en or et en argent, recevant tour à tour des services de gibiers tous aussi raffinés les uns que les autres.

Au dessert, on fait servir une crème fouettée et sucrée, qui sera connue plus tard sous le nom de crème Chantilly. Si l'Histoire attribuera à Vatel la paternité du dessert, celui-ci a en réalité été importé d'Italie jusqu'à la Cour royale un siècle plus tôt, par Catherine de Médicis.

Après le repas, le chef du protocole fait donner un feu d'artifice au-dessus du château. Mais, selon la légende (comme nous le verrons plus loin), tant de fastes déroulés ne plaisent pas au jeune roi : furieux de voir un homme plus riche que lui, lui qui vient de faire fondre sa vaisselle pour pouvoir payer les frais de la guerre de Trente Ans, il souhaite, semble-t-il, faire arrêter Fouquet le soir même,

mais sa mère l'en empêche. Sur le chemin du retour vers son château de Fontainebleau, il aurait dit : « Il faudra faire rendre gorge à tous ces gens ! » Moins de trois semaines plus tard, Fouquet est arrêté par d'Artagnan.

Livré à son sort, et craignant de subir le même destin que son ancien maître, Vatel s'enfuit en Angleterre, puis en Flandre, où il entre en contact avec le prince de Condé, qui l'embauche pour servir dans son château de Chantilly, alors en construction.



Ce qu'il ne sait pas, c'est que Louis XIV souhaitait embaucher l'ancien personnel de Fouquet pour constituer son équipe à Versailles. Vatel rate ainsi l'occasion de devenir le maître d'hôtel du roi, ce qui aurait pu certainement lui éviter de connaître la fin terrible pour laquelle il deviendra funestement célèbre.

L'épisode se déroule en avril 1671. Condé, qui souhaite se réconcilier avec le roi, plus de quinze ans après la Fronde, compte organiser une réception en son honneur, et charge son « contrôleur général de la bouche » de tout préparer. Vatel passe plus de dix jours sans dormir, travaillant sans relâche pour organiser ce qui doit être la plus grande fête de sa carrière.

Les chiffres sont impressionnants : plus de 3 000 membres de la Cour sont invités, et les festivités doivent se dérouler sur trois jours ! Mais dès le premier soir, les couacs se multiplient : le feu d'artifice prévu pour l'ouverture de la fête est tiré en plein brouillard et, pis encore, le nombre d'invités n'était pas le bon.

En effet, soixante-quinze convives supplémentaires s'installent aux tables d'honneur, si bien qu'il manque du rôti sur deux des vingt-cinq tables. Vatel, épuisé par la tâche et la pression, se réfugie dans sa chambre.

Il faudra le soutien du prince Condé en personne, qui lui dit : « Tout va bien, rien n'était si beau que le souper du roi », pour qu'il reprenne du service. Mais dès le lendemain, une autre épreuve attend le maître d'hôtel. Tombant un vendredi, le deuxième jour de fête propose un repas constitué de poissons. Vatel attend de pied ferme dès le petit matin l'arrivée de sa commande passée dans des ports de Normandie, mais il ne voit venir qu'un seul « chasse-marée », comme on appelle alors les transporteurs de denrées fraîches. À 8 heures du matin, pensant que le reste du poisson n'arrivera jamais et de plus en plus éreinté, Vatel perd son sang-froid. Il déclare à son second, le baron de Gourville : « Monsieur, je ne survivrai pas à cet affront-ci ; j'ai de l'honneur et de la réputation à perdre. » Vatel monte dans sa chambre et saisit une épée d'apparat. Il place le manche contre sa porte et se jette sur sa pointe. Les deux premières tentatives sont manquées, mais la troisième perce son cœur.

Quelques instants plus tard, son corps est découvert... on venait le chercher pour lui annoncer

l'arrivée du poisson. Le choc est vif du côté de Condé et du roi, qui critique son hôte d'avoir été trop fastueux, mettant ainsi une charge insoutenable sur les épaules de Vatel. Celui-ci, sans être le cuisinier du roi, s'est donné la mort parce qu'il ne pouvait pas assez bien le nourrir.

Les festivités se poursuivent malgré tout, comme le déclare Madame de Sévigné, à qui un témoin de la scène a tout raconté : « On dîna très bien, on fit collation, on soupa, on se promena, on joua, on fut à la chasse : tout était parfumé de jonquilles, tout était enchanté... »

Pendant ce temps-là, le corps de Vatel est déplacé en catimini, afin de ne pas gâcher la fête. Il est emmené en carrosse jusqu'à l'église de sa paroisse, à Saint-Léonard, mais le curé refuse d'inhumer un suicidé. C'est finalement le curé de Saint-Firmin qui le fait enterrer, n'oubliant pas d'écrire dans son registre qu'il exécute « l'ordre que lui en ont apporté les officiers du prince de Condé ». Se suicider pour le roi vaut bien une petite dérogation à la règle.



La fête de Vaux-le-Vicomte a-t-elle causée la perte de Fouquet ?

Présentée comme l'une des plus grandes descentes aux enfers de l'histoire de France, la disgrâce du surintendant des Finances du jeune Louis XIV, Nicolas Fouquet, en 1661, marque le début d'un nouveau chapitre dans le long roman national français, qui voit l'affirmation du pouvoir absolutiste du futur Roi-Soleil.

Pour mieux la faire entrer dans une narration romanesque de l'histoire, la chute de Fouquet est souvent résumée comme la punition, par un souverain jaloux de la trop grande richesse de l'un de ses ministres, de l'élan vaniteux de celui qui se voyait déjà le Premier d'entre eux.

Et la célèbre fête donnée par Fouquet en l'honneur du roi dans son magnifique château de Vaux-le-Vicomte, en août 1661, serait ainsi l'élément déclencheur de la vengeance aveugle de Louis XIV, qui au terme d'un procès largement truqué le fera emprisonner jusqu'à sa mort, dix-neuf ans plus tard. Mais la décision de faire arrêter Fouquet est en réalité prise bien avant la fête fatidique, et elle répond d'une manœuvre bien plus complexe qu'une simple querelle d'ego.



Lorsque meurt le cardinal Mazarin, le 9 mars 1661, Louis XIV, tout juste âgé de 22 ans, souhaite prendre en main les décisions de l'État. Aussi, s'il continue de s'entourer de proches collaborateurs, au sein du conseil d'En Haut, il veille à ce qu'aucun d'entre eux ne lui fasse trop d'ombre, et la progression fulgurante de Nicolas Fouquet a de quoi l'inquiéter.

Entré dans le conseil du roi en 1653 sous la protection de Mazarin et d'Anne d'Autriche, l'administrateur des impôts royaux s'enrichit considérablement grâce à sa charge, et il s'impose d'année en année comme l'un des principaux personnages de l'État. Lorsque la charge de Premier ministre devient vacante, l'ambitieux Fouquet (sa devise est « *Quo non ascendet ?* », soit « Jusqu'où ne montera-t-il pas ? ») s' imagine prendre la place de Mazarin.

Or, Colbert, un autre conseiller du roi, ancien obligé de Mazarin dont il n'aura de cesse de couvrir les détournements de l'argent du Trésor, s'oppose farouchement à l'ascension de ce rival, et il laisse entendre que Fouquet s'adonne à une gestion désastreuse des ressources du royaume, au détriment de Sa Majesté.

Aussi, à la mort de Mazarin, Louis supprime le poste de Premier ministre pour barrer la route de Fouquet, et abonde de plus en plus dans le sens de Colbert, qui alimente la suspicion du roi sur les malversations du surintendant des Finances en lui fournissant diverses preuves écrites.

Pire, Fouquet serait sur le point d'organiser un complot contre le roi, en développant ses clientèles

dans le royaume, notamment à l'île d'Yeu et à Belle-Île, qu'il arme et fortifie. Colbert parvient finalement à son but : en mai 1661, Louis XIV prend la décision de faire tomber Fouquet.

Il attend le bon moment pour le destituer, et il a les mains libres lorsque le surintendant revend sa charge de procureur général au profit du roi, une charge qui lui donnait, par le contrôle du Parlement, une sorte d'immunité judiciaire.

Fouquet est dans la ligne de mire depuis quatre mois lorsqu'il donne en août 1661 une grande fête dans le château de Vaux-le-Vicomte en l'honneur de Louis XIV. L'Histoire retient que le faste déployé par Fouquet pour impressionner le roi aurait passablement irrité le souverain, qui aurait dit à sa mère, dans son carrosse sur le chemin du retour : « Ah ! Madame ! Est-ce que nous ne ferons pas rendre gorge à tous ces gens-là ? » C'est en réalité le mot célèbre de Voltaire, disant : « Le 17 août à 6 heures, Fouquet était le roi de France : à 2 heures du matin, il n'était plus rien », qui inscrit dans l'Histoire, et dans les mémoires, la fête de Vaux-le-Vicomte comme l'acte de trop commis par Fouquet. Malgré la théâtralité de la scène, cet épisode est considéré par les historiens, dont Daniel Dessert, comme un « épiphénomène ».

Le 5 septembre 1661, alors qu'il siège dans le château des ducs de Bretagne, à Nantes, où il tient conseil, le roi fait arrêter Fouquet par le sous-lieutenant des mousquetaires d'Artagnan, officiellement pour malversations. Commence alors un procès à charge contre Fouquet, dont tous les proches sont emprisonnés, assignés à résidence, ou condamnés à l'exil.

Une commission extraordinaire est mise en place sur demande de Louis XIV, composée principalement de partisans de Colbert. Les pièces à conviction apportées par l'accusation sont accablantes mais douteuses, et certains prétendent qu'il s'agit de faux préparés pour faire définitivement couler Fouquet, qui ne dispose d'aucun moyen pour se défendre.

On l'accuse de péculat et de lèse-majesté, soit d'avoir détourné l'argent du royaume par l'intermédiaire de montages financiers complexes, mais difficilement prouvables, et d'avoir voulu attenter à la personne du roi en fomentant un complot visant à le renverser.

Le procès dure trois ans, et déchaîne les passions : la grande majorité de la population conspue celui qui est vu comme l'affameur du peuple, mais certains intellectuels, comme La Fontaine, Madame de Sévigné et Corneille prennent la plume pour le défendre. Le 21 décembre 1664, Fouquet est reconnu coupable, mais en raison des graves manquements à la procédure pendant toute l'instruction, treize juges sur les vingt-deux qui délibèrent se montrent cléments et refusent qu'il soit exécuté.

Il est condamné au bannissement, et ses biens sont confisqués. Mais le verdict ne convient pas à Colbert et à Louis XIV, qui n'apprécient guère de le savoir réfugié dans une Cour étrangère, complotant à nouveau contre la France. Le roi utilise alors son droit de grâce pour commuer la peine de son ancien ministre en détention perpétuelle. Fouquet est emprisonné à la forteresse de Pignerol, où il subit des conditions de détention très strictes jusqu'en 1677, lorsqu'on l'autorise à recevoir ses proches.

Il y meurt le 23 mars 1680, sous les yeux de son fils, le comte de Vaux. Si la chute de Fouquet symbolise la modernisation du royaume et l'affirmation de l'absolutisme royal, son principal bénéficiaire est sans aucun doute Colbert, qui récupère ses charges et devient le principal serviteur de Louis XIV, pour qui il développe le commerce, l'industrie, et « assainisse » les finances, jusqu'à sa mort en 1683.

Psychose autour de « l'affaire des Poisons »

L'affaire des Poisons soulève un cas de figure intéressant, concernant une préoccupation essentielle des menteurs de toutes sortes, ceux qui ont fait profession de cette activité pour s'enrichir facilement : est-il possible d'effacer toutes les traces de ses mensonges, de ne pas laisser la vague de ses dissimulations venir réduire à néant tous les efforts consentis jusque-là ? Peut-on se passer de complices, peut-on venir à bout de toutes les preuves écrites, peut-on contrôler le monde qui nous entoure pour que jamais ne soient révélés nos agissements secrets ?



Si l'on pouvait remonter dans le passé, pour poser cette question à la marquise de Brinvilliers, il est certain qu'elle aurait des commentaires passionnants à faire sur la question. Nous sommes sous Louis XIV, en 1672.

La mort d'un officier de cavalerie insignifiant, Godin de Sainte-Croix, pourrait être un incident banal dénué de conséquences, elle va pourtant déclencher une affaire d'État. L'homme n'a pourtant pas été assassiné, il s'est éteint de mort naturelle, mais certaines personnes ont d'impérieuses raisons de s'intéresser à ce qu'il pourrait laisser derrière lui : ses créanciers. Godin de Sainte-Croix est littéralement criblé de dettes, et l'on épluche ses avoirs pour déterminer ce qui peut rapporter quelques deniers.

C'est ainsi qu'un coffret est mis au jour dont le contenu va prendre de court ces curieux : à l'intérieur, ils trouvent une série de flacons et de lettres écrites par la marquise de Brinvilliers, la maîtresse du défunt, ainsi qu'une reconnaissance de dette de 30 000 livres qu'elle lui a signée.

La découverte pourrait être là encore anodine mais le contenu des lettres glace le sang de ses lecteurs : la marquise y avoue avoir empoisonné non seulement son père, dont elle entendait hériter, mais aussi deux de ses frères, qui se mettaient en travers de sa route.

Son outil ? Le poison. Les fioles en sont la preuve. Confiées à un apothicaire, elles livrent leurs secrets et révèlent des traces de substance hautement toxique. La marquise parle dans ses missives d'un mélange de « bave de crapaud » et d'arsenic.

D'autres courriers contenus dans le coffret montrent que le couple a profité du soutien de Pierre-Louis Reich de Pennautier, receveur général du clergé, qui a consenti un prêt de 10 000 livres à la marquise. C'est ici que l'affaire prend une dimension supérieure : Pennautier est un proche de Colbert, ministre du roi. Ce dernier va immédiatement essayer de démêler les tenants de cette affaire. La marquise est appelée devant la justice : elle préfère s'enfuir et trouver refuge outre-Manche, à Londres.

Colbert demande sans attendre son extradition mais la marquise est plus rapide que lui : elle reprend sa course pour la Hollande puis pour Liège où elle se terre dans un couvent. Son valet, lui, est arrêté et condamné à être « rompu vif » : il est considéré comme son complice.

L'affaire est même plus grave, puisque ce valet, dénommé La Chaussée, avait failli obtenir, avec l'appui de Godin de Sainte-Croix et de Pennautier, une charge d'officier du gobelet, c'est-à-dire devenir l'un de ceux qui sont chargés quotidiennement de veiller au service du roi et à la qualité de ses plats. Pour un homme qui a sans doute très souvent manié le poison pour la marquise, l'appétit pour ce poste semble des plus suspects : le roi aurait-il été menacé ?

La psychose commence à s'installer à la Cour. La marquise est finalement capturée dans le couvent où elle se cache, puis interrogée. Elle cherche à nier quelque temps mais finit par jeter l'éponge.

Elle est exécutée en 1676 non sans avoir mis en cause Pennautier avant de mourir. Ce dernier est à son tour incarcéré, et on l'inquiète même pour une autre affaire : la veuve de l'ancien receveur du clergé, Mme Vossier, l'accuse d'avoir fait empoisonner son mari pour récupérer sa charge. Pennautier doit faire jouer toutes ses relations pour en sortir vivant, après treize mois d'emprisonnement. L'ambiance à Paris est délétère à la suite de ces épisodes retentissants.



C'est sans doute pourquoi maître Perrin, un petit avocat de Paris, porte une attention extrême, quelque trois ans plus tard, aux propos de Marie Brosse, diseuse de cartes qui se vante au cours d'un dîner de ses exploits d'empoisonneuse. Perrin connaît l'un des agents de La Reynie, lieutenant général de police de la capitale.

Ce dernier fait incarcérer Marie Brosse qui finit par admettre avoir fourni des poudres et des potions à des femmes de la noblesse désireuses de se débarrasser de leurs maris. Cherchant à sauver sa peau, elle met en cause une autre empoisonneuse, la Montvoisin, que l'on appelle plus simplement « la Voisin ».

La psychose regagne encore en ampleur, personne ne touche plus à son assiette avec sérénité dans tout le royaume. L'affaire est mûre pour prendre une autre ampleur, et servir d'autres desseins, au prix d'une ou deux inventions s'il le faut. La Reynie a en effet le plus grand mal à réunir des preuves qui ne soient pas des racontars de bonnes femmes ou des malveillances pures et simples ; pourtant les révélations des accusées se multiplient et on crée spécialement « la Chambre ardente », un tribunal à même de juger les nouvelles personnes mises en cause.

Entre autres plusieurs comtesses, un maréchal, plusieurs proches de Madame de Montespan, ancienne amante de Louis XIV, auquel elle a donné sept enfants. En coulisses, se joue en réalité une guerre à mort entre Colbert, dont les nouveaux mis en cause sont des proches, et Louvois, ministre de

la Guerre.

Cette affaire représente aussi la chute du crédit de l'ancien ministre clé du roi, contesté par les catholiques.

Si l'on rajoute à celles d'empoisonnements les accusations de messes noires et de meurtres d'enfants qui émaillent les procès qui suivent, on comprend que la justice a certainement été instrumentalisée pour servir ces luttes d'influence. Il n'en reste pas moins que de fortes suspicions existent concernant plusieurs empoisonnements, dont certains auraient pu être commis par Madame de Montespan elle-même, pour se débarrasser de ses rivales entre les bras du roi.

Si cette dernière n'est pas inquiétée directement, plus de quatre cents personnes sont entendues, trente-six condamnées à mort et cinq condamnées aux galères – payant le prix d'intrigues qui les dépassent – avant que le roi ne décide de destiner cette affaire à un « éternel oubli » et de faire brûler la majeure partie des pièces la concernant, rendant difficile aujourd'hui d'évaluer la part de vrai et de faux dans toute cette histoire rocambolesque.



Qui est l'homme au masque de fer ?

Sous cette dénomination bien mystérieuse, se dissimule l'un des secrets d'État les plus marquants de l'histoire de France, qui a donné lieu à de multiples interprétations aussi bien sérieuses que fictionnelles pour essayer de démêler ce qui nous a été caché à travers l'existence de cet homme, condamné à une réclusion solitaire quasiment toute son existence.

Il est vrai que la couronne accorde le soin le plus extrême à ce que cet homme soit maintenu au secret en permanence, comme on peut en juger dans les instructions envoyées par Louvois, ministre de Louis XIV, pour veiller aux conditions de sa détention : « Il est de la dernière importance qu'il soit gardé avec une grande sûreté et qu'il ne puisse donner de ses nouvelles en nulle manière et par lettre à qui que ce soit [...] de faire en sorte que les jours qu'aura le lieu où il sera ne donnent point sur des lieux qui puissent être abordés de personne et qu'il y ait assez de portes, fermées les unes sur les autres, pour que vos sentinelles ne puissent rien entendre. Il faudra que vous portiez vous-même à ce misérable, une fois par jour, de quoi vivre toute la journée et que vous n'écoutez jamais, sous quelque prétexte que ce puisse être, ce qu'il voudra vous dire, le menaçant toujours de le faire mourir s'il vous ouvre jamais la bouche pour vous parler d'autre chose que de ses nécessités. »



Cet homme n'a pas même le droit de parler à son gardien. Ce que l'on sait de lui objectivement est qu'il est mort à la Bastille en 1703, sans que son identité réelle ne soit révélée ; il était alors enfermé depuis 1661, soit trente-quatre ans passés au secret, à porter un masque en permanence dès qu'il apparaissait aux yeux d'autres personnes. Curieusement, son existence est connue dès 1687, date à laquelle certaines feuilles clandestines hostiles à Louis XIV révèlent l'existence de ce prisonnier mystérieux.

Dès lors, les hypothèses les plus folles vont voir le jour autour de cette particularité extraordinaire : pourquoi forcer un prisonnier à porter un masque, qu'est-ce que son visage pourrait révéler qui serait aussi dangereux pour le pouvoir royal ?

Il pourrait être le fils adultère de Louis XIV et de Louise de La Vallière, une de ses courtisanes. Le duc de Beaufort, le cousin germain du roi, qui se révèle extrêmement remuant, complotant contre Richelieu, Mazarin, et participant même à la Fronde contre le roi lui-même.

Ou encore Nicolas Fouquet, qui aurait fait de l'ombre au roi du fait de son immense fortune et des fêtes somptueuses qu'il a organisées. Voltaire lui-même y va de son hypothèse, encore plus audacieuse, en affirmant que le personnage ainsi enfermé n'est autre que le frère jumeau du roi, dont

l'existence a été soigneusement cachée depuis sa naissance.

Au final, aucune de ces affirmations ne pourra être confirmée ou infirmée, du fait de la toute-puissance du roi, qui n'a pas à se justifier devant ses sujets de ses lubies diverses. Au point même que ceux qui essaieront d'exposer cette omission impérieuse par la suite, de dévoiler qui était ce personnage mystérieux condamné à porter un masque toute sa vie, se retrouveront confrontés à un mur infranchissable : aucune trace dans les archives royales, pas même pour les descendants de Louis XIV.

Il semble que Louis XV ait eu vent de l'identité de l'homme mais que Louis XVI n'en ait pas eu la moindre idée. D'autres hypothèses ont encore vu le jour jusqu'à aujourd'hui, sans que jamais il n'ait été possible de dire quelle version aurait pu être la bonne.



Corneille a-t-il écrit les pièces de théâtre de Molière ?

La polémique visant les œuvres de Molière fait l'effet d'une bombe lorsqu'elle explose en 1919, à l'initiative de Pierre Louÿs, qui s'inspire en cela de publications contemporaines dans les pays anglo-saxons concernant la paternité des œuvres de Shakespeare.



L'une des figures les plus éblouissantes de la littérature française, producteur de tant de pièces dans le courant de sa vie, ne serait-il qu'un imposteur, le faux nez d'un auteur peu désireux d'assumer publiquement le rôle d'auteur de comédies légères ? Si les deux auteurs sont contemporains et que rien ne s'oppose à ce tour de passe-passe finalement courant dans le milieu littéraire, cette hypothèse ferait de Corneille un créateur plus que prolifique.

Cette thèse, qui n'a aucun écho durant les siècles passés, va agiter les spécialistes à plusieurs reprises durant le ^{xx}e siècle, différentes études essayant de prouver une fois pour toutes la prédominance de l'une ou l'autre hypothèse.

La thèse de Pierre Louÿs s'appuie sur une ressemblance qu'il trouve alors frappante entre les deux versions d'*Amphitryon* que les auteurs du ^{xvii}e siècle ont produites. Le poète souligne également les éléments de mystère qui entourent la personne de Molière : n'est-il pas vrai que l'auteur n'a laissé derrière lui aucun élément manuscrit, ni notes ni brouillons ?

N'est-il pas également avéré que Molière se contente d'être un comédien et un écrivain médiocre jusqu'à l'âge avancé de 40 ans, avant de se découvrir des talents de dramaturge du jour au lendemain, pour devenir ensuite un auteur prolifique ?

Il existe d'autres coïncidences troublantes : ainsi Molière se rend à Rouen, où vit Corneille, en 1658. L'année suivante, il écrit son premier succès, *Les Précieuses ridicules*, ce qui tend à accréditer la thèse de ceux qui le voient en imposteur prêtant son nom à un auteur doté d'autrement plus de talent.

La tendance de Corneille à écrire sur commande, souvent par manque d'argent, est également connue et avérée, donnant un peu plus de poids à cette théorie. Celle-ci reste cependant très longtemps difficile à défendre comme à infirmer, puisque les éléments historiques se réduisent à ce faisceau de conjonctions ; les spécialistes des deux auteurs s'accordent à dire que cette hypothèse n'est pas suffisamment probante pour être étayée correctement.

Certains spécialistes comme Georges Forestier, enseignant à la Sorbonne, vont même essayer de la démonter point par point : ainsi l'argument des manuscrits inexistants ne tient pas selon lui, puisque

c'est également le cas en grande partie pour Corneille, et qu'il n'était pas coutume de les conserver à l'époque.



Quant à l'âge de Molière au moment de ses premiers succès, il rappelle que l'auteur avait commencé d'écrire bien plus tôt – sans se contenter de sa carrière de comédien – et que La Fontaine, son contemporain, n'avait pas connu le succès plus jeune avec ses écrits ; les exemples ne sont d'ailleurs pas rares en la matière.

Le tournant des années 2000 voit la polémique rebondir sur un autre terrain, celui des analyses statistiques. L'évolution aussi bien des modèles que des outils à la disposition des chercheurs pour comparer des textes entre eux permet en effet à plusieurs équipes de produire des rapprochements lexicaux entre les deux auteurs.

Les résultats de ces études semblent indiquer que certaines pièces de Molière au moins auraient pu être écrites par Corneille, du fait de la proximité du vocabulaire employé entre les deux auteurs, et de l'usage par Molière de mots de vocabulaire d'origine normande – que l'on s'attendrait bien plus à trouver dans les vers de Corneille, originaire de Rouen.

Le débat prend alors la forme d'une dispute entre experts mathématiciens se renvoyant dos à dos, les critiques arguant que la méthode statistique ne permet en rien de conclure à quoi que ce soit en la matière, ses résultats étant trop sujets à des interprétations multiples – nonobstant le fait que la forme utilisée par les deux hommes, la comédie en rimes, amène nécessairement les textes à se ressembler du fait des contraintes techniques qu'elle impose. Quoi qu'il en soit, et s'il reste difficile de juger définitivement de la paternité de textes écrits il y a si longtemps, il est un fait indéniable, que cette polémique a pu faire remonter à la surface, c'est la tendance de Molière à s'inspirer avec beaucoup de liberté de ses contemporains.

Le génie créatif de l'auteur vaut beaucoup par la capacité qu'il a eue à absorber et faire siens des textes et des pratiques de l'époque ; si personne ne doutait de la paternité des œuvres de Molière à son époque, nombreux furent ceux qui firent remarquer la proximité de certains de ses textes avec des œuvres antérieures, qu'elles aient été issues de la tradition théâtrale italienne ou française. Ainsi Antoine Baudeau de Somaize peut dire en 1660 :

« Il est certain qu'il est singe en tout ce qu'il fait, et que non seulement il a copié les *Précieuses* de Monsieur l'abbé de Pure, jouées par les Italiens ; mais encore qu'il a imité par une singerie, dont il est seul capable, le *Médecin volant* et plusieurs autres pièces des mêmes Italiens, qu'il n'imité pas seulement en ce qu'ils ont joué sur leur théâtre ; mais encore en leurs postures, contrefaisant sans cesse sur le sien et Trivelin et Scaramouche ; mais qu'attendre d'un homme qui tire toute sa gloire des *Mémoires* de Guillot Gorju, qu'il a acheté de la veuve, et dont il adopte tous les ouvrages ? »

Molière n'est pas mort sur scène

La légende veut que Molière, auteur et comédien prolifique, ait sacrifié sa vie à son art, tant et si bien qu'il serait mort sur scène, au théâtre du Palais-Cardinal, durant la quatrième représentation du *Malade imaginaire*, le 17 février 1673.

Quelle ironie que de mourir en interprétant le rôle d'un hypocondriaque qui s' imagine perclus de maux divers !

En réalité, Molière sort de scène bien vivant, mais le récit de ce qui s'est réellement passé ce jour-là varie selon les différentes versions qui en ont été faites ; ceci s'explique pour une raison simple : du fait de son statut de comédien, et parce qu'il a refusé de renoncer à cette profession (en signant un papier l'y engageant), Molière a été excommunié.

Ce qui signifie qu'il ne peut être enterré en terre chrétienne. À moins qu'on fabrique de toutes pièces un dernier acte de contrition, une volonté manifeste de revenir à Dieu. Aussi sa veuve Armande en rajoute en ce sens, changeant carrément la date de sa mort pour le lendemain, le 18, et affirmant : « Vendredi, 17 du présent mois de février, sur les 9 heures du soir, ledit feu sieur Molière s'étant trouvé mal de la maladie dont il décéda environ une heure après, il voulut témoigner des marques de repentir de ses fautes et mourir en bon chrétien. »



Des prêtres sont envoyés chercher mais aucun ne se présente à temps. Si la sépulture chrétienne lui est refusée, ce n'est donc pas faute d'avoir désiré se repentir, et des personnes pieuses sont même appelées à témoigner pour confirmer cette version, étant (soi-disant) présentes au domicile de l'auteur au moment de sa mort. Mais l'affirmation de cette volonté semble sujette à caution : au moment de mourir, Molière se sait souffrant depuis déjà longtemps. Il souffre d'un mal de poitrine qui ne lui laisse que peu de répit, sans doute d'origine tuberculeuse.

Le matin du 17, il sent une douleur bien plus vive que d'habitude. Toute la journée, il est quasiment réduit à l'impuissance par cet accès de mal, et sa femme Armande lui enjoint de ne pas assurer la représentation du soir, mais Molière refuse. La Grange, un de ses acteurs favoris, raconte ainsi la suite : « Vendredi 17, part 39 livres. Ce même jour après la comédie, sur les 10 heures du soir, M. de Molière mourut dans sa maison rue de Richelieu, ayant joué le rôle du Malade imaginaire, fort incommodé d'un rhume et fluxion sur la poitrine qui lui causait une grande toux, de sorte que, dans les grands efforts qu'il fit pour cracher, il se rompit une veine dans le corps et ne vécut pas demi-heure ou trois quarts d'heure depuis ladite veine rompue, et est enterré à la paroisse Saint-Joseph, aide de la paroisse Saint-Eustache. Il y a une tombe élevée d'un pied de terre. »

Mais la version officielle, soutenue par son épouse pour obtenir sa sépulture, finit par prévaloir une fois que l'Église accepte de distordre ses règles face à la volonté affichée par le mourant de revenir à Dieu.

Aussi dans la notice biographique qui est consacrée à l'auteur en annexe de l'édition de ses œuvres de 1682, La Grange, aidé de Vivot, revoit sa version des faits pour y ajouter ce détail important : « Il fut si fort travaillé de sa fluxion qu'il eut de la peine à jouer son rôle. Il ne l'acheva qu'en souffrant beaucoup, et le public connut aisément qu'il n'était rien moins que ce qu'il avait voulu jouer [...]. La comédie étant faite, il se retira promptement chez lui, et à peine eut-il le temps de se mettre au lit que la toux continuelle dont il était tourmenté redoubla de violence. Les efforts qu'il fit furent si grands qu'une veine se rompit dans ses poumons. Aussitôt qu'il se sentit dans cet état, il tourna ses pensées du côté du Ciel ; un moment après, il perdit la parole, et fut suffoqué en demi-heure par l'abondance du sang qu'il perdit par la bouche. ».

Ce n'est qu'ensuite, à la faveur de l'immense notoriété de ses pièces, qui ne se dément pas, que la légende naît et perdure de son héroïsme professionnel poussé jusqu'à l'extrême.



L'enfant noire de Louis XIV

Autres mœurs, autres temps : s'il est une réalité de l'époque monarchique en France qui a fini par s'imposer comme la norme et ne plus soulever aucune forme d'indignation, ce sont bien les relations adultérines des souverains, de leurs femmes et de leurs concubines. Les intrigues sentimentales entrecroisant les trajectoires des grands du royaume sont nombreuses, banalisées, même si elles ne sont pas dénuées par moments d'accès de jalousie, de coups bas et de manœuvres venimeuses, certaines carrières et ascensions sociales se faisant et se défaisant à la grâce de ces relations plus ou moins sérieuses.

Cela n'empêche pas les questions de préséance et de gradation de se faire sentir : si le roi peut à peu près tout se permettre, il n'en est pas de même de ses maîtresses ou de la reine, ou bien leur faut-il alors faire preuve d'énormément de discrétion, pour ne pas déclencher la colère du souverain.



La reine Marie-Thérèse d'Autriche, épouse de Louis XIV, connaît ces règles tacites par cœur. Elle devrait être rompue à l'exercice de la Cour mais sa maîtrise vacillante du français et son peu d'aisance naturelle dans ce milieu-là forcent à porter une attention de tous les instants à son rang et à son comportement, pour ne pas être totalement délaissée par le roi, qui lui préfère ses maîtresses.

Aussi doit-elle sentir son sang se glacer au moment où elle donne naissance à son troisième enfant, une prématurée de 8 mois et que la nouvelle née se trouve être... noire de peau. Le scandale menace immédiatement et la reine doit trouver une explication avec l'aide de ses proches et des médecins qui veulent éviter qu'elle devienne la risée du peuple français – ou qu'elle subisse la colère du roi.

On argue rapidement de la difficulté de l'accouchement, effectivement très long, qui a pu cyanoser la peau du bébé ; on suppose que la grande consommation que fait la reine de chocolat a pu foncer le teint de son enfant à naître ; un des médecins n'hésite pas même à affirmer que la proximité du nain Nabo, page de la Cour au teint mulâtre, aurait pu suffire à foncer sa carnation.



Si la première explication proposée pourrait s'avérer vraisemblable dans les termes de la médecine moderne, les deux autres n'ont pas cette chance, pas même d'emporter l'adhésion du public de l'époque, puisque le roi aurait répondu au chirurgien qui lui parlait de la contamination exercée par le simple regard du nain : « Un regard, hum ! Il était donc bien pénétrant ! »

La priorité est alors donnée à l'étouffement de ce scandale, qui ne doit pas être ébruité au-delà des portes du palais. Pour ce faire, il faut en faire disparaître les moindres traces : le nain Nabo, improbable amant de la reine, s'évapore purement et simplement.

Qu'on s'en soit brutalement débarrassé ou qu'on l'ait embastillé, pour le condamner à l'oubli. L'enfant, quant à elle, meurt opportunément un mois après l'accouchement, en décembre 1664, et est inhumée à la basilique de Saint-Denis après avoir été exposée au Val-de-Grâce. Ainsi s'éteignent les frémissements de cette affaire. Les historiens aujourd'hui ne sont d'accord ni sur la véracité de cet épisode ni sur ses suites éventuelles.

Si les sources à la Cour qui l'évoquent sont diverses – ainsi de Madame de Montpensier ou de Madame de Montespan – elles ne viennent pas de témoins directs des événements et sont relativement tardives par rapport aux faits. Selon certains, la reine n'aurait jamais accouché d'un enfant noir ; ce dernier aurait en fait été l'enfant du roi, né quelque dix ans plus tard.

Selon d'autres, le nourrisson n'aurait pas rendu l'âme un mois après l'accouchement mais aurait été discrètement éloigné du Palais-Royal, et envoyé dans un couvent de bénédictines à Moret, celui de Notre-Dame-des-Anges.

Ce que l'on sait avec certitude, c'est que trente ans plus tard, en 1695, une nonne noire prononce ses vœux dans ce même couvent. On sait également que cette nonne perçoit une rente annuelle indirecte du roi, qu'elle reçoit par l'intermédiaire de Madame de Maintenon, qui lui rend fréquemment visite.

Elle aurait même une sœur, elle aussi religieuse et elle aussi protégée par le roi. Il semble curieux que le roi ait désiré soutenir discrètement le fruit des amours interdites entre sa femme et un nain de la Cour – l'hypothèse la plus vraisemblable est que c'est le roi lui-même qui aurait eu un enfant mulâtre, fruit d'une liaison inavouable avec une Noire, et qu'il aurait pris à cœur de remplir malgré tout ses obligations le concernant.

Le récit concernant la reine pourrait alors s'avérer une légende de la Cour, ou même une histoire conçue pour rendre la réalité des faits illisible en tissant une trame confuse dans l'esprit du public.

Louis XIV aurait pu avoir une liaison avec une des servantes du Palais-Royal, ou une comédienne noire intégrée à une troupe de théâtre.

Une certaine quantité de documents concernant la nonne noire du couvent de Moret a été détruite pour raison d'État en 1780. Il semblerait que la famille royale n'ait eu aucune envie de reconnaître cette parenté pour elle gênante, même deux générations plus tard.



Parmentier n'a pas « importé » la pomme de terre

Si l'on associe encore de nos jours le nom d'Antoine-Augustin Parmentier à celui de notre pomme de terre, celui-ci n'est pas le « découvreur » ou l'« importateur » de ce tubercule en France. La pomme de terre effectue un long chemin depuis ses terres natales d'Amérique jusqu'aux assiettes des Français. Son histoire a commencé il y a environ 8 000 ans sur les hauts plateaux de la Cordillère des Andes, où elle poussait à l'état sauvage.

Les Incas, qui l'appelaient *papa*, l'ont cultivée dès le XIII^e siècle et, en 1534, les conquistadors espagnols rapportent le tubercule d'Amérique et l'introduisent en Espagne sous le nom de *patata*. Il se diffuse ensuite timidement vers l'Italie, où on le nomme *taratouffi* ou petite truffe, puis trouve refuge en Europe centrale ainsi qu'en Europe du Nord.

À la fin du XVII^e siècle, les Anglais la rapportent de Colombie, où ils affrontent les forces espagnoles, et sa culture permet d'amoindrir les famines, particulièrement éprouvantes pendant la guerre de Trente Ans.

En France, la première importation de la pomme de terre serait le fait du moine franciscain ardéchois Pierre Somas, qui la ramène de Tolède et la cultive dans ses jardins de Saint-Alban-d'Ay. Mais le vrai « propagateur de la pomme de terre » est Charles de L'Écluse, dit Clusius, qui ramène d'un voyage à Vienne deux tubercules et un fruit de pomme de terre provenant des Pays-Bas.



Il lui donne le nom de *Papas peruanorum*, en fait une première description en 1588, et la cultive, ce qui lui permet d'obtenir des graines qu'il envoie à d'autres botanistes un peu partout en Europe, notamment en Allemagne, en Italie et en Autriche. L'un d'eux, Gaspard Bauhin, qui fonde le jardin botanique de Bâle en 1589, la cultive également et la décrit en 1596. Son frère, Jean Bauhin, médecin personnel du duc de Wurtemberg, lui fait traverser la frontière, en la plantant dans les Grands-Jardins de Montbéliard.

Elle poursuivra sa route dans le reste de la Franche-Comté, ainsi qu'en Bourgogne et dans le Dauphiné.

En 1600, dans son *Théâtre d'agriculture et ménage des champs*, Olivier de Serres déclare que ce qu'il appelle *cartoufle* serait directement arrivé dans le Dauphiné depuis la Suisse. Il lui confère des vertus gustatives proches de la truffe : « Quant au goût, écrit-il, le cuisinier les appaillie de telle sorte, que peu de diversité y reconnaît-on de l'un à l'autre. » Mais si elle s'implante assez

rapidement dans la plupart des pays d'Europe, le public français est loin d'être convaincu. À la Renaissance, on qualifie d'impure cette « plante du diable ».

En effet, elle pousse sous la terre, ce qui est très mal connoté à l'époque. Ainsi, son ingestion serait une punition divine ; selon certains, elle véhiculerait la lèpre, favoriserait les ulcères et les maladies des yeux. La liste des croyances liées à la pomme de terre est encore longue : on dit qu'elle appauvrit les sols, qu'elle est parfaitement indigeste et qu'elle permet de tuer les rats aussi bien que l'arsenic. En Allemagne, le philosophe Goethe lui-même la juge impropre à la consommation.

Il faut attendre le XVIII^e siècle pour que le tubercule soit réhabilité. À cette époque, de terribles famines accablent le peuple français, et pour suppléer à la disette, le magistrat Louis-René de Caradeuc de La Chalotais et Jean-François de la Marche, surnommé « l'évêque des patates », développent en 1757 sa culture en Bretagne. Ils sont ensuite imités en Normandie par l'agronome rouennais Jean-François Mustel, qui encourage les paysans à la cultiver, jusque dans la baie du Mont-Saint-Michel. En 1762, de l'autre côté de l'Atlantique, en Nouvelle-France, l'agronome Henri-Louis Duhamel du Monceau est le premier à l'appeler « pomme de terre ».



À la fin des années 1760, les épisodes de disette sont si importants que l'Académie de Besançon et de Franche-Comté lance un appel à contribution dont le sujet est : « Indiquez les végétaux qui pourraient suppléer en cas de disette à ceux que l'on emploie communément à la nourriture des hommes et quelle en devrait être la préparation. »

Parmi plusieurs mémoires prônant l'utilisation de la pomme de terre comme alternative aux céréales, c'est celui d'Antoine-Augustin Parmentier qui est couronné. Pharmacien militaire, il est fait prisonnier en Allemagne pendant la guerre de Sept Ans, et c'est là qu'il découvre les vertus gustatives de la pomme de terre, ainsi que son mode de culture à Hanovre.

Il tient à montrer que sa consommation n'est pas dangereuse, écrivant ainsi : « Nos soldats ont considérablement mangé de pommes de terre dans la dernière guerre : ils en ont même fait excès, sans avoir été incommodés ; elles ont été ma seule ressource pendant plus de quinze jours et je n'en fus ni fatigué, ni indisposé. »

Pourtant, même si la Faculté de médecine de Paris déclare qu'elle est sans danger pour la santé en 1772, et qu'elle reçoit le soutien de Voltaire, (qui écrit en 1775 qu'on peut en faire « du pain très savoureux »), le peuple français ne semble toujours pas intéressé.

C'est alors que Parmentier, promoteur dans l'âme, a une idée de génie : en 1785, il demande à Louis XVI l'autorisation de planter des pommes de terre dans les plaines des Sablons et de Grenelle, non loin de Paris.

Durant la journée, les champs sont gardés par des hommes armés, afin de montrer à la population

qu'ils renferment une denrée précieuse, réservée à la noblesse, mais la nuit, ils sont volontairement laissés sans surveillance.

C'est ainsi que les paysans des alentours commencent à voler des tubercules, à les consommer, et à les replanter... Louis XVI le félicite en ces termes : « La France vous remerciera un jour d'avoir inventé le pain des pauvres. » Les Français, restés méfiants dans un premier temps, utilisent principalement la pomme de terre pour nourrir leur bétail. Le roi demande alors à s'en faire servir afin d'en encourager la consommation humaine.

Toutefois les Français ne savent pas encore comment la cuisiner et restent réticents à l'utiliser. Pour remédier à cela, en 1789, année de la Révolution, Parmentier publie un *Traité sur la culture et les usages des pommes de terre, de la patate, et du topinambour*.

Il y livre de nombreux conseils sur la culture, la conservation et la préparation des tubercules, proposant des recettes telles que le pain de pomme de terre, les patates bouillies au beurre ou cuites sous les cendres, ainsi que son célèbre hachis. Dès lors, aidée par la Révolution et les guerres napoléoniennes, qui vont considérablement affamer la France, la pomme de terre va s'imposer comme le nouvel aliment-phare des Français.



La légende trop noire de Robespierre

Robespierre passe encore aujourd'hui pour un illuminé redoutable, représentant les dangers de la politique lorsqu'elle est menée avec intransigeance, pour le bien de principes et de causes que l'on met au-dessus de la vie humaine.

Si le bilan de son gouvernement compte un nombre élevé de vies humaines sacrifiées, il ne faut pas oublier qu'il prend le pouvoir en situation de guerre civile, alors que les royalistes essayent de reprendre la France, et que l'Empire de Napoléon, qui suivra quelques années plus tard, fera bien plus de morts que la Terreur de sinistre réputation. Il est important de revenir sur le parcours du révolutionnaire pour comprendre également en quoi il a été le jouet des circonstances qu'il a dû affronter dans l'exercice de ses fonctions à la tête de l'État.

Depuis le 9 juillet 1789 (soit cinq jours avant la prise de la Bastille), l'Assemblée constituante, composée de représentants du clergé, de la noblesse et du tiers-état (ces derniers étant les plus nombreux), œuvre à mettre en place une constitution pour la France. C'est elle, au vu du déclin du pouvoir royal qui va suivre, qui exerce de fait le pouvoir dans le pays.

C'est elle qui procède notamment à l'abolition des privilèges de la noblesse et du clergé le 4 août 1789, prône l'égalité devant la loi et devant l'impôt, et est à l'origine de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Participe notamment à la rédaction de cette déclaration un jeune député du tiers-état, Maximilien de Robespierre, qui se bat pour la mise en place effective des conditions d'une égalité entre les hommes : il demande notamment l'abolition de l'esclavage, de la peine de mort, le droit de vote pour tous, y compris les hommes de couleur et les Juifs, et le suffrage universel.



Parmi les députés pour la plupart issus de la bourgeoisie aisée, il fait figure d'original, déjà par ses origines (orphelin, il a suivi de brillantes études de droit), et ensuite par ses positions. La majorité des députés cherche en effet avant tout à garantir leurs droits, à la fois contre l'aristocratie et le roi, dont le règne se termine, et contre le peuple, qui, soulevé, constitue encore une menace.

L'égalité préconisée par eux est par exemple différentielle selon que les gens payent des impôts ou n'en payent pas – ceux-là sont ainsi considérés « à la charge » de la société. Les premiers seront bien sûr plus égaux que les seconds.

La liberté qu'ils professent est avant tout la liberté d'entreprendre, et de posséder ; beaucoup profitent des circonstances pour faire des affaires. Lors de la confiscation des biens de l'Église et de l'aristocratie par l'État, par exemple, ils ont racheté à bas prix ces possessions pour en bénéficier eux-mêmes. Saint-Just, jeune illuminé qui suit aveuglément Robespierre, proposera que ces biens

soient plutôt distribués aux indigents – la réaction des autres députés ne sera pas très amène.

Robespierre se démarque donc par sa probité et son intransigeance ; on l'appelle bientôt « l'incorruptible ». Mais il se fait aussi remarquer par la formidable activité qu'il déploie à la tribune, défendant infatigablement ses causes, jusqu'à gagner une certaine frange de l'Assemblée. Robespierre s'oppose également aux guerres que veulent mener les Girondins, ses ennemis à l'Assemblée (appelés ainsi parce qu'ils appartiennent pour la plupart à la bourgeoisie bordelaise), pour éloigner une partie des possibles agitateurs et de la jeunesse hors de la capitale, et pour regarnir les coffres du pays.



Il confronte ces députés à leurs contradictions, tout comme il le fait concernant le fossé qui existe entre la Déclaration des droits et son application. Derrière cela, il y a un autre conflit, plus profond, et qui va continuellement opposer Robespierre et ses Montagnards (appelés ainsi en raison de leur position sur les bancs élevés de l'Assemblée), c'est l'imposition du « maximum » par le gouvernement, c'est-à-dire le fait d'imposer un prix limite pour le grain, afin que les Français, même les plus pauvres, puissent continuer à se nourrir quelle que soit la situation financière du pays.

Les Girondins sont farouchement opposés à cette mesure, qu'ils jugent susceptible d'entamer les marges des commerçants – dont ils font partie. La guerre est finalement votée, et commencée.

Elle tourne rapidement au désastre pour la France. Mais au lieu d'avancer sur Paris, l'ennemi autrichien menace des pires représailles en cas d'atteinte aux personnes royales. Cette déclaration a l'effet contraire à celui prévu.

Les Parisiens redescendent dans la rue et destituent le roi – c'est l'insurrection du 10 août 1792. Une nouvelle structure est créée, la Convention, élue au suffrage universel masculin, pour écrire une nouvelle constitution. Robespierre triomphe.

Les Girondins, effrayés par les débordements populaires, lui ont concédé le suffrage universel. Les Girondins et les Montagnards sont à peu près de force égale dans cette nouvelle structure, et se vouent une haine farouche. Chacun y va de son appel au peuple, les Girondins pour soulever la province contre Paris et dompter la capitale populaire, les Montagnards pour les en empêcher.

Dans une situation de quasi-guerre civile, le peuple demande l'éviction d'une trentaine de députés girondins, le 31 mai 1793.

Après cela, Robespierre gagne énormément d'influence au sein de la Convention. Il est notamment membre du Comité de salut public, créé le 6 avril 1793, qui assume plus ou moins officiellement le pouvoir exécutif pendant l'année qui suit – ce comité est renouvelé mois par mois.

Mais il se trouve confronté à deux difficultés : sa santé fragile, un début de tuberculose l'empêchant souvent de tenir son rôle ou d'apparaître en public ; et les agissements de Danton, autre Montagnard, adulé par le public mais opportuniste et ambitieux, qui laisse volontiers la première

place à Robespierre pour mieux essayer de le saborder. Danton quitte en effet le Comité de salut public et adresse ses reproches de l'extérieur : le comité ne travaillerait pas assez, serait trop mou, ou ne ferait pas tomber assez de têtes.

Mais ces manœuvres servent en fait Robespierre qui bénéficie de la Terreur – nom que va prendre toute la période – que Danton veut provoquer auprès des députés, qui acceptent enfin de voter le maximum.

Danton essaye ensuite, par l'intermédiaire de ses fidèles, de faire porter sur Robespierre la responsabilité du mouvement de déchristianisation de la France, pour faire croire que le tribun essaye d'interdire la liberté de culte. Cette manœuvre échoue elle aussi – le peuple n'y croit pas. Changeant alors de tactique, il demande que l'on se montre plus clément envers les prisonniers – alors qu'il voulait leurs têtes quelques mois auparavant.



Il demande même leur élargissement. Mais les prisonniers sont plus de 200 000. Même si beaucoup sont sans doute enfermés à tort, nombre d'entre eux représentent des ennemis potentiels de la Révolution ; Robespierre est une nouvelle fois placé devant une situation difficile. S'il accepte de les libérer, il prend un gros risque, sinon, il passe pour un monstre impitoyable.

Le 30 mars 1794, il se décide à faire arrêter Danton et ses fidèles. Ceux-ci sont condamnés et exécutés. Robespierre est de plus en plus épuisé par la maladie, et isolé, en dehors de ses fidèles comme son frère Augustin ou Saint-Just.

Plusieurs tentatives d'assassinat contre lui ont lieu, certaines sans doute diligentées par ses collègues des comités (il existe un comité pour chaque grand domaine, comme la justice, etc.). Ses ennemis arrivent à tourner ces échecs à leur avantage : ils décident d'exagérer la sévérité des jugements touchant aux coupables, voire à faire exécuter des gens dont la culpabilité fait doute.

Ils arguent de l'importance de Robespierre pour justifier de cette attitude, et le font passer ainsi pour le principal responsable de la Terreur. Plusieurs milliers de personnes sont exécutées tous les mois à Paris avec la guillotine.

Les conflits sont de plus en plus violents dans les comités, mais Robespierre fait l'erreur de traiter par le mépris les manœuvres sournoises de ses ennemis – d'autant qu'on l'accuse d'être un dictateur, ce qu'il s'ingénie à réfuter par son comportement. La Convention est alors manœuvrée de l'intérieur par les survivants des Girondins et des Dantonistes, et le 9 Thermidor an II de la nouvelle république (27 juillet 1794), on empêche Robespierre de s'exprimer à la tribune, ainsi que Saint-Just, qui voulait prendre sa défense.

Arrêté, il peut encore se faire libérer par ses soutiens chez les sans-culottes, les classes les plus

pauvres et les plus déterminées de la population parisienne, mais il s'y refuse. Le soir même, des soldats se présentent à l'Hôtel de Ville où il est détenu avec ses camarades qui ont choisi de le soutenir.

Ils sont tous violemment battus et torturés et Robespierre prend une balle dans la mâchoire. C'est avec cette mâchoire difforme et fracturée qu'il sera guillotiné le lendemain, mettant ainsi fin au rêve de l'égalité pour tous, et laissant une image noire qui a sans doute été fortement exagérée – il a pourtant sacrifié sa vie au bien de la nation, renonçant pour cela à toutes les joies terrestres.



Joseph Bara, le faux martyr de la République

Cet exemple historique tiré des premiers temps de la Révolution est à même de prouver une nouvelle fois l'usage que l'on peut faire en politique d'une vérité « aménagée », voire créée de toutes pièces à partir d'une anecdote réelle. Tout commence par le tournant tragique que prend le destin d'un jeune garçon, Joseph Bara. Âgé de 12 ans, il décide de suivre un régiment qui passe en 1792 près du domicile de sa famille à Palaiseau : en effet, son père garde-chasse est décédé et sa mère ne possède pas de quoi nourrir ses quatre enfants.

Le choix est donc vite fait pour Joseph, qui s'intègre rapidement à ce régiment, toléré par les officiers pour les menus services qu'il rend. On lui accorde le droit de partager le repas des hommes mais il ne touchera jamais de solde.

Il n'en aura pas le temps : un jour qu'il est laissé seul à garder deux chevaux alors que la troupe se retrouve en plein territoire vendéen, il est soudain pris à partie par une bande de Chouans qui lui ordonnent de leur remettre les chevaux. Il refuse. Les Chouans insistent mais le jeune homme tient bon : mal lui en prend. Il finit par être abattu par ses agresseurs, qui s'enfuient avec les chevaux.

Le général Desmares, chef du régiment qui accueillait le jeune Bara, écrit alors à la Convention : « J'implore ta justice, citoyen ministre, et celle de la Convention pour la famille de Joseph Bara. Trop jeune pour entrer dans les troupes de la République, mais brûlant de la servir, cet enfant m'a accompagné depuis l'année dernière. [...] Ce généreux enfant, entouré, hier, par des brigands, a mieux aimé périr que de se rendre et leur livrer les deux chevaux qu'il conduisait. Aussi vertueux que courageux, se bornant à sa nourriture et à son habillement, il faisait passer à sa mère tout ce qu'il pouvait se procurer. Il l'a laissée avec plusieurs filles et son jeune frère infirme sans aucune espèce de secours. Je supplie la Convention de ne pas laisser cette vertueuse mère dans l'horreur de l'indigence. »



La Convention obtempère immédiatement, ses membres touchés par le sacrifice de ce jeune homme. Mais de cette histoire, il n'a été tiré aucun parti, alors qu'elle pourrait servir la cause de la République.

C'est ce qu'a parfaitement compris Robespierre qui, dans un discours qu'il prononce peu après, va faire de Joseph Bara un symbole de l'union nationale face à la barbarie des tenants de l'Ancien Régime, prêts à tuer un enfant pour s'assurer de deux chevaux.

Ses mots dénotent un art consommé de la politique et une formidable capacité à détourner les faits pour leur faire dire ce que l'on souhaite que le public entende : « Parmi les belles actions qui se sont passées dans la Vendée et qui ont honoré la guerre de la liberté contre la tyrannie, la nation entière

doit distinguer celle d'un jeune homme dont la mère a déjà occupé la Convention. Je veux parler de Bara : ce jeune homme âgé de 13 ans fait des prodiges de valeur dans la Vendée. Entouré de brigands qui, d'un côté, lui présentèrent la mort, et de l'autre, lui demandaient de crier : "Vive le Roi !", il est mort en criant : "Vive la République !". Ce jeune enfant nourrissait sa mère de sa paye. Il partageait ses soins entre l'amour filial et l'amour de la Patrie. Il n'est pas possible de choisir un plus bel exemple, un plus parfait modèle pour exciter dans les jeunes cœurs l'amour de la gloire, de la Patrie et de la vertu, et pour préparer les prodiges qu'opérera la génération naissante. En décernant les honneurs au jeune Bara, vous les décernerez à toutes les vertus de l'héroïsme, au courage, à l'amour filial, à l'amour de la Patrie. Les Français seuls ont des héros de 13 ans. C'est la liberté qui produit des hommes d'un si grand caractère. Vous devez présenter ce modèle de magnanimité, de morale à tous les Français et à tous les peuples ; aux Français, afin qu'ils ambitionnent d'acquérir de semblables vertus et qu'ils attachent un grand prix au titre de citoyen français, aux autres peuples, afin qu'ils désespèrent de soumettre un peuple qui compte des héros dans un âge si tendre... Je demande que les honneurs du Panthéon soient décernés à Bara, que cette fête soit promptement célébrée, et avec une pompe analogue à son objet et digne du héros à qui nous la destinons. »[7].

Robespierre n'hésite donc pas à demander la plus haute distinction dont on puisse créditer quelqu'un à titre posthume, mais surtout, il le fait pour des raisons totalement fallacieuses : le jeune Joseph ne nourrissait pas sa mère de sa paye, puisqu'il n'en touchait pas et surtout le fameux « Vive la République ! » qu'il est censé avoir entonné comme gage de sa fougue révolutionnaire et de son soutien au nouveau régime est sorti tout droit de l'imagination de Robespierre.

Le mensonge semble ici anodin, puisqu'il permet de magnifier le souvenir du disparu, mais la charge symbolique de cette affirmation de bravoure est inestimable. Le jeune Bara se retrouve en quelque sorte dépouillé de la réalité de sa mort pour servir une cause plus grande, celle de la République. Pour couronner le tout, le corps de Bara a bien été accueilli au Panthéon, mais à peine plus d'un an, puisque le 20 pluviôse an III (le 8 février 1795), il en sera chassé en même temps que Marat et Viala, à la faveur d'un changement d'orientation politique. Ainsi naissent et périssent les symboles bâtis sur du vent.



Valmy : du « miracle » à la corruption

Nom incontournable de la période révolutionnaire, lieu de la première victoire de l'armée française contre les troupes coalisées de l'Autriche et de la Prusse le 20 septembre 1792, célébrée le lendemain par la proclamation de la Première République, la bataille de Valmy n'est pourtant pas le « miracle » que les historiens de la Révolution ont longtemps évoqué.

Elle est en réalité plus une « affaire » qu'une bataille, résultat de négociations secrètes entre dirigeants français et prussiens, sur fond de trahison et de corruption.

Lorsque le roi Louis XVI fuit en juin 1791, les révolutionnaires comprennent qu'une coalition de puissances étrangères œuvre pour renverser le nouveau régime, chose officiellement confirmée le 27 août 1791, avec la déclaration de Pillnitz, signée par l'Autriche et la Prusse.

Le 20 avril 1792, l'Assemblée nationale déclare la guerre à l'empereur du Saint-Empire François Ier, mais l'armée française est alors loin d'être opérationnelle.



Passablement désorganisée par la fuite de nombreux officiers, qui ont émigré pendant la Révolution, elle est composée de 130 000 hommes environ, dont de nombreux volontaires sans-culotte, associés aux soldats de l'ancienne armée royale.

Les premiers mois du conflit tournent en faveur des troupes coalisées : ce sont en effet plus de 150 000 hommes venant de Prusse et d'Autriche, accompagnés de 20 000 émigrés français, qui entrent sur le territoire national, le 12 août 1792, soit deux jours après la « suspension » de Louis XVI, avec pour objectif d'atteindre Paris et de libérer le roi. Leur avancée est implacable : ils prennent Longwy à la fin du mois d'août, puis la place forte de Verdun, au début du mois de septembre.

Le chemin vers Paris semble sans obstacle, et dans la capitale, la panique fait rage. Ce sont les Massacres de Septembre, où les révolutionnaires exécutent sommairement plusieurs centaines de prisonniers, suspectés de complot royaliste.

Sur le front, la direction des opérations est donnée aux généraux français Dumouriez et Kellermann, dont l'objectif est de couper la route aux troupes du duc de Brunswick et du comte de Clerfait. Leurs armées se rejoignent le 19 septembre à Sainte-Menehould, en Champagne, près du plateau de Valmy, où elles arrêtent la progression des troupes coalisées.

Pourtant, la position sur Valmy est plus que précaire et, dès le lendemain matin, Brunswick fait bombarder les positions françaises, qui ne tardent pas à répliquer : cette canonnade sera le seul fait d'armes de cette « bataille ». Voyant que son artillerie n'a fait que très peu de dégâts, le duc de

Brunswick fait charger ses troupes. En retour, Kellermann ordonne également d'avancer, déclarant à ses hommes : « Camarades, voilà le moment de la victoire : laissons avancer l'ennemi sans tirer un seul coup de fusil, et chargeons-le à la baïonnette. »

Les soldats français lancent alors de vives acclamations, au cri de « Vive la nation ! », repris également par Kellermann, qui passe en revue ses troupes avec son chapeau au bout de son sabre. Et c'est à ce moment-là que s'opère le « miracle » de Valmy : la légende veut qu'en voyant la détermination des Français, Brunswick aurait fait arrêter ses colonnes, et sonner la retraite, scène devant laquelle Kellermann s'écrit : « La victoire est à nous ! » 100 000 soldats austro-prussiens s'échappent face à seulement 24 000 soldats français. On ne dénombre que 300 morts du côté français, et seulement 184 tués du côté des coalisés.

Cette situation a de quoi surprendre : comment une armée si supérieure en nombre, qui avait devant elle un chemin tout tracé pour aller jusqu'à Paris, s'est-elle mise en retraite sans la moindre confrontation directe ?

De nombreuses raisons sont avancées : la première consiste à penser que la Prusse a simplement rappelé son armée pour participer à l'invasion de la Pologne, qui a commencé quelques jours plus tôt.

Une autre fait état d'une grave crise de dysenterie parmi les troupes austro-prussiennes. Ayant passé les journées précédentes dans la boue, sans ravitaillement et se nourrissant seulement de raisins verts, on dit que 20 000 à 30 000 d'entre eux auraient été frappés de ce qu'on appelle alors la « courée prussienne ».



Marat, dans son journal, accrédite d'ailleurs cette thèse, en disant : « Nos succès à l'égard des Prussiens ne paraissent plus douteux. Ils sont moins dus aux avances de nos armées qu'aux pertes qu'ont faites leurs troupes par le flux de sang. »

Mais une autre explication pourrait mettre en lumière la véritable raison du succès de Valmy. Selon de nombreux historiens, des négociations secrètes se déroulent depuis le mois d'août entre Danton et Lebrun, qui dirigent alors le gouvernement, et le duc de Brunswick, par l'intermédiaire de nombreux diplomates et agents secrets.

Sur le front, seul Dumouriez serait mis au courant des tractations, ce qui pourrait expliquer sa grande confiance à l'approche de la bataille, malgré une position très compliquée à défendre.

Ce serait lui qui aurait demandé à Danton et Lebrun de donner à Brunswick de bonnes « garanties » en échange de son repli. La période correspond avec le célèbre vol des bijoux de la couronne de France, qui se déroule entre le 11 et le 16 septembre 1792 lors du sac, commis par une trentaine de

brigands anonymes, du Garde-Meuble de la Couronne, alors très mal surveillé par les gardes nationaux. Ce « casse du millénaire » voit en quelques jours sortir 9 000 pierres précieuses de la couronne, dont les célèbres diamants Sancy et Régent, ainsi que les bijoux de la Toison d'or. Des orfèvres auraient alors desserti les pierres, sous les ordres de Danton, qui en aurait pris au passage une part pour lui-même, et envoyé une autre part au duc de Brunswick, par l'intermédiaire de Jacques-Nicolas Billaud-Varenne, l'un des responsables de la Terreur. Criblé de dettes de jeu, le duc de Brunswick se serait acquitté de son dû dès après Valmy. Il aurait pour cela trahi son propre camp, faisant croire à l'impossibilité d'attaquer une position que de nombreux observateurs, dont Napoléon Bonaparte en personne, ont jugé comme la plus mauvaise qu'une armée puisse occuper. Cet accord secret peut aussi expliquer pourquoi les troupes françaises n'ont jamais inquiété les coalisés lors de leur très lente retraite.

Véritable mensonge d'État, fondateur de la légende révolutionnaire, la « victoire » de Valmy est ainsi plus le résultat d'une corruption des élites que celui d'une domination militaire.



Le scandale de l'armoire de fer

« Je soussigné, François Gamain, serrurier et notable de la maison commune de la ville de Versailles, déclare que dans le courant d'avril de la dit anné j'ai été chargé, avec mistère, par Louis XVI de pratiquée une ouverture dans l'épaisseur du mure, de face, des Thuillerie qui regarde le couchant, au passage de la chambre à couchéz, que j'ai été chargé en outre de recouvrie cette ouverture par une porte de tolle de fere forte fermé, avec une serrure de sûreté, que je n'ai jamais su pour quel usage cette ouverture a été pratiquée, mais que simplement que cette ouverture pouvait contenire des pièces emportentes au salut de la République. »

C'est par ces mots que François Gamain, serrurier attitré du roi au moment de la Révolution, décrit l'étrange entreprise dont le monarque le charge en ces temps troublés pour mettre à l'abri des regards indiscrets ses documents les plus importants. Gamain est devenu un intime de Louis XVI qui se passionne pour l'art de la serrurerie et lui fait une totale confiance, au moment de lui confier ce qui pourrait être son existence ; mais le serrurier est un homme du peuple qui se laisse rapidement gagner par les idées révolutionnaires de justice et d'équité sociales et finit par prendre en horreur la monarchie et ce qu'elle représente.

La prise des Tuileries le 10 août 1792, où le roi est assigné à résidence depuis sa fuite ratée à Varennes, et la suspension du souverain semblent faire pencher la balance en faveur de la révélation de ce secret pour Gamain, que ce soit par engagement politique ou par peur que l'armoire soit découverte et que son implication dans sa fabrication soit dévoilée.

En novembre, il décide de se rendre auprès du ministre de l'Intérieur de l'époque, Jean-Marie Roland, pour lui apprendre l'existence de ce meuble secret. Roland n'attend pas et se précipite à Versailles, où il saisit les papiers dont le nombre est très volumineux. Le déroulement précis des événements par la suite est alors sujet à caution, les versions divergeant selon les témoignages.

Il faut dire que le contenu de l'armoire s'avère très compromettant, non seulement pour le roi mais pour de nombreux membres du gouvernement provisoire. On y découvre les agissements secrets du souverain, les intrigues qu'il noue pour essayer de récupérer plein et entier le pouvoir dont on l'a frustré depuis le début de son assignation aux Tuileries. Il y a là ses correspondances avec Maximilien Radix de Sainte-Foix, son conseiller occulte et le financier de sa cause, avec ses banquiers et Arnaud de Laporte, responsable des fonds de la Liste civile – dotation attribuée au roi pour couvrir ses dépenses à l'année.

On apprend ainsi que ces fonds sont détournés en partie pour financer la cause du roi, avec l'aide notamment de Mirabeau, décédé l'année précédente. Ce dernier a feint jusqu'au bout de soutenir corps et âme la Révolution mais constituait avant sa mort le plus fidèle soutien du roi, se faisant grassement payer pour ses efforts – en l'occurrence, essayer de dévoyer ses camarades révolutionnaires.

Le choc est si grand que la dépouille de Mirabeau est retirée du Panthéon : le peuple qui l'affectionnait jusqu'alors se sent trahi et l'atmosphère de défiance envers le roi augmente encore, d'autant que la liste des révélations s'allonge tant et plus.

Ainsi, on apprend que le roi a mis en place avec l'aide de son ministre Montmorin un vaste système de corruption et de police parallèle, qui permet de distribuer largement ces fonds aux animateurs politiques de la capitale, notamment dans les clubs, très nombreux à l'époque, pour

essayer de retourner l'opinion en faveur d'une monarchie constitutionnelle.

Des députés ont même été approchés dans ce but dans le courant de l'année 1792. Le déroulement particulier de cette même année, marquée par la journée du 10 août et la prise des Tuileries par le peuple, a encouragé le roi à se défaire d'une partie des papiers que contenait l'armoire de fer – la liste des révélations aurait pu autrement être bien plus longue, et contenir les noms d'autres révolutionnaires, peut-être de premier plan.

C'est un des autres aspects de ce scandale montrant une nouvelle fois le double visage du pouvoir : les correspondances découvertes dans l'armoire ont-elles ou non été expurgées de lettres compromettantes concernant des hommes politiques influents ?



La question reste ouverte autour de la figure du ministre Roland de la Platière, dont certains disent qu'il a pris le temps de consulter ces documents pour extraire des documents embarrassants concernant un de ses proches qui n'est autre que... Danton.

Il est vrai qu'en apprenant l'existence de l'armoire, Roland n'a pas, comme il l'aurait dû, prévenu la commission des papiers des Tuileries – difficile pour lui d'arguer qu'il n'avait pas souvenir de son existence : elle venait tout juste d'être créée. Comment expliquer cet oubli, si ce n'est pour le ministre de se laisser la possibilité de consulter les documents en priorité ? Certains témoins affirment cependant que Roland n'a pas eu matériellement le temps de procéder à cet examen, en premier lieu en raison de la taille impressionnante de ces archives.

Ces dernières sont versées au dossier d'accusation contre le roi. Si leur valeur de preuve est mince et concerne des hommes qui sont morts ou en fuite pour la plupart, leur poids symbolique est terrible pour le souverain, en ce sens qu'elles lui confèrent une duplicité que le peuple ne lui pardonnera pas.

L'histoire se complique de plus des protestations de Gamain, le serrurier à l'origine de ces révélations, qui affirme que le roi a tenté de l'empoisonner pour le faire taire après la fabrication de l'armoire. Gamain a adressé une pétition à la Convention, moins pour dénoncer cet acte que pour lui demander secours, ayant perdu sa position. En voici le texte :

« François Gamain, serrurier des cabinets et du laboratoire du ci-devant roi, et depuis trois ans membre du Conseil général de la commune de Versailles, expose que dans les premiers jours de mai 1792, il reçut l'ordre de se transporter à Paris. À peine y fut-il arrivé, que Capet lui ordonna de pratiquer une armoire dans l'épaisseur d'un des murs de son appartement, et de la fermer d'une porte de fer, opération qui ne fut achevée que le 22 du même mois, et à laquelle il a procédé en sa présence. Aussitôt cet ouvrage fini, Capet apporta lui-même, au citoyen Gamain, un grand verre de vin, qu'il l'engagea à boire, parce qu'effectivement il avait très chaud.

« Quelques heures après qu'il eut avalé ce verre de vin, il fut atteint d'une colique violente, qui ne se calma qu'après qu'il eut pris une ou deux cuillerées d'élixir, qui lui firent rendre tout ce qu'il avait mangé ou bu dans la journée. Il s'en est suivi une maladie terrible qui a duré quatorze mois, dans lesquels il en a été neuf perclus de ses membres, et qui même, dans cet instant, ne lui laisse aucun espoir que sa santé se rétablisse assez pour lui permettre de vaquer à ses affaires d'une manière à subvenir aux besoins de sa famille.

« Telle est, citoyens, la vérité des faits qu'il prend la liberté de vous exposer ; ils sont constatés par le certificat des officiers de santé qui ont suivi sa maladie. Je vous observe en outre que quoiqu'il ignorât entièrement à quel usage Capet destinait cette armoire, néanmoins il en fit la déclaration, et que c'est lui qui est l'auteur de la découverte des papiers intéressants qu'elle renfermait. J'attends de vous, législateurs, que vous voudrez bien prononcer sur la pension qu'il espère, après vingt-six ans de service et les sacrifices qu'il a faits ; son espoir est d'autant plus fondé, que le mauvais état de sa santé ne lui laisse aucun moyen de subsistance. »[8].

C'est au tour de Gamain de prendre le parti de mentir aux Français, ou du moins d'enjoliver une maladie réelle en lui donnant une cause criminelle que rien ne permet de confirmer – un témoin de l'époque, proche de Gamain, affirme d'ailleurs que les dates ne coïncident pas et que Gamain a réalisé l'armoire bien avant la date de mai 1792 qu'il indique dans sa pétition.

Le but de Gamain est assez clair : il lui faut assumer le statut de victime et ainsi ne pas risquer d'être emporté dans la tourmente révolutionnaire. Cette nouvelle démonstration de méchanceté du roi, réelle ou supposée, lui sera elle aussi reprochée.

Le 20 janvier 1793, Louis XVI est condamné à mort à la suite de son procès qui a permis au peuple de solder, pour une fois, ses comptes avec un pouvoir qui agit toujours dans son dos.



Charlotte Corday n'était pas une royaliste illuminée

Faisant une entrée tonitruante dans l'histoire de France le 13 juillet 1793, en assassinant le député montagnard Jean-Paul Marat d'un coup de couteau à la poitrine, Charlotte Corday est souvent présentée comme une royaliste extrémiste, qui aurait voulu, en tuant Marat, celui que l'on surnomme « l'ami du peuple », venger la mort du roi, guillotiné six mois plus tôt. Or, le parcours de la jeune Charlotte montre tout le contraire.



Née en 1768 à Saint-Saturnin-des-Ligneries, près de Vimoutiers en Normandie, Charlotte est issue d'une famille de la petite noblesse normande, dont le patriarche, devenu veuf en 1782, connaît de grandes difficultés financières. Comme il est d'usage à l'époque, il place Charlotte, âgée de 13 ans, et l'une de ses sœurs à l'abbaye aux Dames de Caen, qui reçoit les filles pauvres de l'aristocratie. Là, elle passe ses journées à étudier les textes anciens, mais aussi ceux des philosophes Montesquieu et Rousseau, et s'intéresse aux idées nouvelles (elle dira après son coup d'éclat : « J'étais républicaine bien avant la Révolution. ») La Révolution, justement, la pousse à quitter le couvent en 1791, à l'âge de 23 ans, lorsque la Constitution civile du clergé du 12 juillet 1790, supprimant les ordres religieux, devient effective.

Elle loge alors chez son père, à la ferme des Bois, puis chez sa tante, à Caen, où elle entre de plain-pied dans les tourments de la Révolution (elle assiste à de nombreuses exécutions depuis les fenêtres de la demeure de sa tante). Contrairement aux idées partagées par la plupart des membres de sa famille, Charlotte est pour les idées constitutionnelles, alors que son frère préfère partir pour l'Angleterre afin d'aider la contre-Révolution.

D'ailleurs, lors du dîner d'adieu donné en son honneur, elle refuse de boire à la santé du roi Louis XVI, disant : « Un roi faible ne peut être un bon roi. » Néanmoins, elle accueille avec stupeur l'annonce de la fuite et de l'arrestation du roi, le 21 juin 1791.

Cette époque correspond aussi avec la lutte farouche que se livrent les Girondins et les Montagnards, ainsi qu'aux Massacres de Septembre, dont elle apprend la nouvelle avec effroi. Mais c'est surtout la réaction du député montagnard Marat, qui se félicite des Massacres de Septembre dans son journal *L'Ami du peuple*, qui la révolte.



Indignée, Corday prend de plus en plus le parti des Girondins, qui sont, après les journées d'émeute des 31 mai et 2 juin 1793, placés pour la plupart en résidence surveillée. Mais un bon nombre d'entre eux parvient à s'enfuir en province, et certains se retrouvent à Caen.

Ce sont notamment les députés Buzot, Salle, Pétion, Valazé, Louvet, Henry-Larivière, Duchastel ou encore Lesage, qui organisent des réunions politiques au cours desquelles ils expliquent la situation à Paris, et narrent les dessous de l'exécution de Louis XVI.

Pour Charlotte Corday, qui assiste à toutes ces rencontres, Marat est le responsable de toute cette violence, et elle décide d'éliminer celui qui symbolise la Terreur après avoir entendu le député Pezenas affirmer : « Faites tomber la tête de Marat et la patrie est sauvée ».

Alors, le 9 juillet 1793, la jeune femme de 25 ans quitte Caen avec toutes ses économies pour se rendre à Paris, où elle arrive quarante-quatre heures plus tard, le 11 juillet. Là, elle se rend chez le député Lauze de Perret, qui lui apprend que Marat ne siège plus à la Convention : gravement malade, souffrant d'herpès et d'eczéma, il passe quotidiennement de longues heures dans son bain de soufre.

Le 13 juillet, elle se présente chez Marat, mais sa maîtresse, Simone Évrard, refuse de la faire entrer. Elle essaye une deuxième fois un peu plus tard dans la matinée, toujours en vain.

Elle laisse alors plusieurs billets, faisant croire qu'elle souhaite informer Marat d'un complot contre lui. Le soir, la troisième tentative est la bonne : Marat accepte de la recevoir. Elle s'entretient une vingtaine de minutes avec lui, et lui donne les noms des députés girondins réfugiés à Caen. Marat lui dit alors : « C'est bien, avant huit jours ils iront tous à la guillotine ! » C'est le moment qu'elle attend pour frapper : elle sort un couteau, acheté le jour-même, de son corset et le plante dans la poitrine du journaliste, qui meurt sur le coup, transpercé en plein cœur.

Arrêtée par Simone Évrard et des domestiques quelques instants après son crime, Corday doit être protégée de la foule alors qu'on l'amène à la prison de l'Abbaye. Elle est jugée devant le Tribunal révolutionnaire deux jours plus tard. Lors de son procès, son défenseur, Chauveau-Lagarde, refuse de plaider la folie, et de la faire passer pour une royaliste. Charlotte Corday assume complètement son acte, et s'en explique : elle a agi seule (contrairement à ce que croit l'accusateur public Fouquier-Tinville, qui tente de lui faire avouer le nom des Girondins qui lui auraient donné l'ordre d'accomplir ce geste), et elle l'a fait pour frapper la tyrannie. Elle déclare même : « Marat était un monstre, indigne de vivre », ou encore : « J'ai tué un homme pour en sauver cent mille. » Reconnue coupable le jour même d'assassinat, elle est condamnée à mort, et guillotinée dès le lendemain devant la foule rassemblée sur la place de la Révolution (consciente que son geste la fait entrer dans la postérité, elle demande à Jean-Jacques Hauer de faire son portrait quelques heures avant sa mort).

Si Marat est dès sa mort montré comme un martyr de la liberté et de la Révolution (son corps est d'ailleurs placé au Panthéon en septembre 1794, avant d'en être retiré en février 1795), le sort

réservé à Charlotte Corday et à son geste varie en fonction des époques, et de la signification que les observateurs souhaitent lui accorder.

Ses accusateurs sont persuadés qu'elle a agi par amour pour un homme, et demandent qu'on vérifie sa virginité : celle-ci est établie par l'autopsie.

Comme le souligne Olivier Tosseri[9], malgré le fait qu'elle soit une républicaine modérée, et déiste, son acte est récupéré après la Restauration par les tenants de la monarchie, qui la présentent comme une jeune noble mue par la foi chrétienne et qui a agi pour des idéaux royalistes. Plus tard, sous la monarchie de Juillet, ce sont plutôt les libéraux qui en font une figure symbolique, la présentant comme une partisane d'un régime modéré, que ce soit contre les excès de la Révolution ou ceux de la monarchie absolue.

C'est enfin la Troisième République qui montre celle que Lamartine surnomme « l'ange de l'assassinat » comme une illuminée, représentante des intérêts de l'aristocratie, dont le geste n'a fait que semer la discorde et provoquer le durcissement de la Terreur. Enfin, pour certains observateurs contemporains, le geste de Corday est l'un des premiers actes féministes de l'histoire de France.



Marie-Antoinette n'était pas si frivole (et n'a jamais parlé de brioche !)

Personnage incontournable de la fin de l'Ancien Régime, qui attire toutes les haines et reste décrite dans l'histoire de France comme la mauvaise reine qui fit chuter la monarchie et provoqua la Révolution française, Marie-Antoinette souffre, pendant toute sa vie et encore deux siècles après sa mort, d'une image passablement écornée.



Pourtant, dans la longue liste des reproches que lui font ses contemporains, nombreux sont les éléments à être exagérés, et à entrer dans l'Histoire de manière péremptoire. Dès son arrivée en France, pour être mariée au dauphin de Louis XV, le futur Louis XVI, en 1770, celle que l'on surnommait jusqu'à sa mort « l'Autrichienne », s'attire les inimitiés de certains personnages de la Cour.

Considérée comme mal instruite, (on l'appellera « l'écervelée » ou « la tête à vent »), elle montre des réticences à se plier au protocole monarchique, et met du temps avant d'intégrer les codes imposés par l'étiquette royale. Les choses commencent ainsi très mal lorsque, le 30 mai 1770, jour de son mariage, un incendie déclenché par un feu d'artifice provoque un mouvement de panique sur la place Louis-XV (future place de la Concorde), qui fait plusieurs centaines de morts (le chiffre officiel en retiendra 131). Pourtant, contrairement à l'image de froideur que l'on donne déjà à la dauphine, seulement âgée de 15 ans, celle-ci financera personnellement une aide apportée aux familles des victimes.

Mais le véritable acharnement contre la personne de Marie-Antoinette se développe lorsque son mari accède au trône, après la mort de Louis XV le 10 mai 1774. Louis XVI a alors 20 ans, Marie-Antoinette 19, et la reine souhaite rajeunir quelque peu la Cour, évinçant alors de nombreux représentants de l'ancien règne, dont des membres de la famille royale, tels que les tantes et les sœurs du roi, ce qui lui attire évidemment de nombreuses inimitiés à Versailles. De plus, chose hautement critiquée à la Cour, le couple royal ne semble pas pressé de donner naissance à un héritier.



La jeune reine se montre en effet plus légère que sa fonction ne peut l'exiger, préférant passer ses nuits dans des bals que dans le lit du roi. Les rapports sont en réalité peu chaleureux entre Louis XVI et sa femme, le roi, peu expérimenté, la trouve trop intimidante ; et le fait de ne pas avoir de maîtresse officielle, comme son père avec la comtesse du Barry, le fait passer pour un roi impuissant.

Aussi, dans la Cour, circulent de plus en plus de rumeurs concernant d'éventuelles liaisons adultérines entre la reine et une liste impressionnante de courtisans, allant de son beau-frère, le comte d'Artois, à Lafayette, Conti, Coigny, ou encore de Broglie.

Pire, on l'accuse également d'entretenir des relations avec des femmes, notamment avec deux de ses favorites, Madame de Lamballe et la duchesse de Polignac (rumeurs qu'elle traite au début avec humour). On dit qu'elle passe plus de temps avec cette dernière qu'avec son mari, et en 1777, après sept ans de mariage et toujours pas d'héritier au trône (l'union n'est toujours pas consommée !), commencent à circuler des pamphlets à caractère pornographique à son encontre, qui ne cesseront de colporter de fausses informations et seront de plus en plus violents à son égard, et ce jusqu'à sa mort.

Et la naissance de son premier enfant, Marie-Thérèse de France, ne calme pas ces rumeurs : celle-ci serait, selon certains écrits de l'époque, la fille du comte d'Artois, ou du duc de Coigny. La reine est appelée ainsi la « prostituée babylonienne » qui, dotée d'une « diabolique lubricité », passerait des nuits entières à pécher avec de nombreux hommes et femmes au Petit Trianon. Mais les historiens doutent fortement de la véracité de telles rumeurs, et seule sa relation avec le comte suédois Hans Axel de Fersen, avec qui elle entretient une correspondance secrète, semble avérée.

En plus de ses prétendues relations adultères, on accuse la reine de dilapider l'argent public en « frivolités ». Elle aime les toilettes luxueuses, les réceptions et les voyages, et dépense en effet beaucoup d'argent dans de grandes fêtes, et comme mécène des grands musiciens de l'époque. Elle aime aussi les jeux d'argent, notamment le Pharaon, et s'adonner à la décoration de ses nombreuses demeures.

On lui reproche aussi son attitude désinvolte, notamment dans son Hameau de la Reine à Versailles, où elle souhaite mener une vie loin des codes de l'époque, jouant parfois à la fermière, entourée de moutons et de vaches, mais les historiens, revenant sur ses dépenses, estiment qu'elles ne sont pas plus importantes que celles des reines précédentes.

C'est surtout l'affaire du Collier de la reine, en 1785, qui fait qu'elle entre dans l'Histoire comme la célèbre « Madame Déficit ».

Cette célèbre affaire, qui est en réalité un complot fomenté par Madame de La Motte, vise à faire payer à la couronne un collier en diamant d'une valeur d'un million six cent mille livres, soi-disant commandé par Marie-Antoinette, par l'intermédiaire du cardinal de Rohan. Le complot est découvert, et la reine lavée de tout soupçon par le Parlement, mais la rumeur continue de lui faire porter le

chapeau.

Parmi les nombreux autres reproches faits à la reine tels que racontés par les historiens, le plus célèbre est certainement la parole qu'on lui attribue en octobre 1789, lorsque la Révolution des femmes s'invite sous ses fenêtres à Versailles. L'Histoire retient que lorsque celles-ci demandent que le problème de la disette de pain soit réglé, la reine aurait dit, de manière cynique : « S'ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent de la brioche ! »



La reine n'a en réalité jamais prononcé de tels propos, et cette citation n'apparaît pas dans les écrits de l'époque, même dans ceux des principaux révolutionnaires. Ce mot est en réalité extrait des *Confessions* de Jean-Jacques Rousseau et date de 1782.

L'auteur écrit ainsi : « Enfin je me rappelai le pis-aller d'une grande princesse à qui l'on disait que les paysans n'avaient pas de pain, et qui répondit : Qu'ils mangent de la brioche. »

Il ne précise pas qui est cette « grande princesse » (l'anecdote pourrait avoir été inventée de toutes pièces), mais nombreux sont les lecteurs à y voir une réflexion lancée par la reine, à qui on l'attribuera, à tort.

C'est finalement son procès, ouvert le 3 octobre 1793, qui termine de dresser le portrait peu flatteur d'une reine ayant conspiré contre son peuple, accusée au passage d'inceste avec son fils, le jeune Louis XVII, et donc l'acte d'accusation déclare, entre autres : « À l'instar des Messaline, Frédégonde et Médicis, que l'on qualifiait autrefois de reines de France et dont les noms à jamais odieux ne s'effaceront pas des fastes de l'Histoire, Marie-Antoinette, veuve de Louis Capet, a été, depuis son séjour en France, le fléau et la sangsue des Français. » Condamnée pour haute trahison, elle est guillotinée le 16 octobre, devant une foule hostile.



Quand et où est mort Louis XVII ?

Voilà un mystère qui a longtemps mis la France en émoi et qui continue à faire couler de l'encre et à voir s'affronter les versions autour de cette question cruciale : Louis XVII, l'héritier présomptif de la couronne de France au moment de la Révolution, est-il oui ou non mort en 1795, comme l'histoire officielle l'a toujours soutenu ?

Né en 1785, quatre ans seulement avant le début des grands bouleversements qui vont faire tomber la royauté en France, Louis-Charles de France n'est au départ pas destiné à régner, puisqu'il est le second enfant de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Mais la mort de son aîné Louis-Joseph d'une tuberculose osseuse fait de lui le nouveau dauphin en 1789. La prise de la Bastille et les premières années de la Révolution ne changent pas vraiment le faste de son quotidien : il échange ses appartements du château de Versailles contre ceux du palais des Tuileries, où le roi son père est assigné à résidence ; il possède toujours de nombreuses personnes à son service. Ce n'est qu'après la prise des Tuileries, en 1792, que la réalité de son changement de statut va devenir plus tangible pour le jeune Louis-Charles.



Il est enfermé avec ses parents dans la Tour du Temple, prison qui trouve sa place dans le quartier du Marais. Si les locaux sont spacieux, la famille royale disposant de plusieurs étages à son usage privatif, le changement par rapport à Versailles est brutal.

La dégradation de la situation du roi mène ensuite à l'exécution de Louis XVI en janvier 1793. Le jeune Louis-Charles devient donc Louis XVII, dernier symbole de la royauté et espoir vivant de millions de gens qui n'ont pas renoncé à redonner sa place à la couronne de France. Beaucoup de poids à porter pour un si jeune enfant – il est alors âgé de 8 ans seulement, beaucoup d'ennemis comme beaucoup de partisans qui entendent se battre pour lui redonner le pouvoir. Les soulèvements qui ont lieu en Vendée se font en son nom.

L'enfant connaît encore une dégradation de sa situation en juillet 1793 au procès de sa mère dont on vient de le séparer. Utilisé pour son poids symbolique, il est forcé de témoigner contre sa mère, en l'accusant d'inceste, et sert de cobaye aux révolutionnaires, qui veulent en faire un citoyen ordinaire.

L'attention portée à l'enfant diminue avec le temps, il est finalement enfermé dans une chambre obscure, sans soins ni possibilité de se laver ; il attrape la gale et la tuberculose, son état de santé se dégrade rapidement.

C'en est trop pour les royalistes, qui commencent à organiser des plans d'évasion pour mettre le dauphin à l'abri et organiser sereinement sa remontée sur le trône. Il existe de nombreuses traces de

tentatives désespérées pour le secourir, notamment de la part des chouans de Bretagne et de Vendée.

Ainsi le comte Marie Pierre Louis de Frotté a effectivement mis au point des plans de substitution d'un autre enfant au bénéfice de Louis XVII ; mais selon la version officielle, Louis XVII meurt des suites de la tuberculose qu'il a contractée en prison le 8 juin 1795, suivant de peu ses parents dans la tombe, et éteignant ainsi une des lignées royales avec sa mort.

L'histoire est cependant loin d'être terminée : sur la foi de ces rumeurs de substitution, les hypothèses les plus folles voient le jour et de nombreux dauphins font leur apparition au fil du temps, clamant être les héritiers du royaume de France. L'exercice s'avère d'ailleurs périlleux, puisque trois de ces aspirants-rois sont condamnés à de lourdes peines de prison par les autorités pour décourager les velléités de cette nature – le pouvoir de la République est encore fragile au début du XIX^e siècle. Le plus célèbre de ces hommes revendiquant l'identité de Louis XVII est Karl-Wilhelm Naundorff, un horloger prussien dont les origines sont bien mystérieuses.

Son passeport semble faux et le déclare âgé de 43 ans en 1810, alors qu'il n'a semble-t-il pas plus de 25 ans. Attirant l'attention des autorités prussiennes, il finit par affirmer qu'il est le jeune Louis XVII, exfiltré en secret de la Tour du Temple en 1795.

Il ne cessera toute sa vie de clamer sa bonne foi et d'essayer de se rapprocher des membres survivants de la famille royale pour reprendre sa place de Bourbon. Il ne recevra cependant pas un accueil très enthousiaste, que ce soit de la part de la duchesse d'Angoulême ou du duc de Berry, autres descendants des Bourbons, et restera aux yeux du public un imposteur, même s'il réussira à monter autour de lui une « cour » de fidèles.



Cette histoire va connaître encore d'autres rebondissements au fil des siècles qui suivent, la génétique entrant en scène pour essayer de faire valoir une version ou une autre. L'analyse réalisée en 2000 du cœur de l'enfant enterré en 1795, qui avait été embaumé séparément et conservé au fil des ans, démontre que ce dernier était bien apparenté à Marie-Antoinette. Le mystère semble ainsi résolu.

Mais c'est sans compter sur l'acharnement des descendants de Naundorff : de nouvelles analyses réalisées il y a peu ont eu l'effet d'un coup de tonnerre : elles ont permis de démontrer que le descendant direct de Naundorff, un libraire de 40 ans vivant en France, est bien issu de la lignée Bourbon.

La bataille des analyses ne fait que commencer, puisque de nouveaux tests vont être effectués pour enfin démontrer si oui ou non la survie du jeune Louis XVII a été dissimulée aux Français pendant plus de deux cents ans.

La bataille du pont d'Arcole : un camouflet transformé en légende

Certains mensonges graves ont pu changer durablement le destin de la France ; il en est d'autres plus innocents qui montrent que les figures marquantes des siècles passés avaient déjà bien compris tout l'intérêt d'une communication maîtrisée et du recours à des symboles unificateurs pour rassembler un peuple derrière ses dirigeants.

Et s'il est un homme qui a réellement compris ce principe, c'est bien Napoléon Bonaparte, amené à soulever tout un peuple et tout un continent par la force de ses ambitions. L'histoire qui nous intéresse prend place lors de la campagne d'Italie que le jeune Napoléon – c'est alors un général d'à peine 26 ans – mène avec brio, alignant victoire sur victoire à la surprise de tous. L'armée qu'il dirige se retrouve face à l'Adige, rivière qui se jette dans le Pô, aux environs du village d'Arcole.



Le pont qui enjambe la rivière à l'entrée de celui-ci est un des seuls qui permettent à une armée de franchir le fleuve et les terres marécageuses qui l'entourent – Napoléon veut conserver la vitesse acquise jusqu'alors, afin de maintenir ses ennemis autrichiens sous pression et de conserver l'initiative, il ne peut se permettre de perdre un temps précieux, aussi décide-t-il de prendre le pont d'assaut frontalement, même si celui-ci est défendu par des troupes autrichiennes bien en place.

Le début de l'assaut s'avère très laborieux, les soldats français qui s'avancent sur le pont essuyant de très nombreux tirs qui entravent leur progression.

Napoléon décide alors de prendre les choses en main pour galvaniser ses troupes : il se saisit de l'enseigne d'un de ses bataillons et s'élance sur le pont appelant ses hommes à sa suite. Si l'acte n'est pas dénué d'un courage frôlant la témérité, il n'atteint pas son but : les soldats renâclent à suivre le futur empereur de la France, et celui-ci ne doit la vie sauve qu'à son aide de camp qui se sacrifie pour lui en le poussant hors du pont et en le couvrant de son corps alors que des rafales de balles allaient le faucher.

Bonaparte finit d'ailleurs enfoncé dans la boue qui couvre les bords du fleuve, au bord de l'humiliation la plus totale. Les combats qui suivent durent deux jours au cours desquels l'exploit tant attendu finit par avoir lieu ; mais il n'est pas du fait du général, c'est un simple tambour, André Estienne, qui s'élance seul sur le pont, au mépris des balles qui pleuvent depuis le camp adverse. C'est lui qui galvanise les soldats qui le suivent, et finissent par arracher cette position si cruciale.

L'Histoire ne retiendra pas le nom de ce soldat mais le courage et la ruse de Napoléon : ce dernier aurait ordonné à ces tambours de se rendre sur l'arrière des positions autrichiennes en contournant l'obstacle par les marais pour les forcer à divertir leurs défenses sur plusieurs fronts.

Mieux encore, Napoléon fait immédiatement procéder à son portrait durant cette bataille par le peintre Antoine Gros ; et ce portrait n'est pas du tout une représentation innocente, au contraire : le jeune général est représenté l'étendard à la main, sabre au clair, retourné vers ses hommes (qui n'apparaissent pas dans le tableau) pour les encourager à le suivre. La scène qui n'a pas eu lieu dans la réalité peut enfin prendre place dans la légende. Le camouflet que Napoléon a subi de la part de ses hommes peut être lavé dans les eaux de son hagiographie et le général s'élancer vers son destin. Toute sa vie, Napoléon portera une grande attention à ces représentations symboliques, bien plus cruciales à ses yeux que la réalité des événements, dans tous les cas bien plus utiles il est vrai.



Quand Napoléon fabrique des fausses preuves contre ses ennemis

Napoléon est un fin tacticien politique. Toujours prêt à réutiliser à son profit et réinterpréter à sa sauce les événements qui jalonnent sa vie et sa carrière pour en tirer le maximum, même s'il faut pour cela prendre de grandes libertés avec la vérité. Il n'hésite pas non plus à tirer le plus grand parti des coups du sort qui le frappent : ainsi de l'attentat de la rue Saint-Nicaise, où il manque de laisser la vie, mais qu'il va exploiter pour faire d'une pierre deux coups et se débarrasser de ses ennemis politiques les plus dangereux, même si en l'occurrence ils n'ont rien à voir avec cette tentative d'assassinat.

En décembre 1800, date à laquelle a lieu cet attentat, Napoléon a enfin conquis le pouvoir mais se retrouve entouré de nombreux ennemis, que ce soit les soutiens de la couronne qui désirent remettre le roi sur le trône, ou les Jacobins qui voient en lui un homme qui trahit les idéaux de la Révolution. Les Chouans sont les royalistes les plus virulents et continuent de mener une campagne active de guérilla contre l'armée française en Vendée et en Bretagne. La nouvelle politique adoptée par Napoléon à leur égard semble porter ses fruits : il a promis le pardon à tous ceux qui déposeraient les armes, entraînant de nombreuses défections dans les rangs de ses ennemis, et oppose à ceux qui résistent encore des troupes mobiles, très efficaces pour traquer les hommes qui harcèlent les soldats chargés du maintien de l'ordre en Vendée et en Bretagne. Saint-Nicaise



Le général Cadoudal, chef de la résistance royaliste dans cette dernière région, comprenant que son parti sera bientôt acculé s'il ne fait rien, décide de s'attaquer directement à Bonaparte lui-même – il faut dire qu'il a lui-même été visé par des tentatives d'assassinat perpétrées par des agents du Premier Consul. Pour mettre en place son projet, il dépêche plusieurs dizaines d'hommes à Paris, qui sont chargés d'organiser un attentat. L'option choisie ne fait pas dans la dentelle : un immense tonneau de poudre sera chargé sur une charrette, et le tout explosera au passage de Napoléon.

L'attentat est prévu pour un soir où le Consul se rendra à l'Opéra. La rue Saint-Nicaise est choisie d'abord pour des raisons pratiques (elle permet à un guetteur de prévenir les gens maniant la charrette du futur passage de l'homme d'État et ensuite pour des raisons symboliques, puisque Bonaparte a justement fait tirer sur des rebelles royalistes dans cette rue cinq ans avant). L'organisation du plan est parfaite et sans faille, mais comme toujours, c'est une erreur humaine qui va tout faire dérailler : le guetteur qui doit prévenir en amont l'homme en charge de la charrette du passage de l'Empereur ne remplit pas sa mission, sans doute pris de panique. La mèche est allumée avec du retard, et l'explosion, si elle fait plus de quarante victimes et détruit la moitié de la rue,

s'avère inoffensive pour Napoléon qui est déjà passé avec son carrosse.

Le Premier consul est furieux mais va donner une bien étrange orientation à sa colère. Fouché, son ministre de la Police, l'a pourtant mis immédiatement sur la voie des Chouans et du général Cadoudal mais Napoléon a une autre idée : son regard se porte vers les néojacobins qui représentent une force avec laquelle compter dans Paris et une opposition politique virulente.

Les Jacobins sont notamment ceux qui insistent le plus là où le bât blesse : la personnification du pouvoir proposée par Bonaparte n'a rien à voir avec les idéaux de la Révolution et de la République. Les Jacobins sont très écoutés dans la capitale, et représentent une force d'agitation à l'importance non négligeable dans une ville qui a décidé au cours des quinze années qui viennent de s'écouler de nombreux retournements de pouvoir – et le fera encore tout au long du XIX^e siècle. Napoléon l'a bien compris.

Il va faire arrêter les Jacobins en masse ; les justifications ne sont pas compliquées à trouver. Chevalier, un de leurs représentants, est un chimiste qui a fait des essais quelque temps auparavant dans un hangar avec des explosifs. D'autres ont écrit des pamphlets virulents contre le Premier consul, appelant à le mettre à bas.

En maître de la communication, il parvient à récupérer politiquement cet attentat, insistant sur son caractère meurtrier (il a fait quarante-six morts) pour justifier de la répression qui va suivre.

Ainsi, il n'hésite pas à déclarer : « J'ai été touché des preuves d'affection que le peuple de Paris m'a données dans cette circonstance. Je les mérite, parce que l'unique but de mes pensées, de mes actions, est d'accroître la prospérité et la gloire de la France. Tant que cette troupe de brigands s'est attaquée directement à moi, j'ai pu laisser aux lois le soin de les punir ; mais puisqu'ils viennent, par un crime sans exemple dans l'Histoire, de mettre en danger une partie de la population de la capitale, la punition sera aussi prompte que terrible. Assurez en mon nom le peuple de Paris que cette poignée de scélérats [...] dont les crimes ont failli déshonorer la liberté, sera bientôt réduite à l'impuissance de nuire. »



L'accusation ne repose que sur des embryons de preuve mais la chose suffira bien : cent trente-trois Jacobins sont ainsi déclarés proscrits, et l'ensemble de leur camp totalement neutralisé, mais Fouché apprend alors à Napoléon que la culpabilité des Chouans ne fait aucun doute. Bonaparte est ennuyé : faire condamner des hommes qu'il ne peut atteindre, réfugiés dans des enclaves dont ils sont encore maîtres, n'a aucun bénéfice politique pour lui, d'autant qu'il essaye encore de se concilier les royalistes – ces derniers peuvent à ce moment voir en lui celui qui rétablira la royauté.

Il décide de ne pas lâcher sa proie et d'en finir avec l'opposition des Jacobins qui le rend trop fragile au cœur de la capitale. S'ils ne peuvent être condamnés pour l'attentat, ils le seront au nom du « salut public ». Les institutions ne sont cependant pas encore acquises totalement à Napoléon comme plus tard lorsqu'il sera empereur. Le tribunat et le corps législatif refusent de voter cette mesure et de

proscrire les Jacobins, qui sont pour la plupart engagés politiquement depuis la Révolution. C'est finalement au Sénat, assemblée plus conservatrice, que le texte sera voté. Les Jacobins sont alors massivement déportés au bagne, une partie aux Seychelles, une autre sur l'île de Ré, où ils connaîtront de longues périodes d'emprisonnement. Chevalier, quant à lui, est exécuté.

Fouché a fait arrêter après une courte enquête les vrais auteurs de l'attentat ; ces derniers sont également condamnés à mort – et ainsi plusieurs personnes sont finalement jugées pour le même crime. Fouché fait également les frais de cette histoire, puisque son zèle a mis en porte-à-faux Napoléon quant à sa version jacobine des faits. Cadoudal sera arrêté quatre ans plus tard, à la suite d'une nouvelle tentative pour assassiner Bonaparte.

Ses aveux concernant la préparation du premier attentat finiront de dissiper les doutes – s'il en restait – sur la nature politicienne de la manœuvre ayant suivi l'explosion rue Saint-Nicaise, Napoléon étant capable d'utiliser une circonstance ayant failli lui coûter la vie, et de manipuler le mensonge avec aplomb, pour arriver impitoyablement à ses fins.



Quel mot Cambronne a-t-il prononcé à Waterloo ?

Il s'agit d'une des citations les plus célèbres de l'histoire de France, prononcée dans des circonstances tragiques pour le pays. Ce 18 juin 1815, l'armée impériale de Napoléon est défaite par les troupes alliées commandées par le duc de Wellington et les troupes prussiennes du maréchal Blücher et, dans ce marasme militaire, c'est l'attitude d'un des généraux de l'Empire, Pierre Cambronne, qui restera dans les mémoires.



Celui-ci est l'un des plus fidèles généraux de Napoléon. Né en 1770, il s'engage comme volontaire lors des premières guerres révolutionnaires, et monte en grade pendant le consulat et l'Empire, dont il devient officier de la Légion d'honneur, puis colonel, baron, et enfin général. Il est commandant militaire de l'île d'Elbe après la première abdication de Napoléon en 1814, et fait partie du convoi qui l'accompagne lors de son retour en France, ce qui lui vaut d'être nommé comte d'Empire.

Aussi, Cambronne occupe un rôle très important lors de la bataille fatidique de Waterloo, commandant le 1er bataillon de chasseurs à pied de la Garde. L'Histoire retient que le dernier carré de la Vieille Garde, commandé par Cambronne, est sommé de se rendre par le général britannique Colville, qui leur déclare : « Grenadiers rendez-vous ! Vous serez traités comme les plus beaux soldats du monde ! », injonction à laquelle Cambronne répond, en levant son sabre, par : « Grenadiers, en avant ! » Colville réitère sa demande, et cette fois-ci Cambronne déclare la célèbre phrase : « La garde meurt mais ne se rend pas ! » L'Anglais lance alors son armée contre les Français, ce qui aurait ainsi poussé le général à lâcher le tout aussi célèbre « Merde ! »

Blessé presque mortellement lors de la charge, Cambronne est fait prisonnier par les Anglais et amené en Angleterre. Il rentre en France après la Restauration, et sert ensuite dans l'armée de Louis XVIII. Moins d'une semaine après la défaite, le *Journal général de France* livre un récit de cet épisode, créant ainsi un très grand retentissement autour de cet exemple de courage et de détermination (à ce moment-là, personne à Paris ne sait encore que le général n'est pas mort !). Mais la légende est désormais inscrite dans les mémoires, et à partir du moment où il rentre en France, et ce jusqu'à la fin de sa vie, le 29 janvier 1842, Cambronne est très souvent questionné sur cet épisode. Celui-ci dément formellement avoir porté de tels propos, affirmant même : « Je n'ai pas pu dire "la Garde meurt mais ne se rend pas", puisque je ne suis pas mort et que je me suis rendu. » Et quant au « Merde ! », un personnage de cette stature et de cette éducation ne pourrait évidemment pas prononcer un mot aussi grossier lors d'un moment aussi important pour l'Histoire.

Ainsi, le débat fait rage pendant tout le XIXe siècle entre ceux qui attribuent ces phrases à Cambronne, et ceux qui s'y opposent. Pour ces derniers, aucun rapport de cette déclaration n'apparaît

dans les comptes rendus des militaires anglais, ce qu'ils n'auraient certainement pas manqué de faire pour discréditer encore plus les armées napoléoniennes devant l'Europe entière si cela avait été le cas. Pour eux, si le mot a été prononcé, il l'a sûrement été par un soldat, et non un général.

L'historien Louis de Viel-Castel, contestant également les mots de Cambronne, livre le témoignage d'un officier supérieur, proche du général de Napoléon à la fin de sa vie, dont voici un extrait : « Le général Cambronne, contrairement à ce que quelques écrivains ont affirmé, n'était ni un homme vulgaire, ni un soldat illettré. [...] Un jour, pendant un de mes congés, le général et moi nous nous baignions dans la Loire. [...] L'idée me vint de lui demander s'il avait [...] prononcé le fameux mot dont "la garde meurt et ne se rend pas !" ne serait que la traduction. Le général me répondit, en me tutoyant, comme il en avait l'habitude :



“Tu me connais, ce mot-là ne me ressemble pas ; peux-tu t’imaginer qu’il soit sorti de ma bouche ? Non, je ne l’ai pas prononcé. Ce qui est vrai, c’est que, chaque fois que la proposition de mettre bas les armes nous fut faite, je m’avançai en tête de mes carrés et, levant mon sabre, je criai de ma voix la plus vibrante : ‘Grenadiers, en avant !’ Bientôt je fus blessé et je perdis connaissance ; lorsque je revins à moi, mes pauvres carrés de grenadiers jonchaient le terrain et j’étais prisonnier.” »

Mais malgré ces dénégations, nombreux sont les contemporains à continuer à attribuer ces mots à Cambronne. Les descendants du général tentent alors de les attribuer plutôt au général Michel, qui lui est mort à Waterloo.

Le Conseil d’État tiendra même un procès entre les descendants des deux officiers, mais sans pour autant trancher la question. C’est en réalité Victor Hugo, en 1862, qui inscrira dans le marbre ces célèbres phrases dans *Les Misérables*, écrivant : « Dire ce mot, et mourir ensuite. Quoi de plus grand ! car c’est mourir que de le vouloir, et ce n’est pas la faute de cet homme, si, mitraillé, il a survécu. [...] L’homme qui a gagné la bataille de Waterloo, c’est Cambronne. Foudroyer d’un tel mot le tonnerre qui vous tue, c’est vaincre. » La même année paraît dans le journal *L’Esprit public*, le témoignage d’Antoine Deleau, un ancien grenadier du 2^e régiment, qui accrédite cette thèse. Il dit se trouver à côté de Cambronne à Waterloo : « J’étais au premier rang, avantage que je devais à ma grande taille. L’artillerie anglaise nous foudroyait et nous répondions à chaque décharge par une fusillade de moins en moins nourrie. Entre deux décharges le général Anglais nous cria en français : “Grenadiers rendez-vous !” Cambronne répliqua : “La garde meurt mais ne se rend pas !” Je l’ai parfaitement entendu, j’étais à deux mètres de lui. [...] Tous ceux qui étaient proches de Cambronne dont moi, répétâmes cette phrase, reprise bientôt par tout le carré. Nous essayâmes une nouvelle terrible décharge. Nous reformâmes encore le carré et nous ouvrîmes le feu à notre tour... Cette fois ce furent tous les soldats anglais qui nous cernant de toutes parts nous implorèrent de nous rendre... “Grenadiers rendez-vous ! rendez-vous !” C’est alors que fou d’impatience et de colère, Cambronne lâcha le fameux “Merde !” Ce fut le dernier mot que j’entendis car je reçus un boulet dans mon

colback qui m'étendit sans connaissance sur un tas de cadavres. »

Avec tant de témoignages discordants, nous ne saurons jamais qui dit vrai dans toute cette histoire. En réalité, le plus gros mensonge sur Cambronne à Waterloo pourrait ne pas se cacher derrière ces célèbres paroles, prononcées ou non par celui que l'on considère dans tous les cas comme un officier empreint d'un courage exemplaire. En effet, selon les témoignages des soldats hanovriens qui ont capturé Cambronne, celui-ci ne se trouvait pas dans le légendaire « dernier carré »...



Napoléon a-t-il été assassiné ?

Le 5 mai 1821, Napoléon Bonaparte meurt en captivité sur l'île de Sainte-Hélène. Il a 51 ans. Depuis plus d'un mois, l'Empereur déchu n'a plus quitté son lit, terrassé par une douleur à l'estomac qui ne lui laisse aucun répit. Il n'arrive quasiment plus à s'alimenter, et vomit à intervalles très réguliers. Depuis début mai, les crises se sont faites bien plus violentes ; devant cet état de fait, les médecins anglais à son chevet, dirigés par Arnott, décident de lui administrer du calomel, une solution utilisée à cette époque comme purgatif – mais dont on a cessé l'usage médical depuis en raison de sa toxicité avérée.

Le produit calme pourtant Napoléon dans un premier temps avant que les crises ne reprennent, encore plus violentes. Est présent également François Antommarchi, le médecin corse personnel de Napoléon qui s'est opposé à l'administration de cette substance. Épuisé, il rend son dernier souffle le lendemain.

L'ancien chef d'État a souhaité à ce qu'il soit procédé à une autopsie après son décès et c'est Antommarchi, qui possède une certaine expérience en la matière, qui s'en charge, avec l'aide de sept médecins anglais. Lors de cette autopsie, les praticiens découvrent un estomac très abîmé, ainsi que des poumons atteints par la tuberculose.

Mais ce sont bien les problèmes stomacaux de l'Empereur qui semblent lui avoir été fatals. Les médecins identifient ce qu'ils pensent être un cancer de l'estomac et lui attribuent la cause du décès, sans vraiment chercher plus loin. Toutes les constatations ont été faites selon les règles et les menus détails enregistrés, ce qui va mener à une bataille d'expertises au cours des années suivantes, les avis se multipliant sur la question de la mort de l'Empereur.

Ainsi le seul Antommarchi n'émettra pas moins de deux rapports rectificatifs après coup pour revenir sur ce qu'il identifie comme la cause du décès. Des analyses tenant compte de l'anatomopathologie contemporaine ont également été réalisées pour essayer de démêler les vraies causes du décès de Napoléon.

Une des hypothèses qui a le vent en poupe est celle de complications dues à un ulcère à l'estomac. Cet ulcère allait dégénérer en cancer, mais le cancer ne pourrait pas, selon les spécialistes, être la cause du décès.

L'ulcère en lui-même pourrait très bien avoir déclenché la mort : en effet, du fait de son caractère chronique, cet ulcère est perforé, entraînant potentiellement des fuites d'aliments dans le péritoine et une péritonite – à coup sûr mortelle à cette époque. Mais d'autres analyses tendent à prouver que non.



D'après les détails de l'autopsie, cette perforation aurait été bouchée par une fibrose avec un des

lobes du foie, permettant à l'estomac de rester fonctionnel, même s'il était dans un état très dégradé. Une autre hypothèse évoquée est celle de la gastrorragie : un estomac à ce point dégradé pourrait présenter des microlésions suffisamment importantes pour provoquer un saignement peu abondant mais continu, entraînant à terme une perte importante de sang et de fer, conduisant à une anémie et au décès.

Enfin, pour ce qui est des explications d'ordre strictement médical, n'oublions pas cette étude récente qui envisage que le décès ait pu être dû à la dose massive de calomel ingéré, en raison de la toxicité du produit, qui contient du mercure, poison violent pour l'organisme.



Mais plus récemment, une nouvelle proposition d'explication fait l'effet d'une véritable bombe : et si, demande un chirurgien-dentiste suédois du nom de Forshufvud, toxicologue amateur, Napoléon était mort assassiné ? En l'occurrence du fait d'un empoisonnement à l'arsenic ? Pourquoi cette interrogation, qui pourrait paraître farfelue au premier abord ? Eh bien, un détail dans les mémoires de Louis Marchand, valet personnel de Napoléon, a retenu l'attention du Suédois : Marchand parle de la disparition du système pileux de son maître. Élément étonnant qui n'est en rien lié à une affection de l'estomac ; mais peut tout à fait entrer dans les symptômes présentés par une personne empoisonnée à l'arsenic.

Autre élément allant dans ce sens : Cipriani, ami d'enfance de Napoléon qui l'avait accompagné dans son exil, est mort peu de temps auparavant en présentant les mêmes symptômes typiques d'un empoisonnement de cette nature – curieusement, son corps a disparu après inhumation : impossible, donc, de mener des analyses sur sa dépouille.

La thèse du Suédois est violemment battue en brèche par le milieu scientifique mais Forshufvud parvient à obtenir des mèches de cheveux de l'Empereur, prélevées à différents moments de sa vie, et les fait analyser par un chercheur de l'université de Glasgow. Ce dernier prend ces prélèvements et mène une étude comparative permettant de comparer les taux en fonction des époques.

Bilan de l'opération : Napoléon aurait bien été empoisonné à l'arsenic, par doses légères mais régulières, qui auraient fait augmenter la concentration du poison dans son organisme à l'approche de sa mort. Une nouvelle étude menée en 2003 sous le patronage de l'Association internationale des toxicologues de médecine légale confirme bien la première : Napoléon a effectivement été soumis à ce régime intoxicant. Le docteur Kintz, président de l'association qui procède aux analyses, fait en 2005, après une nouvelle vérification, la déclaration suivante : « Dans tous les échantillons de cheveux de l'Empereur, l'ICP-MS a mis en évidence des concentrations massives, concentrations compatibles avec une intoxication chronique par de l'arsenic minéral très toxique. Nous sommes sans

ambiguïté sur la piste d'une intoxication criminelle. »

Ceux qui continuent de battre en brèche cette thèse lui opposent deux arguments principaux : l'ingestion lente et chronique d'arsenic n'est pas mortelle en elle-même et elle dénoterait d'un empoisonneur particulièrement patient.

Ensuite, des membres de l'Institut italien de physique nucléaire, qui ont procédé à une contre-analyse, affirment que ce taux, s'il est élevé, est parfaitement compatible avec ceux observés à l'époque, par exemple dans des échantillons comparables de Joséphine de Beauharnais.

Ils affirment que « l'environnement dans lequel vivaient les gens au début du XIXe siècle conduisait à l'évidence à l'ingestion de quantités d'arsenic que nous considérerions aujourd'hui comme dangereuses ». Il reste donc impossible de conclure à des menées secrètes visant à éliminer l'Empereur déchu pour éteindre les risques qu'il pourrait encore représenter, même s'il n'est pas possible d'écarter complètement cette thèse. Le mystère demeure entier à ce jour.



Victor Hugo et la pose de l'exilé politique

L'Histoire a retenu cet épisode tragique de la vie du grand auteur Victor Hugo, exilé en raison de son opposition à Louis-Napoléon Bonaparte en Belgique puis dans les îles anglo-normandes, homme de fort engagement prêt à mourir pour ses idées. Mais si Hugo est bien parti du pays peu après l'avènement de Napoléon III, personne ne l'y a forcé ; il l'a fait de son plein gré.



Durant le coup d'État de décembre 1851, Hugo tente même de se constituer prisonnier, pour devenir un martyr de sa cause, mais le commissaire auquel il se présente refuse de l'arrêter, en lui assénant : « M. Hugo, je ne vous arrête pas, car je n'arrête que les gens dangereux ! »[10].

De même, les rapports entre Hugo et Napoléon III, loin de l'opposition frontale de deux visions de la France et de la République que l'on a pu se figurer, ont été bien plus complexes que ce que la légende en a retenu.

Pour comprendre l'exil d'Hugo, il faut situer l'action politique du personnage qui est concomitante de sa production littéraire. Troisième fils d'un général napoléonien, Victor Hugo est profondément marqué dans son enfance par l'épopée de la Grande Armée aux confins de l'Europe. Poète remarqué dès l'âge de 20 ans, il vit grâce à des bourses distribuées par l'État (alors monarchiste) ; Hugo se montre d'abord conservateur, avant de devenir romantique ; il démontre rapidement son ambition en multipliant les tentatives pour entrer à l'Académie, ce qu'il parvient finalement à accomplir après trois tentatives infructueuses. Il est ensuite élevé au rang de Pair de France par Louis-Philippe. Hugo s'accorde alors très bien avec la royauté.

La révolution de 1848 le voit pourtant aux premiers rangs pour défendre la République et la liberté ; c'est à ce moment qu'il se prend de passion pour la figure de Louis-Napoléon Bonaparte. L'élection de celui-ci à la présidence est saluée avec enthousiasme par Hugo, qui est même reçu parmi les premiers visiteurs du palais de l'Élysée nouvellement occupé par le neveu de l'Empereur.

Hugo est flatté, il a toujours voulu se trouver proche des cercles du pouvoir, pour essayer de faire triompher ses idées (qui ont certes pu varier). Après tout, il est déjà député, en plus d'être écrivain et se voit participer activement à la vie politique. Il sent la consécration proche, il ose rêver d'un portefeuille ministériel. Mais si Louis-Napoléon apprécie l'homme de lettres, il ne voit pas en lui quelqu'un ayant l'étoffe d'un politique. Hugo n'est pas appelé au gouvernement et en conçoit un violent sentiment de trahison.

Il commence à attaquer à l'Assemblée l'homme qui lui permettait de rêver d'un retour de l'Empire,

usant de sa faconde pour démolir celui qu'il admirait la veille. Il n'emporte cependant pas l'adhésion de ses pairs qui voient en Louis-Napoléon Bonaparte un rempart efficace pour empêcher le retour des débordements populaires qui agitent le siècle. Le coup d'État va cependant fournir à Hugo la matière à sa transformation en martyr du régime. Si personne ne veut l'arrêter, Hugo fuira quand même et osera prendre la parole depuis son « exil » (qui n'est que très relatif, puisqu'aucune interdiction de séjour ne le frappe) pour affirmer : « Je resterai proscrit, voulant rester debout »[11], ou bien encore : « La révolution littéraire et la révolution politique ont opéré en moi leur jonction. » Cette figure de l'exilé politique rencontre un certain écho notamment parmi les historiens qui font de lui une figure de la résistance contre le joug d'un homme qui n'a pas les moyens de ses ambitions.

Du fond de son exil, Hugo trouve la formule « Napoléon le Petit », qui aura une grande postérité, et produit le poème fleuve (six mille deux cents vers !) *Les Châtiments* pour venger moins la France que ses ambitions contrariées. Ces vers sont violents :

*« Donc, c'est fait. Dut rougir de honte le canon,
Te voilà, nain immonde, accroupi sur ce nom !
Cette gloire est ton trou, ta bauge, ta demeure !
Toi qui n'as jamais pris la fortune qu'à l'heure,
Te voilà presque assis sur ce hautain sommet !
Sur le chapeau d'Essling, tu plantes ton plumet. »*

Victor Hugo devient avec ce texte le champion des peuples opprimés, le symbole d'un républicanisme sans faille ni compromission, même si son parcours l'a amené à défendre (ou supporter) d'autres causes, comme celle contre laquelle il vient de se retourner, ou celle de la monarchie restaurée. Hugo refusera d'ailleurs de profiter de l'amnistie générale que l'Empereur décrète en 1859, pour mieux profiter de la position enviable que lui donne son exil – et de la légende qu'elle lui permet de créer.



Les manigances de Clemenceau

En politique, l'adage « tous les coups sont permis » s'est bien souvent révélé plus vrai qu'on aurait pu le croire. Le cas qui nous intéresse remonte à la Première Guerre mondiale et prend place sur la scène politique du début du ^{xx}e siècle.

Si la majeure partie de ce que l'on raconte aujourd'hui concernant cette période renvoie à la dureté des combats, au triste destin des poilus et à une période endeuillée par des millions de morts, on passe bien souvent sous silence le jeu des politiques qui a mené à cette situation et la rouerie de ceux qui devaient gouverner un pays menacé à ses frontières, en proie aux pénuries et à la paranoïa.



On garde ainsi l'image du « tigre » Clemenceau, l'homme qui a su par son courage remettre en selle le pays et arracher la victoire. Un autre aspect du « tigre » requiert cependant notre attention et apporte un éclairage très différent sur la période et ses mœurs, peut-être à même de déniaiser notre regard sur cette figure bonhomme.

À l'époque où Clemenceau connaît son apogée politique à droite, en face de lui, dans le camp des radicaux, on trouve Caillaux, qui combat souvent aux côtés de Jaurès. En 1914, l'alliance à gauche gagne les élections mais l'arrivée de la guerre donne les coudées franches au président Poincaré, qui réalise l'*union sacrée* de tous face à la menace germanique. Clemenceau est alors dans l'opposition et se fait un malin plaisir de critiquer ouvertement toutes les initiatives prises par l'état-major et les ministres en place, jusqu'à ce qu'en 1917 Poincaré n'ait plus d'autre choix que de trancher entre lui et Caillaux pour changer la tête de son gouvernement : l'un clamant qu'il peut amener la France à la victoire, l'autre étant partisan d'une paix blanche (c'est-à-dire en l'état, sans annexion ni indemnités, comme si la guerre n'avait en quelque sorte jamais eu lieu).



Poincaré refuse d'envisager cette dernière alternative, et appelle Clemenceau, même s'il ne porte pas celui-ci dans son cœur, en raison de conflits passés. Les termes de l'alternative représentent bien les deux tendances qui s'affrontent dans le pays et ont largement mis à mal l'union sacrée de 1914 : une partie des socialistes commence à considérer sérieusement l'option d'arrêter la guerre, quel qu'en soit le prix, tandis qu'un sentiment patriotique très fort anime une autre partie de la population voulant pousser le conflit jusqu'au bout.

Le risque est grand de démobiliser le pays face à l'effort de guerre, et les dissensions amènent la population à faire preuve d'un fort sentiment de paranoïa, les partisans de la paix étant souvent taxés de traîtres et de vendus aux Allemands.

D'autant que les cas isolés d'individus effectivement financés par les Allemands pour semer la zizanie dans le pays se sont présentés, augmentant encore cette impression d'une trahison intérieure brisant tout l'élan nécessaire à la victoire. Clemenceau, qui prend les commandes du pays, sait parfaitement qu'il n'existe aucun complot visant à affaiblir la nation ; il sait tout aussi bien que les partisans de la paix ne sont pas des agents de l'ennemi, mais pour leur majorité des sympathisants communistes visant à instaurer l'Internationale.

Mais le cas de Caillaux intéresse particulièrement Clemenceau : en effet, l'homme politique radical a beau être irréprochable, il se retrouve lié par coïncidence aux noms de certains traîtres démasqués par la police. Ainsi Almereyda, qui tient un journal pacifiste se trouve recevoir de l'argent d'un banquier allemand ; Malvy, le ministre de l'Intérieur du précédent gouvernement, a essayé d'étouffer l'affaire et s'est vu contraint de démissionner. Or Malvy et Caillaux sont associés dans l'opinion. Turmel, un député radical-socialiste, est pris avec une enveloppe de francs suisses, et suspecté de vendre des secrets militaires français aux Allemands. S'il n'est pas proche de Caillaux, il affirme partager ses vues politiques.

D'autres cas mineurs font leur apparition et l'opinion publique est aux abois. Poincaré veut que des têtes tombent, pour que les choses rentrent dans l'ordre et que la France se consacre à nouveau à la guerre. Clemenceau se dit alors que Caillaux représente le candidat parfait pour tenir le rôle du traître parmi les traîtres, de la tête pensante d'une organisation redoutable. Parce qu'il est bien connu du public, s'il tombe, le peuple aura ce qu'il désire, et Clemenceau passera pour un héros.

Il faut reconnaître une chose au Tigre : lorsqu'il choisit alors de s'engager sciemment sur la voie du mensonge, celle-ci a déjà largement été ouverte par d'autres. Caillaux est parti en mission pour l'État français dès 1914 en Amérique du Sud, traversant le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine.

Résultat : il est accusé dans la presse d'y avoir rejoint des agents allemands ; il revient alors en France un moment avant de partir en 1916 pour l'Italie. Et là, on l'accuse de nouveau. S'il hésite un moment sur la conduite à tenir et prend peut-être langue avec des émissaires étrangers, sa conduite est surveillée par l'État et ne donne lieu à aucune mesure concrète ; mieux encore, il décide, après s'être tenu depuis 1914 à une relative discrétion, de faire sa rentrée politique au moment même où Clemenceau prend les commandes de l'État. Il adopte alors une attitude claire, presque inattendue, en affirmant son soutien à la « guerre de la démocratie », « pour la victoire contre l'impérialisme odieux, insolent et brutal ».

On ne saurait être plus clair. Caillaux veut en fait soutenir le plan de paix que les Américains entrant en guerre souhaitent mettre en place et fédère une partie de l'opinion en sa faveur. C'est peut-être cela que le Tigre lui reproche secrètement. Mornet, commissaire du gouvernement, est désigné pour attaquer Caillaux devant le conseil de guerre. Le dossier est pourtant bien mince : on lui

reproche ses rencontres en Italie. Non pas d'officiers allemands, mais d'autres pacifistes. Il semblerait que professer la paix soit devenu un crime en soi.

Le dossier est certes mince, mais les appuis du gouvernement dans la presse sont nombreux : Caillaux y est désigné comme le « maître du Bal », le Bal désignant le réseau de traîtres qui agit secrètement dans le pays. Caillaux rate de peu le passage en cour martiale, qui permettrait bien plus facilement de le faire condamner sans preuve – mais le précédent Dreyfus est si récent qu'il refroidit nettement les ardeurs des membres du gouvernement.

Reste le procès public. L'opinion est si défavorable à Caillaux que ses alliés objectifs à l'Assemblée refusent de prendre son parti, ou même de publier le discours qu'il a préparé pour se défendre. Son immunité parlementaire est levée. Il est arrêté et « transféré à la prison de la Santé et mis au secret absolu, dans une cellule éclairée de jour et de nuit, comme un prévenu de droit commun particulièrement dangereux. ». Caillaux sait qu'il n'a aucune chance de pouvoir se défendre et connaît le nom de son ennemi. Clemenceau a quant à lui été on ne peut plus clair au moment de faire lever l'immunité de Caillaux aux parlementaires qui examinaient cette demande : « Nous ne sommes pas en état de faire la preuve, nous apportons des présomptions, rien de plus. »[12]. L'instruction est cependant pénible pour les enquêteurs qui en sont chargés : ils ne tombent que sur des impasses, un coffre que Caillaux possède à Florence se révèle vide de tout document compromettant. Aucune preuve en vue.

Si le procès semble bien mal embarqué, Clemenceau a atteint son premier objectif : à travers Caillaux, il a muselé tout le camp pacifiste et réuni la nation autour d'une figure qu'elle peut légitimement haïr.

Cependant l'effet de cette arrestation à grand spectacle est de courte durée. En mars 1918, alors qu'une offensive allemande met le front sous pression, les socialistes et les avocats de Caillaux osent mener une contre-attaque sur le front de l'opinion. Mais Clemenceau n'en démord pas : « Ah ! Les caillautistes relèvent la tête ! Eh bien ! Qu'ils ne se fassent pas d'illusions ! Si les Boches avancent encore un peu, je le fais fusiller dans sa cellule de la Santé. »[13].

Le procès est remis *sine die*. En fait, il n'aura lieu qu'en 1920, après la fin de la guerre. Mais les circonstances ne pourraient être pires pour l'homme qui n'a juste là que servi d'idiot utile dans une stratégie politique cynique et mensongère. La paix n'a pas été signée dans les conditions triomphales prévues, le ressentiment contre les Allemands est à son comble, Caillaux va servir d'exemple : il est condamné à trois ans de prison. Toujours sans aucune preuve.

Il faut attendre 1924 et le retour de la gauche au pouvoir pour qu'il soit amnistié du jour au lendemain. Ainsi fonctionne, fonctionnait et fonctionnera sans doute le monde cruel de la politique.

Le mythe patriotique des taxis de la Marne

C'est certainement l'image la plus populaire du début de la Première Guerre mondiale, représentée dans tous les manuels d'histoire des écoles de la République pendant près d'un siècle : des taxis parisiens amènent des soldats depuis la capitale jusque sur le front de la Marne et permettent ainsi d'acheminer des renforts qui éviteront que les troupes allemandes n'avancent trop loin et fondent sur Paris.

Pourtant, si l'utilisation de taxis est avérée, son caractère massif et son importance dans le sort de la première bataille de la Marne sont à relativiser, tout comme l'ingéniosité du général Gallieni, présenté comme le grand décideur de cette démarche.



Au tout début du mois de septembre, les troupes allemandes, passées par la Belgique et le nord de la France, s'approchent dangereusement de la capitale. On signale en effet des détachements d'uhlans allemands à quelques dizaines de kilomètres seulement de la Ville lumière. Les troupes françaises, qui battaient en retraite depuis la fin du mois d'août, reçoivent pour ordre de se redéployer au nord-est de Paris, et de marcher vers l'Ourcq et la Marne. Mais le réseau ferroviaire français, passablement désorganisé à ce moment du conflit, ne semble pas suffire pour acheminer les troupes, et l'on dit alors que le général Gallieni, gouverneur militaire de la capitale, décide de réquisitionner, le 6 septembre, une grande partie des taxis de la capitale pour le transport de troupes. Ce dispositif est en réalité prévu dès le 1er septembre, et il est mis au point par le général Clergerie, en collaboration avec André Walewski, fondateur de la Compagnie française des automobiles de place. Selon les estimations de Clergerie, l'état-major peut disposer d'une réserve permanente de 150 taxis, disponibles de jour comme de nuit, avec la possibilité d'en réquisitionner le triple sous douze heures. Le général a besoin de transporter environ 6 000 hommes de la 7e division d'infanterie jusqu'en Seine-et-Marne, et la capitale dispose d'assez de taxis pour les emmener, mais près de 7 000 chauffeurs sont déjà mobilisés pour la guerre.

Au soir du 6 septembre, 600 taxis sont regroupés aux Invalides. Ce sont pour la plupart des Renault AG1 Landaulet, pouvant embarquer cinq soldats avec leur paquetage, en plus du chauffeur, et roulant à une moyenne de 25 km/h. Un premier convoi part pour Tremblay-Lès-Gonesse, où il est ensuite redirigé vers une destination tenue jusque-là secrète : Le Mesnil-Amelot.

Un deuxième convoi, de 700 voitures, part le lendemain, toujours des Invalides, et l'ensemble des forces, qui se rejoignent à Gagny, arrivent ensuite à Nanteuil-le-Haudouin, et Silly-le-Long, où les

troupes sont déployées. Les chauffeurs de taxi peuvent rentrer sans encombre jusqu'à la capitale, et ils sont payés par l'état-major comme pour une course habituelle.

Ce premier déploiement d'unités motorisées en temps de guerre est suivi par les caméras du cinématographe, et il est directement utilisé par la propagande de guerre. L'idée est de présenter une société française mobilisée dans son ensemble pour l'effort de guerre, thème qui formera la base de la communication officielle pendant les quatre années suivantes.



Pourtant, même si l'impact psychologique d'une telle mobilisation peut être souligné (on montre ainsi aux Français que l'armée est prête à tout pour sauver le pays de l'invasion allemande, que des généraux audacieux, Gallieni en tête, sont aux commandes, et que le pays utilise des moyens modernes pour arriver à ses fins), l'impact de ces hommes envoyés sur le front est passablement exagéré par l'historiographie officielle.

La première bataille de la Marne s'étend en effet sur près de trois cents kilomètres, de Meaux à Verdun, et mobilise pas moins de 150 000 hommes rien que du côté français, et il est dur d'imaginer que cette poignée de soldats amenés en taxi ait pu peser dans la balance.

C'est d'ailleurs ce qu'affirme l'historien Jean-Jacques Becker, directeur du centre de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne : « L'affaire n'a aucune importance du point de vue militaire. Il y avait un million d'hommes de chaque côté, ce ne sont pas les quelques milliers d'hommes transportés par les taxis qui ont changé quelque chose à l'issue de cette bataille. »

De plus, les soldats des taxis de la Marne sont pour la plupart des réservistes ou des soldats épuisés par les premières semaines de la guerre, qui seront en réalité déployés sur des positions défensives en seconde ligne, et qui ne subiront ainsi pas d'assaut direct. Leur poids dans la bataille est donc anecdotique.

Mais jusqu'à ce que ce « mythe patriotique » ne soit décrypté, déconstruit, et ramené dans de plus justes proportions par de nombreux historiens à la fin du xx^e siècle, l'épisode figure pendant des décennies dans les livres d'histoire, pénétrant ainsi l'imaginaire collectif de plusieurs générations de Français, comme l'affirme l'historienne Laurence Van Ypersele : « La consécration mémorielle la plus haute, la plus haute médaille qu'on puisse avoir dans la mémoire collective, c'est d'être dans un manuel scolaire. »

Goutte d'eau dans le dispositif militaire, les taxis de la Marne ont néanmoins été réquisitionnés pendant bien plus de deux jours, et ont joué un rôle important pour sauver des centaines de vies, que ce soit de soldats blessés ou de civils fuyant le feu des combats. Élément étrangement oublié de l'historiographie officielle, il est rappelé par Kléber Berrier, dernier chauffeur des taxis de la Marne, décédé en 1985 : « Nous sommes partis par la porte de Vincennes sans lumière, pour ne pas être repérés par les Allemands. [...] Nous avons seulement droit à une lumière arrière, mais c'était une lanterne à pétrole, il ne faisait pas bien clair. Arrivés à Gagny, nous avons embarqué les troupes.

Chaque taxi devait transporter cinq soldats. Cela a duré onze jours. Je transportais des troupes fraîches dans un sens, et des blessés dans l'autre, y compris des femmes et des enfants, qui erraient sur la route. Durant ces onze jours, j'ai vu tellement de misère, autant chez les civils que chez les militaires... Parfois, on déplaçait les morts sur la route, pour pouvoir passer... »



Deschanel, le président tombé du train n'était pas fou

Il est des accidents de la vie qui peuvent nuire à jamais à la réputation d'un homme, notamment lorsque l'on préside aux plus hautes destinées de l'État. Paul Deschanel, encore présenté de nos jours comme le « président fou de la République », soi-disant en proie à de terribles maux qui lui feraient faire n'importe quoi devant n'importe qui, en est le parfait exemple.

Né en 1855, Paul est le fils d'Émile Deschanel, un homme politique républicain. Très jeune, il décide de suivre le même chemin que son père, après avoir hésité à embrasser une carrière d'écrivain et de comédien (il sera tout de même élu à l'Académie française en 1899).

Élu député en 1885, il se distingue notamment en accusant Clemenceau d'être lié au scandale du canal de Panama, qui défraie alors la chronique. Clemenceau, vexé, provoque Deschanel en duel en 1894, et bat celui-ci, en le forçant à reculer deux fois au-delà de la limite autorisée et en finissant par le toucher, au front et à la paupière droite.



La rivalité entre les deux hommes continue de s'exprimer de manière rampante au début du xx^e siècle et pendant la Première Guerre mondiale, période durant laquelle les talents d'orateur de Deschanel, reconnus par ses pairs, en font un membre important de la Chambre des députés.

C'est finalement en janvier 1920 que Deschanel tient sa revanche : sans doute aidé en cela par les manœuvres d'Aristide Briand, Deschanel bat Clemenceau lors de l'élection du président par l'Assemblée nationale. La légende dit même qu'il adresse au vaincu ces quelques mots : « Vous avez gagné la guerre, nous gagnerons la paix. » Mais ce qui devait être son triomphe politique prend tout de suite une tournure étrange, si ce n'est burlesque. Le 23 mai de la même année, voyageant dans un train de nuit allant vers Montbrison pour une visite officielle, Deschanel, prêt à se coucher et vêtu de son pyjama, se sent tout d'un coup victime d'un malaise.

Il semble que la chaleur excessive du compartiment en soit la cause. Aussi ouvre-t-il sa fenêtre, avant de s'y pencher pour capter un peu d'air frais. Mais le système de fermeture de l'époque est dangereux, et son corps bascule hors du train. Heureusement pour lui, le train circule alors à vitesse réduite en raison de travaux, et le président n'est que légèrement blessé. Il parvient à se lever, et tombe sur un cheminot, appelé André Radeau, qui le conduit à la maison du garde-barrière, Gustave Dariot, située dans la petite commune de Mignerette, à une douzaine de kilomètres de Montargis. Deschanel dit être le président de la République mais les deux hommes sont sceptiques.

Ce n'est que lorsqu'elle fait allonger le blessé sur son lit, que la femme du garde-barrière voit ses doutes se lever, comme elle le dira plus tard à des journalistes : « J'avais bien vu que c'était un monsieur : il avait les pieds propres ! » Les autorités sont prévenues par une succession de télégrammes, mais le temps que le service présidentiel présent dans le train ne s'aperçoive de sa

disparition (le lendemain à 5 heures du matin !), la péripétie s'est déjà répandue par le bouche à oreille, jusqu'à finir dans la presse, puis dans la bouche des chansonniers. Le président devient la risée de la France, et l'un des airs les plus connus concernant cet épisode rappelle ainsi :



*« Il n'a pas abîmé son pyjama,
c'est épatant mais c'est comme ça,
Il n'a pas abîmé son pyjama,
il est verni l'chef de l'État. »*

Si cet incident du train peut s'expliquer par un épisode de somnambulisme dû à la prise de somnifères et à la forte chaleur de la voiture, il alimentera pendant des années de nombreuses anecdotes mettant en cause la bonne santé mentale de Deschanel. Il est très probable que les bruits qui courent sur lui par la suite ne soient que des rumeurs opportunistes, instrumentalisant l'effet de cet événement : Deschanel aurait été vu en train de se baigner avec les canards dans les bassins du parc de l'Élysée – ou dans ceux du château de Rambouillet selon les versions ; il aurait paraphé certains documents importants en signant « Vercingétorix » ou « Napoléon ».

Les archives officielles ne gardant pas trace de ces documents, et les signatures officielles se faisant toujours devant témoin, il est difficile de confirmer de telles allégations. Il est dit également que l'homme prend des décisions imprévisibles, s'offre des bains de foule improvisés, quitte brusquement des assemblées, ou prononce plusieurs fois le même discours, comme à Nice, où il aurait salué comme au théâtre avant de recommencer son allocution.

Dans la ville de Menton, certains affirment l'avoir vu ramasser des fleurs qu'on lui avait envoyées pour les relancer dans la foule. Ses amis démentent évidemment toutes les allégations de démente qu'on peut lancer contre lui, mais il n'en reste pas moins que la démission du président Deschanel pour raisons de santé, refusée dans un premier temps par le président du Conseil Alexandre Millerand, est finalement acceptée le 21 septembre, quelques mois seulement après son élection. Il semblerait que Deschanel ait pour le moins souffert de dépression, et de crises d'angoisse répétées, en raison du poids que faisait porter sa charge sur ses épaules.

Mais après quelques mois de repos passés au sanatorium de Rueil, celui que la presse présente comme un dérangé ne perd aucunement sa lucidité, si bien qu'il reprend rapidement le chemin des institutions politiques. En janvier 1921, il est élu sénateur d'Eure-et-Loir, et devient un an plus tard président de la commission des affaires étrangères du Sénat, un poste que ses confrères ne lui auraient certainement pas confié s'il avait été mentalement déséquilibré. Mais son retour aux affaires ne sera que de courte durée : atteint d'une pleurésie et opéré d'un abcès pulmonaire, il décède le 28 avril 1922.

Vérités et légendes sur la mort de Saint-Exupéry ?

« Si je suis descendu, je ne regretterai absolument rien. La termitière future m'épouvante. Et je hais leurs vertus de robots. Moi, j'étais fait pour être jardinier. »

ANTOINE DE SAINT-EXUPÉRY

Il était l'auteur du *Petit Prince*, de *Vol de nuit* ou de *Terre des hommes*. Antoine de Saint-Exupéry s'est illustré tout au long de sa vie par son écriture fragile et poétique, son humanisme et sa passion pour l'aviation qu'il nourrit depuis son service militaire durant lequel il a appris le métier de pilote.



Engagé en 1926 par l'Aéropostale, il parcourt régulièrement les cieux pendant plusieurs années avant de se consacrer plus pleinement à l'écriture. L'arrivée de la guerre le pousse cependant à reprendre du service à bord d'un avion de reconnaissance – les Alliés le considèrent comme inapte au combat, et sa santé, à plus de 40 ans, est assez dégradée. À l'armistice, il a insisté pour continuer ses missions, malgré l'apparente malchance qui le poursuit : il a été mitraillé, s'est crashé plusieurs fois et connaît plusieurs pannes critiques.

Le matin de sa disparition, le 31 juillet 1944, il décolle de l'aéroport de Poretta, en Corse, aux commandes de son P-38 Lightning spécialement modifié pour pouvoir effectuer des reconnaissances photographiques – Saint-Exupéry ne transporte pas d'armes à bord. À 8 h 30, il apparaît pour la dernière fois sur les écrans radar ; parti avec du carburant pour six heures de vol, il ne réapparaît pas dans la journée du 31, et est porté disparu.

Il sera quatre ans plus tard reconnu comme « Mort pour la France ». Mais le mystère de sa mort reste alors entier. Il faudra attendre soixante ans pour faire la lumière sur ce qui lui est arrivé ; soixante ans pour faire le tri entre les affabulations et les faits, soixante ans pour mettre de côté la méfiance qui touche à toutes les affirmations dictées par la célébrité du personnage.

Pourtant, dès les jours suivants sa disparition et dans les années qui suivent, plusieurs témoignages concordent, que ce soit du côté français comme allemand, pour dire que ce jour-là, dans le ciel de Provence, une chasse s'est produite, opposant un Lightning à Focke-Wulf de la Luftwaffe. L'avion allemand aurait criblé de balles l'appareil allié, qui se serait abîmé en mer peu après. C'est ce qu'affirme Raymond Cantier, membre de la Résistance qui assiste à la scène depuis la terre ferme, et également un ancien officier de renseignement de l'aviation allemande, qui a appris l'information peu après le retour du pilote victorieux.

Ces renseignements ne sont cependant pas suffisants pour repérer la carcasse de l'appareil, tant la

zone potentielle à couvrir semble étendue. Cette hypothèse sera confirmée en 1972 par le témoignage de Robert Heichele, un pilote allemand qui a abattu un appareil au-dessus de la Méditerranée ce jour-là. Problème : ce même pilote a été abattu peu de temps après et son témoignage est posthume, retrouvé dans ses carnets.

En 1994, une habitante de Carqueiranne, un petit village du littoral, situé dans le Var, se manifeste soudain pour affirmer que le pilote s'est bien écrasé ce jour-là près de chez elle, et que la dépouille du pilote a été récupérée et enterrée dans le cimetière local. La description qu'elle donne de l'homme retrouvé semble correspondre : « Âgé de 30 à 40 ans, taille d'environ un mètre soixante-quinze, de corpulence vigoureuse, [...] auquel adhéraient encore quelques lambeaux d'effets militaires ».

La question se pose cependant de savoir pourquoi ce témoin a mis aussi longtemps à se manifester et la famille de Saint-Exupéry se montre sceptique face à ces révélations : elle refuse de faire exhumer le corps afin de faire procéder aux tests ADN qui pourraient valider – ou invalider – cette thèse. Dans le courant des années 1990, plusieurs expéditions en mer sont également financées par des fonds privés pour essayer de retrouver l'épave de l'avion de l'écrivain selon les indications fournies par les témoignages, notamment celui du pilote Heichele – mais elles ne donnent rien. Les curieux se découragent, jusqu'au jour où, en 1998, un pêcheur marseillais, Jean-Claude Bianco, trouve dans ses filets un objet scintillant qu'il examine par curiosité ; il s'agit d'une gourmette en argent qui est couverte de calcaire.



Lorsqu'il la nettoie, il a la surprise de découvrir le texte suivant gravé dessus : « Antoine de Saint-Exupéry (Consuelo), c/o Reynal & Hitchcock, 386, 4th Ave. NYC USA ». Soit le nom de l'auteur, le prénom de sa femme, et les coordonnées de sa maison d'édition à New York. La découverte, loin de ravir les amateurs qui cherchaient à dénouer ce mystère ou les membres de sa famille, est considérée tout d'abord avec beaucoup de suspicion.

On accuse même le pêcheur d'avoir inventé de toutes pièces cette gourmette, on affirme que personne n'a jamais vu porter à Saint-Exupéry un bracelet de la sorte. Mais les expertises sont formelles : la gourmette est vraie, et la solution du mystère se trouve bien à portée de main.

Sur les indications de Bianco, les plongeurs amateurs comme professionnels se remettent en chasse de l'épave de Saint-Exupéry. La suite se révèle tout aussi passionnante : Luc Vanrell, un de ces plongeurs poussés par la curiosité, se souvient d'une épave d'avion qu'il avait repérée dans les parages quelque temps avant, près de l'île de Riou, au large de Marseille.

Il avait même fait des clichés des restes de l'appareil à l'époque. Il compare ceux-ci à la description du modèle modifié de Lightning utilisé par Saint-Exupéry et découvre des similitudes ; il se procure ensuite la liste des appareils modifiés disparus en mer dans cette zone et découvre qu'il n'y en a eu que cinq dont quatre ont été identifiés. Par élimination, le dernier restant ne peut être que celui de l'écrivain. Il déclare donc sa trouvaille mais curieusement, une nouvelle fois, la réaction

générale est de méfiance et de suspicion autour de ses agissements.

Il faut encore vérifier ses dires, d'autant qu'il faut attendre presque trois ans pour que de nouvelles fouilles visant à sortir les débris de l'eau soient autorisées.

Lorsqu'elles sont enfin réalisées, on finit par trouver le numéro de série de l'appareil et le suspense s'éteint enfin : il s'agit bien de celui de Saint-Exupéry. Mais de trace du corps du pilote, il n'apparaît nulle part. De plus, la carlingue de l'appareil ne semble pas présenter d'impact de balles. Le mystère des causes de sa disparition reste donc entier.

Par la suite, les passionnés non encore satisfaits trouveront la trace d'un pilote allemand, Horst Rippert, qui affirme avoir descendu un avion ce jour-là en tirant dans ses ailes – ce qui expliquerait qu'on ne trouve pas d'impact sur la carlingue de l'avion, mais sa version est mise également en doute, il est traité d'affabulateur, et rien ne permet de confirmer ou d'infirmer ses dires.

Une nouvelle fois, la célébrité de l'auteur rend difficile de faire le tri entre les déclarations cherchant à tirer profit de sa gloire et la réalité. Il semble que la vérité sur ce qui est réellement arrivé à Saint-Exupéry en ce matin du 31 juillet 1944 soit condamnée à rester cachée.



De Gaulle a-t-il réellement libéré Paris ?

Le général de Gaulle a toujours été présenté comme le grand libérateur de la capitale, l'homme grâce auquel tout est devenu possible, qui a su unir les forces vives de la France pour retourner la situation, donner de l'ampleur à la Résistance et permettre la libération de la capitale où il arrive en triomphateur.



Version heureuse et béate du grand roman national. En réalité, les choses ont été plus complexes que cela : Paris aurait très bien pu se libérer toute seule, grâce aux multiples forces opérant sous contrôle communiste, mais de Gaulle s'y est opposé par tous les moyens, pour ne pas offrir l'occasion aux communistes de s'assurer une place de choix dans l'équilibre des forces à venir.

À la veille de la Libération, alors que les troupes alliées ont réussi après de très violents combats à débarquer sur la côte normande, les deux interlocuteurs politiques représentant la France sont les gaullistes à l'extérieur et les communistes sur le front intérieur.

Les deux partis se vouent une haine féroce et de Gaulle refuse toute forme de négociation avec ceux qu'il voit déjà comme une menace pour l'avenir. Paris devient ainsi le centre névralgique de cet affrontement silencieux : libérer la ville par un mouvement d'insurrection collective est devenu possible, mais pas souhaitable pour les gaullistes, considérant que cela donnerait trop de poids aux communistes, qui seraient crédités de cette victoire.

Il est donc instamment demandé à tous les représentants du général en France de s'y opposer par tous les moyens. La lutte se complique cependant du fait de l'intervention des Américains dans la redistribution à venir. Si leur allié naturel dans la lutte contre le communisme qui les obsède déjà semblerait être de Gaulle, l'inimitié personnelle de Roosevelt envers le militaire qui a su s'imposer à Londres fait chercher aux Américains une troisième alternative. Et cette alternative va prendre un visage inattendu, en la personne du maréchal Pétain, qui profite de l'occasion pour jouer son va-tout : « En fait, les tractations n'auraient jamais cessé entre les services de Vichy et la diplomatie américaine – même après le débarquement en Afrique du Nord, et le départ de la représentation américaine à Vichy. »[14]. Le maintien de l'homme d'État semble invraisemblable mais une autre source confirme que les Américains envisagent sérieusement cette option : « Gagnez du temps, faites des phrases, mais ne dressez pas la population contre notre débarquement, et nous nous entendrons. »[15]. Américains comme gaullistes partagent la même préoccupation que le régime de Vichy : éviter une vacance du pouvoir en France qui donnerait trop d'importance à la Résistance et ouvrirait la porte aux communistes comme à un vent de libération sociale dans le pays.

En effet, la participation d'un certain nombre de Français à la lutte armée leur a fait miroiter

l'espoir d'améliorer la situation sociale de l'Hexagone et de se débarrasser des politiciens – le souvenir funeste de la Troisième République n'est pas loin.

Du fait de ce « danger » pour les politiques, on assiste même à une tentative de Pétain de négocier directement avec de Gaulle, par l'intermédiaire de l'amiral Auphan, afin d'éviter un régime communiste. La démarche échoue, tout comme celle qui a vu Pétain essayer d'instrumentaliser le Vatican comme intermédiaire à la même fin. Laval s'agite pour profiter de la malveillance des États-Unis à l'égard de Charles de Gaulle. Il occupe même Matignon, pour y recevoir les forces alliées à leur arrivée, et envisager une réunion de l'Assemblée afin d'élire un nouveau président et de couper l'herbe sous le pied du général.



Les communistes, pendant ce temps, sont désunis, du fait d'une divergence envers la volonté des troupes de libérer triomphalement la capitale et les plans personnels de Staline. Ce dernier veut ralentir l'avancée des forces alliées, afin de profiter de la marche en avant de ses propres armées en Allemagne et de grignoter le plus de terrain possible avant la rencontre des deux fronts ; le chef de l'Union soviétique ne souhaite pas non plus que la France entre dans son bloc d'influence, en vertu des accords provisoires de la Conférence de Téhéran du 1er décembre 1943.

De plus, les combattants de l'intérieur sont privés d'armes par les alliés, qui brident les parachutages toujours en vertu de cette sainte terreur du communisme, tout comme par la condamnation d'un appareil de combat qui se passe volontiers de la hiérarchie militaire traditionnelle tout en ne perdant rien en efficacité.

À Paris, les manifestations et les grèves spontanées se multiplient au sein de la population, faisant craindre aux responsables expatriés un mouvement libérateur spontané.

La situation militaire aux portes de Paris commanderait que l'on arme les résistants, afin de soutenir l'effort des troupes de débarquement et qu'on empêche les Allemands de se servir de la capitale comme base de résistance ; mais même ces arguments de raison ne suffisent pas à relancer les parachutages.

De Gaulle trouve chez les communistes des alliés de circonstance, du fait de la volonté exprimée par le pouvoir central de Moscou, là où ses partenaires naturels, les Américains, lui ont tourné le dos.

C'est grâce aux Rouges qu'il peut entrer triomphalement dans Paris, après que les Alliés ont accepté la situation de fait afin d'éviter un soulèvement populaire qui pourrait avoir des conséquences fâcheuses.

Une fois dans Paris, la première décision du général est de dissoudre « les organismes supérieurs de commandement et les états-majors des Forces de l'intérieur existant » dans la capitale. De Gaulle vient d'oublier grâce à qui il a obtenu cette victoire sans partage, comme l'histoire officielle retiendra ce mensonge ayant pour vocation de réunir la nation blessée.

Charles de Gaulle n'a jamais été confirmé au grade de général

Si cette anecdote ne relève pas véritablement du mensonge d'État, et ne constitue évidemment pas une usurpation de grade militaire, elle symbolise plutôt la différence de point de vue et de légitimité entre le gouvernement de Vichy de Pétain et la France Libre de de Gaulle pendant la Seconde Guerre mondiale : celui que l'on nomme « Le Général » depuis des générations n'a en réalité jamais été investi officiellement et définitivement de ce grade.



En effet, lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, Charles de Gaulle est colonel depuis seulement deux ans, positionné à Metz, où il commande le 507^e régiment de chars de combat. Spécialiste de la « force mécanique », il se fait remarquer par les autorités politiques et militaires en janvier 1940 en présentant un mémorandum appelant à l'utilisation combinée de l'aviation et des blindés, ce qui lui vaut d'être nommé le 10 mai 1940 commandant de la 4^e division cuirassée, qui est à l'époque la plus grande unité de blindés de l'armée française.

Pendant les jours qui suivent la première offensive allemande, de Gaulle mène l'une des rares contre-attaques fructueuses de l'armée française, vers Montcornet, et deux semaines après sa prise de fonction, le 25 mai 1940, il est nommé général de brigade à titre temporaire.

Cette promotion est due au fait qu'il accomplit, dans les faits, une fonction normalement réservée aux généraux, et que les trois commandants des autres divisions cuirassées portent déjà ce grade ; son caractère temporaire est courant lors des conflits, et la nomination est d'abord fixée « pour la durée de la guerre », et peut être ensuite confirmée après quelques mois, avec effet rétroactif.

Après la bataille d'Abbeville, où sa division rompt les lignes allemandes et fait des centaines de prisonniers, le général Weygand lui décerne le 31 mai une citation très élogieuse, et une semaine plus tard, le général de brigade se voit proposer le poste de sous-secrétaire d'État à la Guerre et à la Défense nationale.

Mais le 17 juin, alors qu'il rentre de Londres, où il menait avec Churchill des tractations pour le président du Conseil Paul Reynaud, il apprend que ce dernier démissionne, et qu'il est remplacé par le maréchal Pétain, partisan de l'armistice. Le lendemain, il appelle à la poursuite du conflit, et se fait connaître dans le monde entier comme le général de Gaulle.

La reconnaissance du général comme chef des Français libres par Churchill le 27 juin, qui reconnaît au passage son grade de général, est contrecarrée, à partir du 22 juin, par une série de décisions judiciaires qui visent à lui retirer toute légitimité. Ainsi, le 22 juin, de Gaulle n'est plus

général et se voit rétrogradé au rang de colonel, avant d'être admis à la retraite d'office dès le lendemain.

Deux semaines plus tard, le 4 juillet, il est déchu de la nationalité française et condamné à quatre ans de prison pour « délit d'excitation de militaires à la désobéissance ». Puis, la dernière sentence est délivrée le 2 août 1940 : le « colonel d'infanterie breveté d'état-major en retraite de Gaulle », est condamné par contumace à la peine de mort, à la dégradation militaire et à la confiscation de ses biens, pour « trahison, atteinte à la sûreté extérieure de l'État, désertion à l'étranger en temps de guerre sur un territoire en état de guerre et de siège ».

De Gaulle considère ces jugements comme « nuls et non avenue », et critique les « vieillards qui se soignent à Vichy », qui selon lui « emploient leur temps et la passion à faire condamner ceux qui sont coupables de continuer à combattre pour la France. » Aussi, il continue évidemment de porter le grade de général, et ne cessera d'en arborer l'uniforme et les insignes. Chef militaire et politique de la France Libre, il nomme d'ailleurs pendant toute la durée de la guerre des officiers au grade suprême.

Dans la dernière année de la guerre, le 11 janvier 1945, sa condamnation à mort est annulée. Dans cet acte officiel, deux appellations vont ainsi se succéder, celle, officielle, de « Monsieur le Colonel d'Infanterie, breveté d'état-major, en retraite, Général de Brigade à titre temporaire, de Gaulle », et celle, plus simple et connue de tous, de « Monsieur le Général de Gaulle ».

De Gaulle aurait très bien pu, après la guerre, obtenir la confirmation officielle de son grade de général, mais, de son point de vue, partagé par tous les résistants, celui-ci a tout simplement été confirmé par l'histoire elle-même, et revenir sur cette nomination aurait montré qu'il accordait du crédit et une certaine légitimité aux décisions du gouvernement de Vichy, dont il n'a cessé de proclamer l'illégalité.

À ce sujet, une anecdote racontée par son fils, Philippe, montre que le général gardait tout de même une certaine rancœur concernant cette question : « Il y eut même un président du Conseil de la Quatrième République assez mesquin, m'a-t-il raconté non sans amertume, pour lui envoyer une fiche de pension de retraite à remplir, sur laquelle il figurait comme colonel puisqu'il n'avait jamais été promu général à titre définitif. Il choisit alors de ne jamais toucher un sou de retraite de son existence. »

En réalité, de Gaulle touchera sa retraite de colonel à partir de 1944, et c'est sa retraite de chef d'État qu'il refuse à partir de 1946.

En 1945, Edmond Michelet, alors ministre de la Défense, propose à de Gaulle de le nommer maréchal, idée qu'il repousse catégoriquement, tout comme celle d'être confirmé dans son grade, affirmant que son rôle depuis juin 1940 était principalement politique, et non militaire.



La Cinquième République, un coup d'État de de Gaulle ?

Au mois de mai 1958, la France entre dans l'une des pires crises politiques de son histoire, une crise qui se dénouera avec le retour au pouvoir du général de Gaulle, et dont l'histoire officielle retient qu'il a été « rappelé » par le président de la Quatrième République René Coty.

Mais selon certains journalistes et historiens de cette période, la fin de la traversée du désert du « plus illustre des Français », comme le dit Coty, n'aurait qu'un semblant de légalité institutionnelle, et serait en réalité le fait d'un coup d'État militaire.



Tout commence le 13 mai de la même année. Après quatre ans de conflit, au cœur de ce que l'on appelle alors les « événements » d'Algérie, et en proie à une très forte instabilité ministérielle, qui voit la chute du gouvernement de Félix Gaillard le 15 avril, la France semble sur le point de vaciller, et de plus en plus de voix se font entendre pour réclamer le retour du général de Gaulle au pouvoir, seule personnalité, selon elles, à pouvoir remettre le pays sur le droit chemin. Le pouvoir républicain est vacant pendant quatre semaines lorsque de l'autre côté de la Méditerranée, à Alger, éclate un véritable coup d'État militaire : des hommes des généraux Raoul Salan, Edmond Jouhaud, Jacques Massu, et de l'amiral Auboyneau prennent le bâtiment du Gouvernement général, créent un Comité de salut public, et demandent la mise en place d'un Gouvernement de salut public.

Le même jour, c'est le centriste Pierre Pflimlin qui est appelé à former un gouvernement à Paris. Le lendemain, le général Salan, devenu président du Comité, demande à ce que le général de Gaulle soit rappelé au pouvoir par le président de la République, et lance, devant la foule assemblée : « Vive de Gaulle ! » L'un des plus fidèles lieutenants politiques de de Gaulle, Léon Delbecq, devient alors vice-président du Comité, assurant ainsi le lien entre le général et les insurgés d'Algérie. Et le 15 mai, de Gaulle se déclare « prêt à assumer les pouvoirs de la République ».

Trois pouvoirs s'affrontent alors : le gouvernement régulier de Paris, le Comité de salut public d'Alger, et de Gaulle, considéré comme l'homme providentiel, seul capable de résoudre la crise.



Le président René Coty, en contact étroit avec de Gaulle pendant toute cette période, tient à s'assurer que la régularité des institutions soit respectée en cas de retour de de Gaulle, et c'est en maniant cette double image (celle de légaliste d'un côté, celle d'homme du salut pour les insurgés de l'autre), que le général parvient à ses fins.

En effet, s'il montre patte blanche pendant les semaines qui suivent ces événements auprès du président de la République, disant par exemple le 19 mai, lors d'une conférence de presse : « Croit-on, qu'à 67 ans, je vais commencer une carrière de dictateur ? », il ne condamne pas officiellement les meneurs du putsch d'Alger, ce qui inquiète passablement les plus grands opposants à son retour, dont François Mitterrand.

Ceux-ci s'alarment en effet du fait que le général ne condamne pas les Comités de défense de la République, ces groupes de manifestants, composés de civils et de militaires, qui demandent dans toute la France le retour du général. Mais ce qu'ils ne savent pas, c'est qu'un véritable coup d'État militaire est prévu pour remettre, si besoin par la force, le général à la tête du pays.

C'est l'« Opération Résurrection », mise en place par les putschistes d'Alger, dont certains ultras d'extrême droite issus du poujadisme, et élaborée par les généraux Salan, Petit, Jouhaud, Massu, Ely, et Dulac. Des proches de de Gaulle (le député Pascal Arrighi et le cousin du général Henri Maillot) en font également partie.

Le complot doit se dérouler en deux phases : la première doit voir le parachutage de militaires en Corse, où ils devront établir un deuxième Comité de salut public, tête de pont pour un débarquement en France. La deuxième doit voir le parachutage des principaux putschistes à Paris, dont l'action, combinée avec le déploiement des partisans de de Gaulle dans la capitale et associée à des manifestations d'activistes d'extrême droite et d'anciens combattants, doit prendre le ministère de la Défense et mettre aux arrêts les principaux personnages de l'État, dont le président du Conseil Pierre Pflimlin, le ministre de l'Intérieur Jules Moch, ainsi que les principaux opposants à de Gaulle, Pierre Mendès France et François Mitterrand.

Rien ne permet d'affirmer aujourd'hui que de Gaulle est au courant de toutes les opérations et qu'il aurait donné son accord pour une telle action, mais celle-ci ne vise qu'à le remettre au pouvoir.

Le 24 mai, le 1er BPI est parachuté sur Calvi, et le colonel Jean-Robert Thomazo prend le contrôle de la Corse deux jours plus tard. La prise de Paris est prévue pour le 29 mai. Le 27 mai, de Gaulle déclare : « J'ai entamé hier le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un pouvoir républicain capable d'assurer l'unité et l'indépendance du pays. » Le lendemain, après une entrevue secrète avec de Gaulle, Pflimlin annonce sa démission, mais rien n'est encore fait pour le général. Les parlementaires, majoritairement socialistes et centristes, s'opposent à un retour de la sorte, et ce n'est qu'en les menaçant de démissionner que le président Coty parvient à imposer de Gaulle à la Chambre législative. Le 29 mai, jour prévu pour la prise de Paris, René Coty annonce officiellement faire appel « au plus illustre des Français » pour rétablir l'ordre (dans un chaos qu'il a lui-même contribué à créer !).



La phase 2 de l'Opération Résurrection est avortée : leur homme est en place sans que les insurgés n'aient eu besoin d'employer la force dans la capitale. Mais pour de nombreux parlementaires, le spectre d'un coup d'État a lourdement pesé dans la balance, comme l'affirme Pierre Mendès France : « C'est parce que le Parlement s'est couché qu'il n'y a pas eu de coup d'État ! »

Le gouvernement du général de Gaulle, dernier président du Conseil de la Quatrième République, est investi le 1er juin par l'Assemblée. De Gaulle reçoit deux jours plus tard, dans une manœuvre qui va à l'encontre de la constitution, les pleins pouvoirs pour une durée de six mois.

Le 4 juin, au balcon du Gouvernement général d'Alger, il lance la célèbre phrase : « Je vous ai compris ! », rassurant, pour un temps, les partisans de l'Algérie française.

Il a ainsi les mains libres pour mettre en place une nouvelle Constitution, adoptée le 28 septembre 1958. Le 8 janvier 1959, il est officiellement président de la République.

René Coty, dont l'Histoire gardera en mémoire l'appel qu'il lui a lancé sept mois plus tôt, déclare, en lui transmettant le pouvoir : « Le premier des Français est désormais le premier en France. »

Si le lien entre les putschistes d'Algérie et de Gaulle reste à prouver, l'idée qu'il ait été remis au pouvoir par un coup d'État militaire restera longtemps parmi les membres de l'Assemblée. Le plus illustre opposant au président de Gaulle, François Mitterrand, écrit même un essai en 1964, critiquant le retour de Gaulle et le nouveau régime en place, intitulé *Le Coup d'État permanent*.



Les secrets de François Mitterrand sur son passé vichyste

S'il est un homme qui a su maintenir tout au long de sa vie un voile de mystère au-dessus de son histoire personnelle, il s'agit bien de François Mitterrand. Considéré après la Seconde Guerre mondiale comme un héros de la Résistance qui a entretenu des relations avec le général de Gaulle (qu'il rencontre en personne en novembre 1943 à Alger), il devient l'un des plus jeunes ministres de France en 1947, à 30 ans, en prenant le portefeuille des Anciens combattants et des Victimes de guerre, commençant ainsi une carrière politique qui l'amènera trente-quatre ans plus tard au poste suprême de la Cinquième République. Mais peut-être que son accession au poste de président de la République en 1981, tout comme son rôle joué pendant plus de vingt ans en tant que leader de l'opposition au gaullisme et à Valéry Giscard D'Estaing, n'auraient pas été possibles si toute la lumière avait été faite plus tôt sur sa jeunesse, du milieu des années 1930 au gouvernement de Vichy, comme le demandaient, sans pour autant être écoutées, des organisations politiques, telles que le Parti communiste en 1948, ou encore le SFIO (qui deviendra le Parti socialiste), dix années plus tard.

Il faudra en réalité attendre la publication du livre du journaliste Pierre Péan, *Une jeunesse française*, en 1994, soit quelques mois seulement avant la fin de son deuxième septennat, pour que le passé trouble du premier président de gauche refasse surface.



Arrivé à Paris en 1934 après son baccalauréat, le jeune Mitterrand adhère rapidement aux Volontaires nationaux, l'organisation de jeunesse des Croix-de-feu du colonel de La Rocque, qui prône une ligne ouvertement nationaliste. Aussi, répondant à l'appel de l'Action française, il défile en février 1935 contre ce qu'on appelle alors « l'invasion mèteque », l'autorisation faite aux médecins étrangers d'exercer en France.

Pour preuve, deux photos publiées dans la revue nationaliste *Les Camelots du roi* attestent de sa présence dans le cortège. La même année est fondée une organisation secrète d'extrême droite, surnommée La Cagoule.

Si la preuve de son appartenance est impossible à établir, Mitterrand entretient tout de même des liens personnels avec plusieurs de ses membres.

En 1936, il signe un article dans *L'Écho de Paris*, où il écrit, à propos des étudiants étrangers de la capitale : « Désormais, le Quartier latin est ce complexe de couleurs et de sons si désaccordés qu'on a l'impression de retrouver cette tour de Babel à laquelle nous ne voulions pas croire. » Néanmoins, il ne partage pas les thèses antisémites de l'Action française, et se lie d'ailleurs d'amitié avec Georges Dayan, un jeune Juif né à Oran avec qui il effectue ses études et son service militaire, et qui deviendra député et sénateur.

Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate en septembre 1939, le sergent-chef Mitterrand est

envoyé avec le 23^e régiment d'infanterie coloniale sur la ligne Maginot, où il est blessé au bras le 14 juin 1940, et fait prisonnier par les Allemands quatre jours plus tard. En décembre 1941, après deux tentatives infructueuses, il parvient à s'évader de son stalag allemand et rentre en France. Commence alors une période de deux ans pendant laquelle il joue une sorte de double jeu, ce qui lui vaut d'être considéré comme un « vichysto-résistant » par certains observateurs.

Début 1942, il entre à la Légion française des combattants et des volontaires de la révolution nationale, avant d'être chargé des relations avec la presse, au milieu de la même année, pour le Commissariat au reclassement des prisonniers de guerre, à Vichy.

Au même moment, il commence à établir des liens avec la Résistance, et fournit par le biais de son commissariat des faux papiers pour aider les prisonniers à s'évader. S'il publie en décembre un article dans la revue de Vichy *France, renouveau de l'État français*, et fait état de son admiration pour le maréchal dans sa correspondance (il rencontre d'ailleurs Pétain en octobre 1942), il démissionne du Commissariat en janvier 1943, quand André Masson, défendant une politique plus collaborationniste, remplace l'ancien directeur Maurice Pinot, plus modéré.

Toujours entre deux eaux (il garde sa fonction à la tête des centres d'entraides aux prisonniers de Vichy), il fonde avec Pinot au printemps 1943 un mouvement de prisonniers résistants, tout en demandant dans le même temps à être décoré de l'ordre de la Francisque de Vichy.



Parrainé par deux membres de La Cagoule, il obtient cette décoration des mains du maréchal, auquel il doit prêter serment (Jean Pierre-Bloch, un ancien résistant, affirmera plus tard que le but de cette demande était de consolider sa couverture).

Mitterrand devient ensuite l'un des informateurs de la France Libre, et il se rend à Londres puis à Alger, où il rencontre, en plus du général de Gaulle, Pierre Mendès France et le général Giraud. De retour en métropole, il prend la tête du réseau de résistance des prisonniers de guerre, participe ensuite à la Libération de Paris, et devient pendant trois semaines Secrétaire général aux Prisonniers du Gouvernement provisoire. En avril 1945, il représente la France aux côtés du général américain Lewis lors de la libération des camps de Dachau et de Kaufering.

Mais même bien longtemps après la guerre, François Mitterrand continue de cultiver une certaine ambiguïté sur son parcours. En effet, s'il se rend chaque année en pèlerinage sur la roche de Solutré, en Bourgogne, pour rendre hommage à ses compagnons résistants, il ira par huit fois fleurir la tombe du maréchal Pétain (contre une fois pour chacun de ses prédécesseurs), ce qui ne manque pas de provoquer la colère de nombreuses organisations. La dernière polémique du règne de François Mitterrand concerne les relations d'amitié qu'il entretient, pendant et après la guerre, avec René Bousquet, Secrétaire général de la Police de Vichy, qui a participé à la rafle de Juifs français et qui a échappé à l'épuration.

Devenu banquier, Bousquet finance les campagnes du candidat socialiste, et est même reçu à

l'Élysée en 1981. Les deux hommes ne cesseront officiellement de se voir qu'à la fin des années 1980, lorsque des associations représentant des déportés et leurs enfants l'accusent de crimes contre l'humanité.

Assassiné chez lui en juin 1993 par l'activiste Christian Didier, il ne sera jamais jugé. Jusqu'à la fin de sa vie, François Mitterrand ne cessera de banaliser ses relations avec celui qui lui aurait sauvé la vie, un jour de 1943, lorsqu'il le fit prévenir d'une descente de la police allemande dans son appartement.



- [1] Traduit par Raoul Baladié.
- [2] Cité par Jean-Louis Biget et Patrick Boucheron, dans *La France médiévale*.
- [3] Paru dans *Histoire de l'Islam et des musulmans en France*.
- [4] *L'Histoire*, n° 138.
- [5] Pierre Miquel, *Les Mensonges de l'Histoire*.
- [6] *Le Figaro*, février 2012.
- [7] *Le Moniteur*, 10 nivôse an II.
- [8] « L'affaire de l'armoire de fer », *Revue des questions historiques*.
- [9] *150 idées reçues sur l'Histoire*.
- [10] Tulard, *Peut-on faire confiance aux historiens ?*
- [11] Jean des Cars, *Les Historiens et la Légende noire du Second Empire*.
- [12] Bredin, *Joseph Caillaux*.
- [13] Allain, *Caillaux*.
- [14] *La Libération inconnue*.
- [15] Adrien Dansette, *Histoire de la Libération de Paris*.